

This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + Refrain from automated querying Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + Ne pas procéder à des requêtes automatisées N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + Rester dans la légalité Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

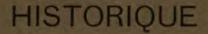
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse http://books.google.com



HARVARD COLLEGE LIBRARY



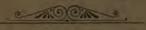


13 U

MOUVEMENT PACIFIQUE

PAR

EDMOND POTONIÉ-PIERRE



PRIX: 1 Fr.



BERNE IMPRIMÉRIE STEIGER & CIE. 1899.



HISTORIQUE

DU

MOUVEMENT PACIFIQUE

PAR

EDMOND POTONIÉ-PIERRE

PRIX: 1 Fr.

IMPRIMERIE STEIGER & CIE.

Sans, novemb 19:0 Serry laston Int6826.26 HOMMAGE

Giuseppe d'Aguanno







Introduction.

On n'aime pas à se sentir isolé sur le chemin qui conduit à la réalisation d'un idéal quelconque, à plus forte raison quand cet idéal contient en germe le futur bonheur de l'humanité. Chacun éprouve, au contraire, le besoin de puiser dans l'exemple reconfortant d'un camarade de route la foi nécessaire au marcheur.

Voilà pourquoi les Sociétés qui poursuivent un but moral se forment et prospèrent par l'agrégation de bonnes volontés que l'isolement aurait condamnées à l'impuissance.

Et ces groupes eux-mêmes cherchent tout naturellement les traces d'efforts antérieures aux leurs dans le domaine où s'exerce leur activité, comme justification de leurs espérances et de leurs sacrifices. C'est dans ces circonstances que les souvenirs personnels des vieux lutteurs sont précieux; plus la marche en avant est longue et rude, plus on désire se retremper dans la solidarité morale des générations de penseurs qui ont jalonné la route.

Notre ami Edmond Potonié s'est trouvé, bien jeune encore, dans les rangs de la vaillante phalange qui reproduisit et précisa, vers le milieu de ce siècle, le programme des premiers pionniers de la cause pacifique. Son père, Denis Potonié, comptait au nombre des zélés propagateurs de cette idée, dans l'intimité de Victor Hugo, de Bastiat, de Joseph Garnier, et c'est avec une touchante expression de respect que le fils nous résume l'histoire de cette lutte pour le bien.

Nous suivons avec lui les pénibles, mais glorieuses étapes de la formation successive des Sociétés de la Paix créées dans les vingt premières années de ce siècle par l'initiative des Noah Worcester, des Channing en Amérique, des Bowring, des Sellon

en Europe; puis, nous initiant aux émotions que lui faisait éprouver l'intimité des pacifiques de 1844 à 1849, il fait passer devant nos yeux les traits de lumière qui, partant des premiers Congrès de la Paix, sillonnaient le ciel noir de cette époque.

Viennent ensuite les réunions internationales pacifiques de Francfort-sur-Main et d'ailleurs, où notre ami commence à jouer un rôle actif et dont il nous retrace les principaux épisodes avec cette vision nette que donne le souvenir des choses vécues.

La période dans laquelle se meuvent ses impressions individuelles est en général peu connue et mérite de l'être davantage. Il ne dépendra plus que de nous maintenant de nous pénétrer des enseignements de cette histoire d'hier pour fortifiernotre foi d'aujourd'hui dans le succès final de notre cause.

BERNE, le 30 mai 1899.

Elie Ducommun.

Historique du Mouvement pacifique

par

EDMOND POTONIÉ-PIERRE.

Ce n'est pas vaincre qu'il faut, c'est convaincre. Victor Hugo.

Chaque jour voit s'accroître le nombre des amis de la paix, et bien heureux sont les vieux lutteurs pacifiques auxquels il est donné d'assister à la diffusion grandissante des vérités humanitaires qui nous libéreront bientôt, espérons-le, de la folie barbare de la guerre.

Il faut, veuillons fermement tous qu'il en soit ainsi, il faut que le XX° siècle commence une ère de paix, que la sauvagerie humaine ne troublera plus; il faut qu'alors, le respect de la vie humaine devienne le premier devoir de l'homme isolé, comme de la société tout entière. Quoi, cette société jugerait utile et légitime, elle qui est puissante et forte, de trancher une existence dans un but de soi-disant sécurité? — Non, son rôle est plus noble, c'est à elle à donner l'exemple du respect aux lois morales de la nature et à prêcher partout et toujours l'inviolabilité de la vie humaine!

Comment arriver à créer ce milieu sain dans lequel vivront nos descendants? Comment accélérer notre arrivée dans cet Eden de justice et d'amour, que fondera l'avenir? En continuant nos efforts collectifs et individuels, en faisant une incessante propagande et aussi en jetant un regard sur le passé pour ne rien laisser perdre des travaux de nos pères dans l'œuvre de rédemption.

En ce qui nous concerne, c'est pour remplir une partie de cette tâche, autant qu'il dépend de nous, que nous écrivons ces lignes; puissions-nous donner un bon exemple à d'autres et les pousser à entreprendre un historique complet du Mouvement pacifique au XIX° siècle! Certes, ce serait là un travail de bénédictin nécessitant mille recherches dans les journaux, brochures, revues et livres du temps, mais quel service rendu à notre sainte cause, quelle puissance acquise pour la marche en

avant de l'ange de la paix, qui, un rameau d'olivier d'une main, les balances de la justice de l'autre, attend le moment de déployer ses ailes et de prendre son vol pour aller annoncer à nos frères aînés des autres planètes que ce ne sont plus des êtres pires que des tigres qui habitent la terre, mais des hommes enfin!

Eh bien, écrivons-la, cette histoire des victoires vierges de sang humain, que nos bataillons toujours plus nombreux remporteront fatalement!... montrons à nos contemporains, à nos enfants et à nos neveux tous ces lutteurs pacifiques de la première heure qui en descendant dans la tombe, le sourire de l'espérance aux lèvres, indiquaient à ceux qui venaient après eux la bonne route à suivre! — Quelle trace lumineuse ils ont laissée sur terre, où ils ont utilement passé! Que leur expérience nous serve, que leur parole nous instruise et nous encourage, que leur persévérance nous soutienne!

Gloire à eux, gloire à ces premiers pionniers qui résistèrent à la poussée des préjugés, de la routine, des errements cruels et sanguinaires du passé!

I.

Le mouvement de la paix actuel, l'agitation pacifique, si l'on aime mieux, date de 1814 1); c'est à cette époque que le Docteur Noah Worcester publia aux Etats-Unis, dans la Solemn review of the custom of the war, un examen du système de la guerre. 2)

Quelques lecteurs de cet écrit fondèrent peu de temps après, alors qu'en Europe grondait le canon de Waterloo, la première association des amis de la paix, *The New-York peace Society*, et presque simultanément des sociétés analogues dans les Etats de l'Ohio et du Massachussets.

¹) Dans le travail préliminaire suivant, une brochure publiée chez Guillaumin & Cie. en 1850 nous a été très utile, nous y avons puisé largement. En voici le titre: Congrès des amis de la paix universelle réuni à Paris en 1849.

²⁾ Signalons aussi parmi les premiers pionniers de la cause de la paix: Channing en Amérique, Dr. Chalmers, David Bogue en Angleterre et maints autres vaillants cœurs et nobles intelligences.

En 1815, nous apprend Joseph Garnier, un journal anglais, The Philanthropist, publiait un article dans les mêmes sentiments que l'écrit de Worcester, et préludait à la formation de la Société de la paix de Londres (11 juin 1816) "Chose digne de remarque, fait observer Joseph Garnier dans une note sur le mouvement en faveur de la paix, c'est qu'il est à peu près certain que ces sociétés se formèrent, celle-là en Amérique, celleci en Angleterre, sans que l'une ait eu connaissance de l'autre. Ce phénomène est assez commun dans l'histoire du progrès humain. Longtemps une idée fermente d'une manière latente dans l'humanité, et puis, un beau jour, on la voit surgir et se manifester presque en même temps par l'initiative de quelques hommes d'élite. 1)

Ces deux sociétés mères une fois fondées, leur action se porta sur la création de plusieurs autres sociétés correspondantes; on fit des meetings ici et là dans le but de répandre les principes de la paix et de faire connaître les sociétés existantes; on ouvrit des concours; des milliers de brochures furent distribuées; des missionnaires pacifiques parcoururent de temps en temps différents pays; parmi eux se fit remarquer le Dr. Bowring. Les sentiments d'humanité des amis de la paix suggérèrent, en France, à quelques hommes de bien l'idée de créer la Société de la morale chrétienne, fondée à Paris en 1821, véritable association d'amis de la paix à l'instar des sociétés anglaises et américaines, ces dernières composées surtout d'amis (quakers).

Au début, le mouvement pacifique eut un caractère essentiellement religieux, caractère qu'il a gardé du reste en Angleterre et en Amérique; ce n'est qu'en Europe que des éléments nouveaux apportés par les libéraux, les libres-penseurs, les socialistes, étendirent la sphère d'action de l'agitation pacifique, en confondant les divergences des partis et des écoles dans des aspirations communes.

^{&#}x27;) Le Dr. E. Darby fait la même remarque dans le travail qu'il a lu au Congrès de la paix de Chicago (1893) (voir The Herald of Peace, décembre 1893, page 335). — Nous regrettons que E. Darby ait passé sous silence le réveil en Europe de l'agitation pacifique, réveil qui se produisit de 1862 à 1866 et fut pour ainsi dire le trait d'union entre les Congrès de 1848 à 1851 et le mouvement de 1867 dont parle Evans Darby. — On trouvera des renseignements à cet égard dans The Herald of Peace d'alors et dans les autres journaux du temps.

Au sein de la Société de la morale chrétienne se forma en 1841 un comité de la paix.

Onze ans auparavant, en 1830, M. de Sellon, un des citoyens les plus estimables et les plus respectés de la Suisse, établit aussi une société à Genève, et éleva sur les bords du lac Léman une colonne en souvenir de cet heureux évènement.

Un petit nombre d'autres sociétés prirent naissance sur quelques autres points de l'Europe.

A Paris en 1847, Francisque Bouvet, Ziegler, Denis Potonié, Frédéric Bastiat, Riglet, et quelques autres membres de la Société du Libre échange songèrent à fonder une société de la paix; leurs efforts se sont trouvés arrêtés à ce moment, vu l'agitation de la période politique que l'on traversait et la suspension du droit de réunion.

Les amis de la paix eurent en 1843 l'idée de tenir un congrès à Londres. Des délégués d'Irlande, d'Ecosse et d'Angleterre se rendirent à cette réunion, présidée par M. Ch. Hindley, membre du Parlement. Il en vint aussi des Etats-Unis; M. Larochefoucault-Liancourt, président de la Société de la morale chrétienne, fut le seul Français qui y assista.

Dans ce Congrès, on adopta la proposition d'une adresse à tous les gouvernements civilisés, pour les prier d'introduire dans leurs traités une clause par laquelle ils s'engageraient, en cas de dissentiment, à s'en rapporter à la médiation d'une ou de plusieurs puissances amies.

Cette adresse fut présentée à Louis-Philippe, qui fit un excellent accueil aux délégués du Congrès.

Il est intéressant de noter ici la réponse que donna le roi des Français aux délégués pacifiques:

"La Paix, leur dit-il, est le besoin de tous les peuples, et, grâce à Dieu, la guerre coûte beaucoup trop aujourd'hui pour s'y engager souvent, et je suis persuadé qu'un jour viendra où, dans le monde civilisé, on ne la fera plus."

Au mois de janvier 1844, la même adresse fut présentée au président des Etats-Unis par M. Beckwith, secrétaire de la Société de la Paix d'Amérique.

Le président, après avoir dit que la tendance naturelle des gouvernements populaires est de maintenir la paix, ajouta: "Que le peuple soit instruit, et qu'il jouisse de ses droits, et il demandera la paix, comme indispensable à sa prospérité."

form:

citora

lit 🕿

31 2

æ Æ

tone

nd

DAIT.

tice

ı da

Ш

1

y.

Ce sont là, dira-t-on, des lieux communs, des banalités peu intéressantes à reproduire ici; pourtant il est indispensable dans ce travail rétrospectif de constater par les dites citations la marche que pas à pas a faite l'idée.

Cette manifestation donna une force nouvelle à l'action des Amis de la Paix, tant en Angleterre qu'aux Etats-Unis.

Dans ce dernier pays venait de se révéler un de ces apôtres que la foi pénètre et qui font pénétrer cette foi chez les autres hommes.

Elihu Burritt, simple forgeron, quittait son enclume pour se liver à l'étude et se consacrer entièrement à la propagation des sentiments de fraternité universelle qui débordaient de son grand cœur.

La propagande écrite et parlée d'Elihu Burritt répandit partout aux Etats-Unis les idées pacifiques, et lorsque le propagandiste vint en Europe, en 1848, rattacher par de nouveaux liens les paisibles confédérés de l'Amérique à ceux de l'ancien monde, il donna au mouvement cette impulsion qui a appelé l'attention de tous les peuples sur l'agitation pacifique de cette époque.

Elihu Burritt fut reçu avec enthousiasme par les amis de la paix de Londres. Il fut décidé que l'on chercherait à provoquer à Paris, — la république venait d'être proclamée en France, — un congrès de la paix analogue à celui qui avait eu lieu à Londres en 1843. Henri Richard et Elihu Burritt partirent pour Paris.

C'est au printemps de 1848 que je vis ces deux apôtres pour la première fois, quand ils vinrent chez mon père, qui, avec eux et les ex-membres de l'association pour le Libre-Echange, tels que Frédéric Bastiat, Joseph Garnier, le duc d'Harcourt, Wolowski, Peupin, Gustave de Molinari, Francisque Bouvet et tutti quanti, tentèrent de préparer un congrès de la paix à Paris pour l'arrière-saison, mais l'agitation politique et surtout les journées de juin vinrent entraver ces projets et nos deux amis s'adressèrent à la Belgique, où ils trouvèrent la bienveillance empressée du gouvernement.

M. Rogier, ministre de l'intérieur, se montra très désireux de faire réussir le congrès à Bruxelles, et surtout M. Visschers, conseiller aux mines, s'employa avec un zèle extrême à l'œuvre projetée.

Ce second Congrès de la paix (le premier, comme nous l'avons dit, eut lieu à Londres en 1843) se réunit à Bruxelles les 20, 21 et 22 septembre 1848 1) sous la présidence de Visschers, dans la salle de la Société royale de la grande Harmonie.

Cent soixante délégués anglo-américains, dont trente dames, vinrent d'Angleterre et des Etats-Unis pour y assister.

Ils avaient à leur tête le vénérable Joseph Sturge, un des hommes qui ont le plus contribué par leur influence, leurs efforts et leur bourse à l'émancipation des esclaves.

Après une remarquable discussion, à laquelle prirent part Ewart, membre du parlement, Henri Vincent de Londres, Suringar d'Amsterdam, Roussel de Bruxelles, Francisque Bouvet, représentant à l'Assemblée constituante de France, etc, la réunion adopta quatre propositions principales relatives:

- à la condamnation de la guerre;
- à l'établissement d'une juridiction suprême pour les nations;
 - à la rédaction d'un Code international;
 - et au désarmement général.

Ces résolutions furent présentées le 30 octobre suivant, par une députation du Congrès, à lord John Russell, premier ministre de la Grande-Bretagne.²)

Lord John Russell, favorable aux tendances du Congrès, insista sur ce point, que si, en cas de différend avec une nation, celle-ci proposait à la Grande-Bretagne d'en référer à un arbitrage, le gouvernement anglais croirait toujours de son devoir de prendre en sérieuse considération une semblable demande.

Hélas! depuis, lord Palmerston n'a pas tenu la promesse de son collègue; mais il est vrai aussi, et c'est là un symptôme

¹⁾ Voir les journaux du temps, journaux de la paix anglais et américains, la Presse d'Emile de Girardin, le Journal des économistes etc.

Yoir le compte-rendu du Congrès de Bruxelles, publié à Bruxelles. Brochure 8º 1849; dépôt chez Guillaumin. Hélas, ce petit livre devenu très rare, nous ne l'avons pas; nous aurions pu y puiser des détails intéressants.

bien consolant pour les amis de l'humanité, que la majorité, ceux qui représentent l'opinion publique, l'a vivement blâmé, et lord Palmerston aurait été obligé de quitter son portefeuille s'il n'avait été protégé par le besoin généralement compris à cette époque de maintenir l'administration alors existante. "On ne saurait trop répéter, disait en 1849 Joseph Garnier à ce sujet, qu'aujourd'hui la masse du peuple anglais veut sincèrement Elle comprend tout ce qu'il y a eu d'horrible pour l'humanité en général, et de désastreux pour elle en particulier, dans la politique suivie par son gouvernement à la fin du dernier siècle et au commencement de celui-ci. A l'appui de cette assertion, nous citerons l'accueil enthousiaste que recoivent les amis de la paix, soit dans leurs meetings spéciaux, soit dans ceux où l'on s'occupe des réformes financières et des moyens de diminuer les charges publiques, soit dans ceux qui ont pour but de détourner les citoyens de souscrîre les emprunts qui alimentent les passions et les préjugés guerriers, soit enfin dans ceux où la population de la Grande-Bretagne a été appelée contre la conduite barbare de quelques agents du gouvernement et dans les mouvements insurrectionnels qui ont éclaté à Ceylan et dans les îles ioniennes."

II.

Les membres du Congrès de la paix de Bruxelles se donnèrent rendez-vous à Paris pour l'année suivante. En juin 1849 Henri Richard et Elihu Burritt, le premier secrétaire de la *Peace Society* de Londres, revinrent en France pour préparer le futur congrès.

Le droit de réunion était encore suspendu à Paris par suite de l'état de siège, mais on savait M. Dufaure, alors ministre de l'intérieur, favorable aux congressistes. De cette époque date un des souvenirs les plus charmants de ma vie.

Victor Hugo, Frédéric Bastiat, mon père Denis Potonié, Joseph Garnier étaient parmi les plus ardents amis de la paix, désireux de faire réussir le congrès, et ce n'était alors pas mince besogne, malgré les bonnes dispositions de M. Dufaure. Victor Hugo demeurait Place des Vosges (ex-Place royale), et mon père rue Neuve Saint François (la rue Debellême actuelle); ils étaient presque voisins. Notre grand poète venait souvent chez nous pour s'entendre avec mon père sur les apprêts du Congrès; combien, moi, très jeune homme, j'étais heureux de causer avec lui en nous promenant sous les grands arbres du jardin!

Il me racontait que, chez nous, cela lui rappelait la rue des Feuillantines (rue Claude-Bernard actuelle).

"Quand ton père, moi et nos amis, me disait-il mieux que je ne puis reproduire sa pensée, ne serons plus là pour défendre la sainte cause de la paix, mes fils, 1) toi, toute la jeunesse, continuez vaillamment la noble lutte contre la bêtise, la cruauté et l'ignorance humaines qui arment les hommes les uns contre les autres, et le XX° siècle, après tant d'efforts, rayonnera enfin sur l'humanité régénérée."

Oh! que je voudrais retrouver dans ma mémoire toutes ces chaudes et vibrantes paroles qui frappaient et charmaient mon imagination d'adolescent! La lettre s'est envolée, mais l'esprit m'en est resté, de ces conversations, ou plutôt de ces délicieuses prédications paternelles.

Mon père sorti quelquefois, et devant bientôt rentrer, le poète semblait presque content de l'attendre en parcourant avec moi cette allée, si ombragée et si solitaire que de là on ne voyait pas la maison.

Victor Hugo ne disait pas: Laissez venir à moi les petits! il allait à eux.

Elihu Burritt et Henri Richard reçurent, on le comprend, un excellent accueil de la part des membres de la Société de la morale chrétienne, de la Société d'économie politique, de la Société d'économie charitable et des notabilités de la presse et du gouvernement. M. Dufaure donna enfin l'autorisation sollicitée.

Le 22 août, à midi, le Congrès de la paix s'ouvrit dans la jolie et vaste salle Sainte-Cécile (Chaussée d'Antin), qui avait été artistement ornée pour la circonstance. Derrière le bureau du président et autour de l'enceinte réservée aux amis de la paix, on avait disposé en faisceaux les drapeaux de l'Angleterre, des

¹⁾ Hélas! Charles et François-Victor devaient mourir avant leur père.

Etats-Unis, de la France, de l'Allemagne, de la Suisse, de la Belgique, de la Hollande etc.

La réunion était composée, en grande partie, des délégués des sociétés des amis de la paix de l'Angleterre, des Etats-Unis, et des Quakers à l'habit noir au collet relevé, au chapeau à larges bords, qui, aussi bien que leur physionomie fine et bienveillante, faisaient reconnaître ces derniers.

Par ci par là dans les tribunes on voyait quelques jolies figures de quakeresses, emprisonnées dans d'énormes chapeaux gris, dépourvus de tout ornement. Les places réservées aux visiteurs étaient envahies par une affluence considérable.

Je n'oublierai jamais l'impression que fit sur ma jeune imagination l'aspect imposant de cette agglomération cosmopolite, de tous les visages curieux et recueillis de ces progressistes qui venaient entendre la bonne parole, non seulement de tous les coins de Paris, mais de province et de l'étranger, car bien des familles anglaises ne faisant partie d'aucune société de la paix se rendirent à Paris à cette époque pour assister aux assises pacifiques.

On comptait dans la salle vingt-trois délégués américains, dont vingt-et-un des Etats-Unis, un de Montréal et un de Guatemala; parmi eux se trouvaient deux anciens esclaves; un de ces délégués avait fait plus de sept cents lieues dans les terres (à cette époque tous les chemins de fer actuels n'existaient pas), pour venir s'embarquer à New-York. Les membres anglais du Congrès, la plupart délégués par des villes ou des réunions convoquées à cet effet, étaient au nombre de plus de trois cents. On comptait deux cent-trente Français, vingt-trois Belges, et un petit nombre de Suédois, d'Allemands, d'Italiens, d'Espagnols.

Dans l'enceinte réservée au public se pressaient plus de deux mille personnes, dont trois cents visiteurs et visiteuses anglais, venus spécialement pour assister au congrès, ainsi que nous l'avons déjà dit.

Hélas! combien de disparus depuis! —

Les survivants se comptent: en fouillant dans ma mémoire, je ne trouve guère que Gustave de Molinari, François Besnard, l'infatigable chercheur de la langue universelle. Bien d'autres certainement se rappellent ces belles assises de la paix dont nous cherchons dans les pages qui suivent à fixer les grandes lignes.

III.

La presse reproduisit alors, tout au long (fin d'août et commencement de septembre 1849), les discussions du congrès; la parole de paix circula à ce moment dans le monde entier et jeta dans toutes les âmes des semences fécondes. En France l'empire ne devait pas tarder à obscurcir ce soleil régénérateur se levant sur le vieux continent, mais qu'importe ce recul? Nous sommes en veine, grâce à la propagande pacifique actuelle, de rattraper le temps perdu!

Jetons donc un pont entre ce glorieux passé et nous et fixons dans nos mémoires les vibrantes paroles de tous ces hommes de talent et de bien, qui, d'opinions diverses, de philosophies différentes souvent, s'unissaient, quant aux aspirations, sous les ailes de l'ange de la tolérance et sous l'égide d'une conviction commune; rappelons à tous les noms des Victor Hugo, des Richard Cobden, des Athanase Coquerel, des John Burnett, des Duguerry, des Henri Vincent, des Emile de Girardin, des Henri Richard, des Elihu Burritt, des Frédéric Bastiat, des Visschers et de tant d'autres précurseurs puissants qui ont largement ouvert la voie aux phalanges pacifiques, phalanges qui, par la justice, veulent arriver à la fraternité humaine.

Le Congrès de Paris de 1849, dit Joseph Garnier dans un travail qu'il publia en 1850, a renouvelé, en les pressant encore davantage les vœux du Congrès de Bruxelles, déjà émis par des centaines de meetings, en Amérique et au delà de la Manche, à savoir: "Que la paix pouvant seule garantir les intérêts moraux et matériels des peuples, le devoir de tous les gouvernements est de soumettre à un arbitrage les différends qui s'élèvent entre eux, et de respecter les décisions des arbitres qu'ils auront choisis; qu'il est utile d'appeler l'attention immédiate de tous les gouvernements sur la nécessité d'entrer, par une mesure générale et simultanée, dans un système de désarmement, afin de réduire les charges des Etats et en même temps de faire disparaître une cause permanente d'inquiétude et d'irritation entre les peuples; - Et qu'il est temps de préparer l'opinion publique, dans tous les pays, à la formation d'un congrès des nations, dont l'unique objet serait la rédaction de lois internationales et la constitution d'une cour suprême à laquelle seraient sounises toutes les questions qui touchent aux droits et aux devoirs réciproques des nations. "En outre, le Congrès, renfermant plusieurs hommes pratiques, a énergiquement repoussé les emprunts et les impôts destinés à alimenter les guerres d'ambition et de conquête.

S'il n'a pas compris dans sa réprobation toutes les autres guerres, c'est que la majorité, composée d'étrangers, a voulu éviter qu'il fût fait allusion aux évènements du moment, et notamment à l'intervention armée de la France à Rome (1849). "Le Congrès a recommandé à tous ses membres de travailler dans leurs pays respectifs à faire disparaître, et par une meilleure éducation de la jeunesse, et par toute autre voie, les préjugés politiques et les haines héréditaires qui ont été si souvent causes de guerres désastreuses."

"Il a adressé la même invitation à tous les ministres des cultes revêtus de la sainte mission de nourrir les sentiments de concorde parmi les hommes, ainsi qu'aux divers organes de la presse qui agit si puissamment sur le développement de la civilisation. Enfin il a fait des vœux pour le perfectionnement des voies de communication internationale, pour l'extension de la réforme postale, pour la généralisation des mêmes types de poids, de mesures et de monnaies, pour la multiplication des Sociétés de la paix, qui seraient appelées à correspondre entre elles."

"On s'est étonné que le Congrès de 1849 n'ait pas compris dans ses vœux la réforme des tarifs de douane qui ont été la cause directe ou indirecte de tant de guerres; mais la réunion n'a pas voulu que la discussion se fixât sur les questions commerciales, afin d'éviter tout prétexte aux diatribes des prohibitionnistes, qui auraient signalé dans le Congrès de la paix le cheval de Troie du Libre-échange.

"On demande souvent quel résultat pratique pourra être obtenu par l'influence de ces associations et de ces congrès. Mais n'est-ce pas déjà un grand et admirable résultat d'avoir réuni fraternellement des représentants éminents de la France, de l'Angleterre, des Etats-Unis, de la Hollande et de l'Allemagne, ces nations naguère ennemies? (Que l'on n'oublie pas que ceci a été écrit à la fin de 1849). "N'est-ce pas un admirable résultat d'avoir fait applaudir l'idée de la paix dans le principal foyer de l'esprit de la guerre? N'est-ce pas un admirable résultat

que l'acclamation de l'archevêque de Paris comme président d'une assemblée composée en grande partie de quakers et de protestants? Lorsque l'opinion sera gagnée à la cause de la paix, 1) les gouvernements ne pourront plus faire la guerre, et cette grande cause de barbarie et de misère ne pèsera plus sur l'humanité. Or, le Congrès de Paris (1849), a exercé sur l'opinion une influence notoire, et par conséquent il a atteint le résultat le plus important et le plus pratique qu'il pût souhaiter d'atteindre.

"Mais ce qui prouve que les Amis de la paix ne sont pas aussi utopistes qu'on pense, et que tous les hommes sérieux dans la politique avouent tout bas que le système suivi jusqu'à ce jour des nombreuses armées, des grandes flottes, des gros budgets, des dettes progressives, ne peut durer, ²) c'est qu'après avoir épuisé les forces ou irrité les populations au sujet d'un différend, ils ont recours à des espèces d'arbitrages et finissent par où les amis de la paix leur conseillent de commencer!"

"Déjà les pouvoirs publics ont eu leur attention éveillée sur les questions agitées au Congrès de la paix, et plus d'une fois ils ont écouté avec intérêt des propositions d'arbitrage et de désarmement. En 1844, la législature de l'Etat de Massachussets a déclaré solennellement que l'arbitrage devait remplacer le duel entre les nations, et a invité le Congrès de l'Union à prendre l'initiative de la formation d'un Congrès universel. Cette proposition était introduite il y a deux ans (1847), par Amos Turk, 8) au sein de la Chambre des représentants des Etats-Unis et par Francisque Bouvet, au sein de l'Assemblée constituante de France. En 1849 (juin), une motion analogue de Richard Cobden, appuyée de mille pétitions couvertes de deux cent mille signatures, était soutenue par soixante-dix-neuf voix (sur 255); 79 voix au sein de l'assemblée politique la plus pratique, dans laquelle il n'y avait eu, il y a dix ans (1839), que 14 voix en faveur de la motion de M. Villiers pour la réforme

^{&#}x27;) C'est pourquoi nous attachons tant d'importance à nos feuilles volantes *Petits plaidoyers contre la guerre* etc., qui transportent nos arguments dans des centaines et des centaines de journaux reproducteurs.

³⁾ Hélas! depuis 1849, ce système a duré et c'est au second empire français que nous devons cet immense recul!

³) Malade, Amos Turk n'a pu venir au Congrès de Paris de 1849.

des lois sur les céréales, réforme obtenue en 1846! Quant à la question des armements et des dépenses ruineuses qu'ils entraînent, elle s'impose d'elle-même à tous les gouvernements et à toutes les assemblées publiques, au moins une fois l'an quand il s'agit de compter avec le contribuable.

"En résumé, les seuls arguments qu'on oppose aux amis de la paix sont tirés de la force des préjugés et de la difficulté de les vaincre. Eh bien! grâce à Dieu, l'histoire de l'humanité prouve que les préjugés ne sont pas éternels."

(Joseph Garnier. Congrès des amis de la paix universelle 1849.)

Ainsi, voici un document écrit il y a 50 ans, qui, on peut le dire, a conservé son actualité! Hélas, combien le progrès marche lentement! — Que les amis de la justice et de la paix ne perdent pas courage: depuis ce temps la cause a fait des progrès en s'étendant, les sociétés de la paix se comptent par centaines; faisons la lumière à présent parmi les masses, éclairons les cerveaux noirs, comme disait mon ami Ed. Raoux.

Je crois que l'on ne saurait trop, comme point de départ sur le continent européen, insister sur le Congrès de 1849; je continue donc à m'en occuper un peu longuement.

IV.

Le 22 août 1849 dès 11 heures, la séance devant commencer à midi, une affluence considérable avait envahi la salle, à tel point que le tapissier n'eut pas ce jour-là, le temps de disposer convenablement tous les sièges. Plusieurs personnes sans carte attendaient dans la cour de l'hôtel et même dans la rue.

C'est mon père Denis Potonié (tâche ingrate qui pourtant doit être remplie), qui s'était occupé de tous les détails matériels du Congrès; grâce à mes jeunes jambes, les courses ne m'avaient pas manqué pour arriver à ce que tout fût prêt à temps!

Je n'oublierai jamais l'impression que ce Congrès fit sur mon imagination, et l'influence qu'il eut sur ma destinée agira sur moi jusqu'à ma mort.

Le commerce quotidien avec tous ces hommes éminents, français, anglais, belges, allemands, dont j'avais connu précédemment plusieurs, lorsque j'étais allé, gamin encore, dans leurs pays pour compléter mon éducation, me causait la plus douce émotion; je les vénérais comme des dieux. — Combien j'étais flatté du tutoiement affectueux de celui-ci ou de celui-là, qui avait pris cette habitude quand j'étais enfant, quelques années auparavant. Nous nous donnâmes rendez-vous chez Athanase Coquerel, 1) qui demeurait près la salle Sainte-Cécile, les membres du comité: Francisque Bouvet, l'abbé Duguerry, Victor Hugo, Ch. Hindley, Visschers, Ewart, Richard Cobden, Henri Richard, Joseph Sturge, Elihu Burritt, Joseph Garnier, D. Potonié, Riglet, Paillottet, Frédéric Bastiat, d'autres encore.

Lorsque ces messieurs se présentèrent sur la plate-forme de la salle du Congrès, ils furent accueillis par des hurrahs et des applaudissements réitérés.

Joseph Garnier, chargé des fonctions de secrétaire, prit le premier la parole et, après lui, Richard et Burritt, pour donner au milieu d'applaudissements les listes française, anglaise et américaine des membres et des délégués qui étaient venus au congrès. — Voici comment fut composé le bureau; nous croyons utile de conserver à la postérité ce précieux renseignement:

Pour la France: Président Victor Hugo, représentant du peuple à l'Assemblée législative.

Vice-présidents: l'Abbé Duguerry, curé de la Madeleine, et le pasteur Athanase Coquerel, représentant du peuple. Pour l'Angleterre: Richard Cobden et Charles Hindley, 2) membres du Parlement.

Pour la Belgique: Auguste Visschers, conseiller des mines, président du congrès de Bruxelles (1848).

Pour la Hollande: Suringer.

大学 大学 大学 かんかん かんかん

Pour l'Allemagne: Le docteur Carové d'Heidelberg.

Pour les Etats-Unis: Amasa Walker, Durkee, membre du Congrès de l'Union.

¹⁾ Le Pasteur Coquerel et mon père n'ayant pu se rendre au Congrès de la paix de Francfort sur Main en 1850, ce furent Athanase Coquerel fils et moi qui allâmes à ce congrès. A cette occasion je me liai intimement avec Coquerel fils. Ce charmant homme est mort! En 1871 j'eus de nouveaux rapports avec lui à Paris pendant le siège quand il s'est agi de s'occuper de distributions aux pauvres.

³⁾ C'est ce même Ch. Hindley qui présida la fête de l'inauguration de l'Exposition ouvrière anglo-française de Sydenham dont j'étais secrétaire pour la France en 1865; je reviendrai à l'occasion sur cette fête de la paix.

Elihu Burritt, Joseph Garnier, Henri Richard et Ziegler furent alors acclamés comme secrétaires, sur la proposition de Visschers.

Nous jugeons bon de reproduire ici le discours du président Victor Hugo 1):

"Beaucoup d'entre vous viennent des points du globe les plus éloignés, le cœur plein d'une pensée religieuse et sainte. Vous comptez dans vos rangs des publicistes, des philosophes, des ministres des cultes, des écrivains éminents, plusieurs de ces hommes considérables, de ces hommes publics et populaires qui sont les lumières de leur nation. Vous venez ajouter aux principes qui dirigent aujourd'hui les hommes d'Etat, les gouvernants, les législateurs, un principe supérieur. Vous venez tourner en quelque sorte le dernier et le plus anguste feuillet de l'évangile, celui qui impose la paix aux enfants du même Dieu, et, dans cette ville qui n'a encore décrété que la fraternité des citoyens, vous venez proclamer la fraternité des hommes.

"Soyez les bienvenus! . . .

"Messieurs, cette pensée, la paix universelle, toutes les nations liées entre elles d'un lien commun, l'évangile pour loi suprême, la médiation substituée à la guerre, cette pensée est-elle une pensée pratique? Cette idée est-elle une idée réalisable? Beaucoup d'esprits positifs, comme on dit aujourd'hui, beaucoup d'hommes politiques vieillis dans le maniement des affaires, répondent non. Moi, je réponds avec vous, je réponds sans hésiter, je réponds: Oui (applaudissements) et je vais essayer de le prouver tout à l'heure.

"Je vais plus loin; je ne dis pas seulement: c'est un but réalisable, je dis: c'est un but inévitable.; on peut en retarder ou en hâter l'avènement, voilà tout.

"La loi du monde n'est pas et ne peut pas être distincte de la loi de Dieu. Or la loi de Dieu, ce n'est pas la guerre, c'est la paix. Les hommes ont commencé par la lutte, comme la création par le chaos. D'où viennent-ils? De la guerre; cela est évident. Mais où vont-ils? A la paix; cela n'est pas moins évident.

^{&#}x27;) Du choc des opinions jaillit la lumière. — Avec une complète impartialité nous reproduisons les discours sans commentaires, que nous approuvions ou non toutes les tendances des orateurs.

"Quand vous affirmez ces hautes vérités, il est tout simpleque votre affirmation rencontre la négation; il est tout simpleque votre foi rencontre l'incrédulité; il est tout simple que dans cette heure de nos troubles et de nos déchirements, l'idée de la paix universelle surprenne et choque presque comme l'apparition de l'impossible et de l'idéal; il est tout simple que l'on crie à l'utopie; et, quant à moi, humble et obscur ouvrier dans cettegrande œuvre du dix-neuvième siècle, j'accepte cette résistance des esprits sans qu'elle m'étonne ni me décourage. Est-il possible que vous ne fassiez pas détourner les têtes et fermer les yeux dans une sorte d'éblouissement, quand, au milieu des ténèbres qui pèsent encore sur nous, vous ouvrez brusquement la porte rayonnante de l'avenir?

"Si quelqu'un, il y a quatre siècles, à l'époque où la guerre existait de commune à commune, de ville à ville, de provinceà province, si quelqu'un eût dit à la Lorraine, à la Picardie, à la Normandie, à la Bretagne, à l'Auvergne, à la Provence. au Dauphiné, à la Bourgogne: Un jour viendra où vous ne vous ferez plus la guerre, un jour viendra où vous ne lèverez plus d'hommes d'armes les uns contre les autres, un jour viendra où l'on ne dira plus: Les Normands ont attaqué les Picards, les Lorrains ont repoussé les Bourguignons; vous aurez bien encore des différends à règler, des intérêts à débattre, des contestations à résoudre, mais savez-vous ce que vous mettrez à la place des hommes d'armes, savez-vous ce que vous mettrez à la place des gens de pied et de cheval, des canons, des fauconneaux, des lances, des piques, des épées? vous mettrez une petite boîte en sapin que vous appellerez l'urne du scrutin, et de cette boîte il sortira, quoi? une assemblée! une assemblée en laquelle vous vous sentirez tous vivre, une assemblée qui sera comme votre âme à tous, un concile souverain et populaire, qui décidera, qui jugera, qui résoudra tout en loi, qui fera tomber le glaive de toutes les mains, et surgir la justice dans tous les cœurs; qui dira à chacun: Là finit ton droit, ici commence ton devoir; bas les armes! vivez en paix! — Et ce jour-là vous vous sentirez une pensée commune, des intérêts communs, une destinée commune; vous vous embrasserez, vous vous reconnaîtrez fils du même sang et de la même race; ce jour-là vous ne serez plus des peuplades ennemies, vous serez un peuple; vous ne serez

plus la Bourgogne, la Normandie, la Bretagne, la Provence, vous serez la France; vous ne vous appellerez plus la guerre, vous vous appellerez la civilisation! 1)

"Si quelqu'un eût dit cela à cette époque, tous les hommes sérieux et positifs, tous les gens sages, tous les grands politiques d'alors se fussent écriés: "Oh! le songeur! Oh! le rêve-creux! Comme cet homme connaît peu l'humanité! Que voilà une étrange folie et une absurde chimère!" Messieurs, le temps a marché, et il se trouve que ce rêve, cette folie, cette chimère, c'est la réalité.

"Et, j'insiste sur ceci, l'homme qui eût fait cette prophétie sublime eût été déclaré fou par les sages, pour avoir entrevu les desseins de Dieu!

"Eh bien! vous dites aujourd'hui, je suis de ceux qui disent avec vous tous, nous qui sommes ici, nous disons à la France, à l'Angleterre, à la Prusse, à l'Autriche, à l'Espagne, à l'Italie, à la Russie, nous leur disons:

"Un jour viendra où les armes vous tomberont des mains, à vous aussi; un jour viendra où la guerre paraîtra aussi absurde et sera aussi impossible entre Paris et Londres, entre Pétersbourg et Berlin, qu'elle serait impossible et qu'elle paraîtrait absurde aujourd'hui entre Rouen et Amiens, entre Boston et

^{&#}x27;) Il est intéressant de rapprocher ce passage du discours de Victor Hugo de ce qu'avait écrit Pierre Leroux: "Prenons en exemple une des fractions de l'humanité, les autres ont subi les mêmes phases de formation; l'histoire est là.

[&]quot;Il y a eu longtemps en France une Normandie, une Picardie, une Bretagne, une Bourgogne et tant d'autres provinces qui alors étaient des Etats ennemis les uns des autres. La France était morcelée en une multitude de patries. C'étaient autant de membres d'un même corps qui, au lieu d'être réunis dans une intime harmonie, s'ignoraient les uns les autres quand ils ne se battaient pas. Et cependant la France préexistait bien réellement dans ce chaos d'éléments en apparence contraires. Ces Bretons, ces Picards, ces Normands, tous ces Etats divers ont fini par se fondre, se souder en une seule nation, et aujourd'hui un sentiment unique a remplacé tous les petits patriotismes étroits et exclusifs.

[&]quot;Voilà de l'histoire.

[&]quot;Eh bien! pour nous, la même loi de formation que nous montre l'histoire se continuera, et ces grandes fractions de l'unité que l'on appelle France, Angleterre, Allemagne, Russie, Italie etc., sont en plus grand autant de Bretagnes, de Picardies, de Normandies, destinées à fonder une plus grande unité."

Philadelphie. Un jour viendra où, vous France, vous Russie, vous Italie, vous Angleterre, vous Allemagne, vous toutes nations du continent, sans perdre vos qualités distinctes et votre glorieuse individualité, vous vous joindrez étroitement dans une unité-supérieure, et vous constituerez la fraternité européenne, absolument comme la Normandie, la Bretagne, la Bourgogne, la Lorraine, l'Alsace, toutes nos provinces, se sont fondues dans la France.

"Un jour viendra où il n'y aura plus d'autres champs de bataille que les marchés s'ouvrant au commerce et les esprits s'ouvrant aux idées. Un jour viendra où les boulets et les bombes seront remplacés par les votes, par le suffrage universel des peuples, par le vénérable arbitrage d'un grand sénat souverain, qui sera à l'Europe ce que le Parlement est à l'Angleterre, la Diète est à l'Allemagne, ce que l'Assemblée législative est à la France! Un jour viendra où l'on montrera un canon dans les musées, comme on y montre aujourd'hui un instrument de torture, en s'étonnant que cela ait pu être! Un jour viendra où l'on verra ces deux groupes immenses, les Etats-Unis d'Amérique et les Etats-Unis d'Europe, placés en face l'un de l'autre, setendant la main par dessus les mers, échangeant leurs produits, leur commerce, leur industrie, leurs arts, leurs génies, défrichant le globle, colonisant les déserts, améliorant la création sous le regard du Créateur, et combinant ensemble, pour en tirer le bien-être de tous, ces deux forces infinies, la fraternité des hommes et la puissance de Dieu.

"Et ce jour-là, il ne faudra pas quatre cents ans pour l'amener, car nous vivons dans le courant d'évènements et d'idées le plus impétueux qui ait encore entraîné l'humanité, et, à l'époque-où nous sommes, une année fait parfois l'ouvrage d'un siècle.

"Et Français, Anglais, Belges, Allemands, Russes, Slaves, Européens, Américains, qu'avons-nous à faire pour arriver leplus tôt possible à ce grand jour? Nous aimer."

Victor Hugo énumère ensuite les dépenses énormes que la crainte de la guerre a occasionnées en trente années de paix. On a tenu sur pied jusqu'en 1849 en Europe près de deux millions d'hommes, et dépensé, en trente ans, la somme de 128 milliards pour se préparer à la guerre, qui ne venait pas, et l'on n'a pas vu les révolutions qui arrivaient.

En donnant un emploi productif à cette somme, n'auraiton pas pu prévenir un danger plus réel et plus sérieux que celui de la guerre: le danger de la misère, cause incessante des révolutions? Qu'était le tableau du gouffre de la dette publique et des hommes l'arme au bras arrachés au travail productif, tableau présenté par V. Hugo en 1849, à côté de l'effroyable situation de l'Europe actuelle à ces deux points de vue, avec l'aggravation du mal empirant chaque année?

"Messieurs, a continué l'orateur, ne désespérons pas pourtant. Au contraire, espérons plus que jamais! Ne nous laissons pas effrayer par des commotions momentanées, secousses nécessaires peut-être des grands enfantements.

"Ne soyons pas injustes pour le temps où nous vivons; ne voyons pas notre époque autrement qu'elle n'est. C'est une prodigieuse et admirable époque, après tout, et le dix-neuvième siècle sera, disons-le hautement, la plus grande page de l'histoire. Comme je vous le rappelais tout à l'heure, tous les progrès s'y révèlent et s'y manifestent à la fois, les uns amenant les autres.

"Chute des animosités internationales, effacement des frontières sur la carte et des préjugés dans les cœurs, tendance à l'unité, adoucissement des mœurs, élévation du niveau de l'enseignement et abaissement du niveau des pénalités, domination des langues les plus littéraires, c'est-à-dire les plus humaines; tout se meut en même temps, économie politique, sciences, industrie, philosophie, législation, et converge au même but, la création du bien-être et de la bienveillance, c'est-à-dire, et c'est là pour ma part le but auquel je tendrai toujours, extinction de la misère au dedans, extinction de la guerre au dehors. (Applaudissements.)

"Oui, je le dis en terminant, l'ère des révolutions se ferme, l'ère des améliorations commence. Le perfectionnement des peuples quitte la forme violente pour prendre la forme paisible; le temps est venu où la Providence va substituer à l'action désordonnée des agitateurs l'action calme des pacificateurs.

"Désormais, le but de la politique grande, de la politique vraie, le voici: faire reconnaitre toutes les nationalités, restaurer l'unité historique des peuples, et rallier cette unité à la civilisation par la paix, élargir sans cesse le groupe civilisé, donner le bon exemple aux peuples encore barbares, substituer les arbi-

trages aux batailles; enfin, ceci résume tout, faire prononcer par la justice le dernier mot que l'ancien monde faisait prononcer par la force.

"Messieurs, je le dis en terminant, et que cette pensée nous encourage, ce n'est pas d'aujourd'hui que le genre humain est en marche dans cette voie providentielle. Dans notre vieille Europe l'Angleterre a fait le premier pas, et par son exemple séculaire elle a dit aux peuples: "Vous êtes libres". La France a fait le second pas, et elle a dit aux peuples: "Vous êtes souverains".

"Maintenant, faisons le troisième pas, et tous ensemble, France, Angleterre, Belgique, Allemagne, Italie, Europe, Amérique, disons aux peuples: "Vous êtes frères!" (Vive sensation). Sur un signal de Richard Cobden, les membres du Congrès anglais et américains se lèvent et agitent leurs chapeaux et leurs mouchoirs en poussant les trois cheers britanniques: Hip! hip! hip! hurrah! Les Français, les Belges, les Italiens, les Suisses répandus dans la salle applaudissent avec frénésie, l'enthousiasme est général; c'est une de ces scènes indescriptibles qui restent gravées dans le cœur de ceux qui y ont assisté.

Après le discours du président, 1) lecture est donnée du Règlement du Congrès.

Voici quelques-unes des adhésions au Congrès qu'il est intéressant de signaler ici: L'archevêque de Paris souffrant s'excuse de ne pouvoir présider le Congrès, il est nommé président d'honneur. MM. Augustin Thierry, Tissot et Barthélemy-Saint-Hilaire, membres de l'Institut, Michel Chevalier, Mittermaier, Duffour-Dubergier, président de la Chambre de commerce de Bordeaux, Samuel Gurnay, Den-Tex, M^{me} la comtesse de Sellon, de Genève, le Docteur Asher de Berlin, etc. etc. s'excusent de n'avoir pu venir au Congrès, auquel ils adhérent.

Le discours de M. Visschers est bon à reproduire ici, car c'est pour ainsi dire un compte-rendu sommaire du Congrès de Bruxelles de 1848.

"Le sentiment religieux, dit-il, uni à un grand amour de l'humanité, a donné naissance aux sociétés de la paix en Angleterre et aux Etats-Unis. Des hommes généreux s'y consacrent

¹⁾ C'est en 1849 à notre connaissance que Victor Hugo a prononcé pour la première fois ces mots. , Les Etats-Unis d'Europe.

à cet aspostolat; ils sont venus à Bruxelles en septembre 1848 nous tendre la main et nous proposer de resserrer les liens qui doivent unir toutes les créatures de Dieu.

"Le Congrès de Bruxelles a adopté quatre propositions principales. Nous avons donné ces propositions en parlant précédemment du Congrès de Bruxelles. Nous croyons devoir les répéter ici:

L'établissement d'une juridiction internationale; L'adoption d'un code de droit public; et enfin Le désarmement général.

"Conformément aux vœux du Congrès, le président et les vice-présidents de cette assemblée se sont rendus à Londres et ont remis au premier ministre d'Angleterre une adresse contenant ces résolutions. La réception faite au bureau du Congrès par lord John Russell a témoigné des sentiments de sympathie que le cabinet anglais porte à la cause de la paix du monde.

"Peu de mois après, les doctrines des amis de la paix, introduites en quelque sorte dans la sphère officielle, ont fait un pas de plus: elles ont franchi le seuil du Parlement britannique. Un homme d'un génie persévérant et actif, sorti victorieux d'une lutte où les intérêts les plus puissants de l'Angleterre étaient engagés 1), Richard Cobden, s'est fait dans le Parlement le promoteur du système d'un arbitrage international.

"Aux Etats-Unis du Nord de l'Amérique, plusieurs actes déjà témoignent du progrès de ces idées. L'honorable M. Legaré, que Paris et Bruxelles ont connu comme représentant des Etats-Unis, avait, dans un rapport (1848) rédigé au nom du Comité des affaires étrangères du Congrès, salué l'avènement d'une paix permanente que présage l'aspiration de tous les esprits éclairés et qui est l'idéal de l'humanité.

"L'Assemblée constituante de France, continue Mr. Visschers, a entendu aussi de nobles et belles paroles d'un des membres de ce Congrès, M. Francisque Bouvet, pour le désarmement proportionnel des puissances de l'Europe et l'établissement d'une juridiction internationale.

¹⁾ Visschers fait allusion ioi à l'anti-corn-law-league.

"L'égalité entre nations, le respect de leurs droits, le triomphe de la justice, voilà le but vers lequel tendent les armisde la paix.

"Les moyens qu'ils veulent employer, ce sont la création d'institutions internationales, le perfectionnement du droit public, l'amélioration des relations entre les peuples.

"Pour préparer ces résultats, les Amis de la Paix propagent leurs doctrines dans des Congrès, dans de nombreux meetings; ils instituent des concours, décernent des prix et favorisent de tous leurs efforts l'éducation populaire.

"J'ai assisté à de grands meetings à Londres, à Birming-ham, à Manchester. Partout l'esprit public se manifeste avec ardeur sur le passage des apôtres de la Paix. De nombreuses Sociétés se sont formées dans les villes et dans les bourgs de l'Angleterre. La motion faite au mois de juin dernier, dans la Chambre des communes, par Richard Cobden, y a été appuyée par plus de mille pétitions couvertes d'environ 200,000 signatures.

"L'origine des Sociétés de la Paix remonte à peine à untiers de siècle; elles ont vu le jour d'abord dans de simples chaumières.

"L'Humanité bénira les noms des Worcester, des Channing, des William Ladd. Des esprits éminents, Degérando, de Sellon, d'autres hommes encore vivants, ont poursuivi cette œuvre en Europe.

"Ces idées de paix perpétuelle, qualifiées naguère encore d'utopies, répondent à un besoin de la Civilisation. Pour parcourir l'Europe, il faut aujourd'hui moins de temps et de dépenses qu'il n'en fallait, il y a deux siècles, pour visiter les provinces de France.

"La facilité des communications supprime les distances; les relations commerciales, les rapports d'Etat à Etat se multiplient; on se connaît mieux, ou s'estime davantage. Les anciens préjugés qui divisaient les nations disparaissent; les intérêts des peuples sont partout consultés ou ne tarderont pas à l'être. Cette augmentation de relations exige un progrès, un développe-

ment correspondant du droit public, des lois qui régissent le commerce."

M. Visschers rend ensuite compte d'un concours au sujet duquel le Congrès est appelé à décerner un prix.

En 1848, au Congrès de Bruxelles, les Comités angloaméricains ont offert un prix de 2000 francs pour le meilleur travail sur la question suivante: "Exposer les moyens rationnels et pratiques d'arriver à l'abolition de la guerre." Les mémoires devaient être remis le 1^{er} juin 1849. 22 mémoires sont parvenus avant l'expiration de ce délai, et ont été lus par la Classe des lettres et des sciences morales et politiques de l'Académie royale de Belgique. Les 2000 francs ont été répartis comme suit:

Le 1^{er} prix a été décerné à Louis Bara, avocat, né à Lille. Une somme de 500 francs a été allouée aux auteurs des deux mémoires occupant le second et le troisième rang: Alexandre Henri Clochereux et Edouard Merhauge. 1)

Le président annonce ensuite qu'un prix de 500 francs sera décerné par le Congrès de 1850 à l'auteur du meilleur résumé des horreurs et des malheurs de la guerre; et qu'un second prix, consistant en une médaille en or de 500 francs, offert par la Société de morale chrétienne, sera décerné à l'auteur du meilleur travail "sur les préceptes de la paix."

Le Congrès continue ses travaux en ouvrant la discussion sur les résolutions soumises au Congrès. Voici en quels termes est conçue la première:

"Le recours aux armes étant condamné par la religion, la morale, la raison, l'humanité, c'est pour tous les hommes un devoir et un moyen de salut de rechercher et d'adopter les mesures propres à amener l'abolition de la guerre; et les amis de la Paix universelle, réunis à Paris les 22, 23 et 24 août en Congrès, ont émis le vœu suivant:

¹) Que sont devenus ces travaux, qui ont un certain intérêt? Sans doute ils sont enfouis dans quelque carton resté on ne sait où. — A ma connaissance, après la mort de Bara, grâce à Ch. Potvin, de Bruxelles, le mémoire seul de Bara: La Science de la Paix a été publié en 1872. (Henry Merzbach, 2 Place et rue Royale à Bruxelles, et Sandoz et Fischbacher 33, rue de Seine à Paris.)

"La paix pouvant seule garantir les intérêts moraux et matériels des peuples, le devoir de tous les gouvernements est de soumettre à un abitrage les différends qui s'élèvent entre eux, et de respecter les décisions des arbitres qu'ils auront choisis."

M. Chamerovzow, secrétaire-adjoint de la Société de protection pour les aborigènes, lit alors une traduction d'un discours du docteur Bodwin de Bradford, sur l'arbitrage international.

Dans cet essai, le savant docteur s'attache à prouver que la guerre, quoiqu'elle ait été pratiquée jusqu'à présent, n'est pas un fait nécessaire, éternel. Il y a, dit-il, trois moyens de mettre fin aux querelles qui surviennent entre les individus et les nations: la force, la loi et la raison. La force est le procédé barbare, et les individus ont généralement renoncé à l'employer: ils recourent à la loi pour vider leurs différends. Mais, pour les nations, aucun tribunal n'existe encore.

Elles sont donc obligées d'en appeler à la raison publique et de la prendre pour juge de leurs querelles. Telle est l'origine du procédé de l'arbitrage. On fait choix des hommes que l'on juge les plus probes, les plus désintéressés, et on leur confie le jugement de l'affaire en litige, en s'engageant des deux parts à se soumettre à leur décision. "Ce procédé n'est-il pas infiniment préférable à celui de la guerre, lequel, d'ailleurs, ne saurait rien résoudre au point de vue du droit?"

Le Docteur Bodwin résume de la manière suivante sa nette et solide argumentation:

"Des querelles peuvent survenir entre les nations comme entre les individus. Dans toute dispute, le droit se trouve quelque part. La force brutale est complètement impuissante à découvrir où il se trouve. Les parties immédiatement intéressées dans l'affaire ne peuvent pas toujours la terminer elles-mêmes. Le moyen le plus simple d'en finir, c'est de faire examiner et juger le différend par des hommes experts et désintéressés. Aucun obstacle insurmontable ne s'oppose à ce que les nations adoptent ce procédé d'arbitrage, à la fois le plus simple, le plus économique et le plus juste de tous. Il suffit donc de convaincre les gouvernements et les peuples de sa supériorité relativement aux autres, pour rendre désormais les guerres impossibles."

Le Révérend John Burnett développe cette idée que la France et l'Angleterre unies peuvent beaucoup contribuer à empêcher les guerres à venir. — Il se prononce énergiquement en faveur de l'arbitrage: "Nous ne sommes pas assez simples, dit-il, pour croire que l'humanité soit près d'atteindre cet état de perfectionnement qui rendrait l'arbitrage même inutile. Aussi nous demandons l'arbitrage pour les nations comme pour les individus; l'arbitrage entre les mains d'un tribunal choisi, dans lequel les parties intéressées et le monde entier auraient confiance; d'un tribunal qui ne puisse inspirer aux hommes, en aucun temps, ni désaffection ni méfiance; d'un tribunal imposant et honnête, expérimenté dans les affaires du monde, et dans les mains duquel tous les hommes, quels que soient leurs griefs, soient prêts à laisser la décision de leurs différends."

Nous cherchons, nous qui sommes un des rares témoins restés vivants de ces lointaines assises de la raison internationale, à rendre son cachet à ce beau Congrès de 1849. Que l'on nous excuse d'entrer dans des détails qui peuvent paraître puérils à certains: pour nous, insister sur tel ou tel point a son importance; on sentira mieux, après avoir lu nos compilations et nos analyses, le besoin de faire faire un grand pas en avant à la cause de la paix par la diffusion des vérités dites alors et répétées plus récemment: Ce qu'il faut, c'est que les vérités élucidées franchissent les parois du crâne des masses, c'est que ces paroles de paix, de justice ne retentissent plus seulement dans des salles de congrès ou des Halls de meetings où ne se rencontrent que des convertis, mais qu'elles résonnent partout où il y a des hommes pour les entendre. Cela se peut maintenant que la presse a mille organes, maintenant que les lecteurs se multiplient partout de plus en plus; faisons donc que cela soit! — Faisons de la propagande, encore de la propagande et toujours de la propagande, sans craindre de répéter les mêmes vérités jusqu'à ce que ces vérités soient enfin comprises.

Ayons la foi, la foi dans la réussite finale de la sainte croisade que nous menons tous, afin qu'apôtres convaincus nous prêchions partout et toujours en faveur du dogme de l'avenir, du dogme de l'inviolabilité de la vie humaine!

Quelques passages encore du discours du révérend John Burnett méritent d'être conservés: 1)

"Cette proposition de remettre les disputes à l'arbitrage, dit-il, est-elle donc si nouvelle? Certes non! Parmi les barbares même, c'est la coutume, pour les chefs de tribus, d'arranger les différends de leurs sujets par des moyens peut-être étranges, mais du moins pacifiques. Chez toutes les nations civilisées, je n'ai pas besoin de le rappeler, les contestations civiles des individus sont terminées, d'ordinaire, par l'arbitrage des tribunaux reconnus. Ce que nous voudrions savoir, c'est pourquoi les disputes des nations ne pourraient être jugées de la même manière par l'arbitrage, par l'œuvre d'un tribunal nommé par le consentement commun, et consacré par le respect commun.

"L'arbitrage est la cause commune de l'humanité. Evidemment l'homme n'est pas né pour combattre. Si l'homme était un animal destructeur il aurait les griffes du lion et les dents du tigre. (On rit.)

"Tout au contraire, nous ne pouvons combattre, dans le sens ordinaire du mot, sans recourir aux moyens artificiels de combat, à une adresse artificielle, à des armes artificielles.

"En conséquence, quand nous allons sur le terrain, nous ne luttons pas seulement les uns contre les autres, nous combattons encore contre Dieu.

"Cette grande question de la paix, cette grande question constitutionnelle a été prise par quelques personnes sous un certain point de vue qui n'est pas le véritable. Elles paraissent croire que ses promoteurs sont décidés à en rejeter le principe plutôt que d'admettre aucune modification dans les détails....

"Je suis pour la paix dans le sens le plus étendu du mot. Je préfèrerais que l'arbitrage décidât à mon préjudice un débat dans lequel je serais intéressé, plutôt que de me battre contre l'adversaire le plus faible qui pût m'être présenté.

^{&#}x27;) Nous le répétons, que l'on nous excuse d'insister sur ce qui s'est passé à cet important congrès de 1849; nos lecteurs estimeront avec nous que l'on doit chercher à sauver des épaves du passé tous les arguments de nos prédécesseurs en faveur de l'arbitrage.

"Il y a beaucoup de personnes, amies de la paix du reste, qui ne vont pas aussi loin que moi, quant à présent.

"Elles attendent avec impatience que l'opinion publique prononce le triomphe définitif de leurs principes; mais, dès maintenant, elles ne pourraient se résoudre à se donner entièrement à ce principe, à en subir toutes les conséquences. Que devons-nous faire avec nos amis? Devons-nous dire que parce qu'ils ne veulent pas, quant à présent, nous suivre jusqu'au bout du chemin, ils ne pourront pas avancer d'un pouce dans la bonne voie?

"Non; accueillons-les toujours, laissons-les nous accompagner juqu'où ils voudront aller avec nous, et comptons sur le charme de la route à mesure qu'elle se développe pour les décider peu à peu à nous suivre jusqu'au bout... qu'il n'y ait aucune division d'opinion entre nous, 1) tant que nous cheminerons ensemble. (Hear! hear!)

"Nous ne voulons pas considérer cette question relativement à une nation plutôt qu'à une autre. Nous savons que l'Europe a été maintes fois éclairée par les hideuses flammes de la guerre; mais nous ne voulons pas emprunter les arguments en faveur de nos principes ou de nos vues à telle guerre plutôt qu'à telle autre. Il n'est pas nécessaire d'avoir recours à un seul détail, de rappeler aucune bataille particulière; il est tout à fait suffisant de savoir que de grandes masses d'hommes ont vécu se haïssant les uns les autres; que la guerre a répandu de foyer en foyer sa dévastation parmi les nations du monde.

"Nous ne voulons citer aucun fait qui puisse mettre en jeu les sentiments de nationalité. Cette question est une question de paix aussi bien ici que sur le terrain même: nous ne désirons pas plus créer un conflit d'opinions qu'un conflit d'armes. Notre but est de prendre la question de la paix telle qu'elle est et de l'avancer au plus haut degré possible."

Mr. Guéroult, consul de France, développe à la tribune en peu de mots une résolution qu'il propose au Congrès et qui est ainsi conçue:

"Le Congrès invitera les gouvernements d'Angleterre, des Etats-Unis, de France et de Belgique, à déclarer que, dans

¹⁾ Voir The herald of Peace de Londres, année 1849.

l'intérêt et pour hâter l'établissement de la paix universelle, ils adopteront désormais pour base de leur politique le principe que les nationalités s'appartiennent à elles-mêmes, et qu'ils sont décidés à faire prévaloir ce principe, même par la force si cela est nécessaire."

Cette dernière partie de la proposition fut accueillie avec des marques nombreuses de désapprobation.

M. Hippolyte Peut développe une autre proposition, relative à l'organisation du Congrès et à un mode de propagande pour vulgariser les principes de la paix. L'auteur fait aussi ressortir les avantages d'une langue universelle.

M. Asa Mahan, délégué des Etats-Unis, président de l'institut d'Oberlin (Ohio), prend alors la parole; nous croyons nécessaire de résumer son discours:

"Le but des Amis de la paix, dit-il, n'est pas simplement. si j'ai bien compris la question, d'abolir la guerre, mais de mettre à sa place des mesures mieux appropriées à la fin que l'on se propose en recourant à la guerre, c'est-à-dire de maintenir la justice parmi les nations. La guerre ne saurait atteindre ce but élevé. Mais il s'agit de savoir, et c'est là la grande question qui se trouve posée devant le Congrès, quelles mesures doivent être recommandées à l'attention publique pour assurer la justice entre les nations et asseoir ainsi sur une base inébranlable l'édifice de la paix universelle. On nous dit que ce but sera atteint au moven de l'arbitrage. L'arbitrage est une mesure infiniment préférable à la guerre, et, pour ma part, je l'appuierai chaudement lorsque cette résolution sera soumise au Congrès; mais il y a, à mon avis, des objections d'une grande importance à opposer à l'arbitrage, considéré comme moyen exclusif de maintenir la paix entre les nations."

Le révérend Mahan suppose qu'il s'agirait de choisir le pouvoir exécutif de chaque nation comme arbitre dans les querelles internationales, et il s'attache à faire ressortir les inconvénients que cette sorte d'arbitrage pourrait entraîner.

"Le pouvoir exécutif, dit-il, a communément d'autres préoccupations que celle de la justice; il pourrait être influencé par ses relations avec l'une ou l'autre des parties en présence. Si, par exemple, il était dans l'intention de conclure un traité important avec l'une d'elles, cette circonstance ne pourrait-elle pas influer sur sa décision?"

Le révérend Mahan termine en disant qu'à ses yeux le seul moyen de rendre l'arbitrage efficace, c'est de créer un tribunal international, un tribunal dont l'unique fonction serait de régler, au point de vue de la justice, les différends qui surviendraient entre les nations.

M. Jean Journet, disciple de Fourier, expose les idées de son maître sur la question de la paix en le plaçant comme un précurseur fervent.

Henri Vincent, de Londres, ancien contre-maître dans une manufacture de Manchester, et l'un des plus remarquables orateurs des meetings de l'Angleterre, monte alors à la tribune.

Henri Vincent réalise au plus haut degré cet idéal de l'orateur que Démosthène résumait ainsi: de l'action, encore de l'action, toujours de l'action. "Son accent énergique, est-il dit dans la Presse de Girardin (N° qui rend compte de la séance), son regard animé, son front inspiré, toute son action oratoire respire une telle volonté de persuader, que cet Anglais, en parlant devant un public en partie français, arrive presque à se faire comprendre de tous dans sa langue, et à vaincre l'obstacle de la différence des idiomes."

Voici un croquis du discours de Henri Vincent, discours souvent interrompu par les applaudissements et les hurrahs des délégués anglais-américains:

"J'ai été si vivement impressionné par cette magnifique démonstration, que je n'aurais pas osé demander la parole si je n'avais pas senti la nécessité de vous engager à adhérer promptement à la résolution en discussion. Je ne puis résister non plus au désir de vous féliciter sur cette démonstration accomplie au milieu de la France civilisée, et dans cette noble ville dont l'influence est ressentie dans toutes les parties de l'Europe. Il est bon que nous autres, qui appartenons à la vieille race saxonne, nous unissions nos efforts à ceux de la France pour répandre dans le monde les principes de la paix.

"Ce congrès représente deux partis puissants: ceux qui, comme moi, sont d'avis que la guerre est, dans toutes circonstances, opposée au christianisme, et ceux qui, par des raisons commerciales, économiques, politiques et par des motifs de philanthropie générale, la regardent comme une des plus grandes calamités qui puissent affliger les nations. Nous voulons réunir les influences morales et intellectuelles de ces deux partis, 1) et les diriger vers la réalisation de notre noble principe. La proposition relative à l'arbitrage est maintenue à l'ordre du jour, et j'espère qu'elle sera adoptée par le Congrès. Nous désirons que désormais les querelles des gouvernements soient vidées sans aucun appel aux armes, et nous croyons qu'il n'y a rien d'utopique dans ce vœu.

"Il est superflu, à mon avis, de discuter sur les difficultés que cette question présente dans l'état actuel de l'opinion. C'est parce que ces difficultés existent, que nous sommes rassemblés dans ce Congrès. Notre dessein est de convaincre les gouvernements et les peuples que l'arbitrage est plus chrétien, plus humain et plus économique que la guerre. Aussitôt que ce sentiment sera créé et répandu, il saura bien trouver les meilleurs moyens d'arriver à ses fins. Je ne partage pas l'opinion de mon ami américain (Asa Mahan), qui pense que nous devons nécessairement discuter ici les détails de notre système. C'est l'affaire d'une plus petite assemblée. Nous avons simplement à démontrer la valeur de nos principes. Lorsque les gouvernements seront disposés à les adopter, toutes les autres difficultés ne tarderont pas à s'évanouir.

"Ne pouvons-nous pas en appeler aussi à la pratique des nations civilisées ou sauvages? L'arbitrage a toujours existé sous une forme ou sous une autre, mais on l'a rarement employé à temps. J'en appelle aux illustres membres qui siègent autour de moi, la guerre a-t-elle jamais terminé une seule dispute? La guerre complique une querelle, éteint le sens de la justice, enflamme les vieilles animosités nationales, crée de nouvelles antipathies, encourage les mauvaises passions, gaspille les ressources des nations, et toujours retarde le rétablissement de l'ordre au lieu de le hâter. Il faut que l'arbitrage intervienne pour que la paix soit rétablie.

¹⁾ C'est ce que nous voulons encore aujourd'hui; qu'importent les différences d'opinions philosophiques entre chrétiens, mahométans, boudhistes, libres-penseurs, israélites, etc.? L'essentiel, c'est que, comme le demandait Domenjarie, les amis de la paix soient d'accord sur un point: faire la guerre à la guerre.

"Mais nous disons, nous, que l'arbitrage doit précéder la guerre et non pas la suivre; nous ajoutons que si la plus petite portion des efforts dépensés en faveur de la guerre était appliquée à la politique de l'arbitrage, notre victoire serait bientôt complète. Déjà les progrès que nous avons réalisés sont si encourageants que nous pouvons être moralement assurés du succès de notre cause. Déjà, dans l'Assemblée nationale de France et dans la presse parisienne, des voix sympathiques ont répondu à la nôtre. Dans le Parlement anglais, notre illustre compatriote, Richard Cobden, a soulevé la question avec la sympathie générale. Malgré les railleries de quelques-uns, il a réussi à implanter cette idée dans l'esprit du Parlement et à en faire écouter les développements avec une attention respectueuse. Moi qui connais un peu l'opinion publique en Angleterre, je puis assurer qu'aucune chose n'a fait plus de chemin -que celle-là depuis quelque temps.

"Avançons donc, encouragés par ce que nous avons déjà fait! Que ceux qui croient que toute guerre est criminelle se réjouissent avec moi de la rapide diffusion de nos principes! qu'ils se réjouissent de voir que toutes les grandes influences matérielles et intellectuelles de notre siècle travaillent avec nous! L'éducation concourt à notre œuvre de civilisation, en empiétant incessamment sur le domaine de la force brutale. La science, en pourvoyant de jour en jour plus amplement aux besoins de l'homme, en vulgarisant le bien-être, vient encore à notre secours. La politique de la liberté du commerce, qui grandit partout dans l'opinion, met de notre côté l'esprit industriel et commercial. La puissance de la vapeur, qui nous a transportés en un jour de Londres à Paris, est notre arme; elle renverse les barrières et les frontières de la distance et des temps; elle précipite les nations au sein des nations, en détruisant sur son passage les haines nationales. Donc, prenons courage: toutes les influences modernes sont avec nous, et ce Congrès contribuera à unir les puissances morales de la France et de l'Angleterre pour l'accomplissement de notre dessein. Un jour, ces deux grandes nations imposeront, par l'autorité de leur exemple, la civilisation et la paix au monde. Grâce à la puissance de nos glorieux principes, nous ferons taire ceux qui crient à l'utopie; nous prouverons qu'il n'v a rien d'utopique dans une cause qui est basée sur les éternelles lois de la providence et sur les tendances progressives de l'humanité."

Guyard, 1) ancien rédacteur du Bien Public de Mâcon, prend alors la parole; après avoir développé ses idées sur les avantages de la paix il termine son discours en disant qu'il fait des vœux pour qu'un jour les amis de la paix soient en assez grand nombre pour que les hommes n'aient plus recours qu'aux armes de la persuasion.

"L'objection que M. Mahan formule contre l'arbitrage, quant aux difficultés d'application, et sa proposition d'établir un tribunal permanent pour juger les questions en litige, s'appuient, dit Richard Cobden, sur une supposition erronnée. Nous ne proposons pas de constituer les gouvernements comme arbitres des différends internationaux, nous voudrions que les arbitres fussent appropriés à chaque cas particulier; par exemple, dans une question d'étiquette militaire ou navale, on choisirait un général ou un amiral; dans une affaire commerciale, on prendrait un négociant, et ainsi de suite. Pour ma part, je ne vois pasque l'arbitrage, ainsi compris et constitué, puisse soulever aucune objection, et j'espère que ces simples remarques suffiront pour écarter quelques-unes des difficultés soulevées par notre ami. Je vois, du reste, avec plaisir que M. Mahan est d'accord avec nous sur le principe de l'arbitrage, et que ses objections ne portent que sur les moyens de le rendre praticable."

On nous permettra d'interrompre un instant ce sec compterendu pour nous arrêter sur cette grande et belle figure que fut Richard Cobden. — Il avait, lors du Congrès de Paris, 45 ans; il était donc dans toute la force de l'âge, et ses récentes victoires pacifiques, qui suivirent les glorieux succès de l'anti-corn-lawleague, mettaient un joyeux reflet sur sa franche et spirtuelle physionomie. On peut dire qu'il avait préludé aux congrès de Bruxelles et de Paris, en commençant (1848), à la Chambre des Communes ses discours périodiques contre les dépenses de l'armée

¹⁾ A l'occasion nous aurons à reparler d'Auguste Guyard — grand ami de Lamartine — et dont la vie s'est passée à combattre la guerre et à chercher à améliorer le sort des classes pauvres. — Il travailla vigoureusement, théoriquement par ses écrits et pratiquement en cherchant à créer un milieu sain dans son pays, la Bourgogne, pour fonder en France une première commune modèle, qui, espérait-il, servirait de modèle aux communes voisines, puis à celles plus éloignées, afin de répandre le bien par la contagion de l'exemple.

et de la marine militaire. Chaque année, il faisait deux motions, l'une pour le désarmement, l'autre pour la réunion d'un Congrès général et perpétuel chargé de vider les litiges existant entre les nations européennes.

L'anti-corn-law-league avait été la préface de cette série de Congrès de la paix, Bruxelles, Paris, Francfort, dont la résurrection de l'empire français devait hélas arrêter l'essor; que de brillants arguments en faveur de la paix avaient été développés dans les meetings de Londres, de Manchester, de toutes les grandes villes d'Angleterre par les Cobden, les Bright, les Milner Gibson, les Forster, les Fox etc., des purs, ceux-là, en même temps que des hommes d'un talent incontestable.

Le Libre-échange et la paix sont frère et sœur; quel peuple, lié aux autres peuples par la libre circulation des produits, souffrirait que l'on déclarât la guerre en son nom?

Richard Cobden, l'ancien gardeur de troupeaux auprès du domaine de Godwood, résidence du duc de Richemond, duquel il devint plus tard l'ardent adversaire politique, Cobden, qui, de cette position si humble, arriva par son intelligence à être le plus célèbre, des *leaders* de la liberté commerciale et de la paix, avait, comme on dit, l'oreille des foules, aussi bien en France, en Belgique et en Allemagne, qu'en Angleterre.

Un jour que dans le cours de ses nombreux voyages il descendait le Rhin sur le bateau à vapeur de Mayence à Cologne, les ruines des châteaux des burgraves le frappèrent d'étonnement. Il se rappela qu'une société de bourgeois et de marchands, la ligue hanséatique, avait vaincu et chassé de leurs nids de vautours les maîtres de ces domaines, qu'elle avait jeté bas leur créneaux. Il me raconta plus tard, quand, en 1850, nous remontions le Rhin sur deux de ces mêmes bateaux, mis gracieusement à la disposition des congressistes français, américains, anglais, belges et allemands se rendant à Francfort, que ces ruines sur les montagnes et les charmants villages sur les bords du fleuve, ce contraste du pitovable et cruel passé et du gai présent, lui avaient donné la première idée de la puissante Ligue contre les lois sur les céréales, Ligue dont il fut l'âme, et des congrès de la paix successifs qui commençaient enfin à promener nos principes de justice à travers l'Europe.

C'est en 1838, de retour d'Allemagne, que Cobden commença sa campagne et se mit à la tête d'une petite association de manufacturiers, las de voir leurs ouvriers affamés par la hausse factice des blés. Etait-il orateur? demandera-t-on. Non, pas dans l'acception habituelle du mot, et pourtant il provoquait l'enthousiasme; ses discours, ses causeries plutôt, car il parlait à des milliers de personnes comme il aurait conversé avec deux ou trois, étaient couverts d'applaudissements et de hurrahs.

Ses moyens oratoires étaient — surtout quand il commença à parler en public — paralysés au début de son speech par l'émotion. Il s'exprimait péniblement d'abord; mais, grâce à de fortes convictions et à une connaissance approfondie du sujet qu'il traitait, il arrivait à l'éloquence du cœur et finissait ses harangues, comme nous venons de le dire, au milieu des applaudissements.

Etait-il en Allemagne, il parlait indifféremment en anglais et en allemand selon les circonstances, en France il aimait à s'adresser à son auditoire en français: "Je sais mal votre langue, disait-il, ça ne fait rien, soyez indulgents et comprenez surtout ce que je veux dire."

Nous aurons souvent, au cours de ce travail, à revenir surle compte de Cobden; la protonde affection et l'admiration quenous avons toujours eues pour le cher grand homme nous enferont un plaisir. Rentrons dans la salle du Congrès.

Victor Hugo clôt cette première séance en lisant la première résolution, qui est adoptée à l'unanimité:

"Le recours aux armes étant un usage condamné par la religion, la morale, la raison, l'humanité, c'est pour tous les hommes un devoir et un moyen de salut de rechercher et d'adopter les mesures propres à amener l'abolition de la guerre; et les Amis de la Paix universelle, réunis à Paris le 22, 23 et 24 août 1849 en congrès, ont émis les vœux suivants:

"I. — La paix pouvant seule garantir les intérêts moraux et matériels des peuples, le devoir de tous les gouvernements est de soumettre à un arbitrage les differends qui s'élèvent entre eux, et de respecter les décisions des arbitres qu'ils auront choisis."

Le 23 août 1849 la séance fut ouverte à midi par Victor-Hugo au milieu d'applaudissements frénétiques. — L'enthousiasme de la population parisienne s'accroissait, la France depuisun an et demi en république, tous ces étrangers d'hier, ces amisd'aujourd'hui, accourus des différents pays pour apporter la parolede paix, tout cela mettait du bonheur dans l'air, grisait les foules joyeuses, qui, quand elles ne pouvaient trouver place dans la salle du Congrès, s'arrachaient les journaux pour lire les comptes-rendus des séances. Paris était en joie et eut là trois belles journées! —

Dans la salle Ste-Cécile, comble d'une foule cosmopolite, contrastait la mise modeste des quakeresses avec les brillantes toilettes des Parisiennes. Tous les intellectuels s'étaient donné rendez-vous dans la vaste enceinte; jamais auditoire plus sympathique ne s'est réuni pour écouter dans le recueillement les discours des amis de la paix.

Athanase Coquerel, avec son talent d'orateur clair et succinct, donnait la substance des discours anglais que tous n'auraient pas compris, et nos amis qui avaient traversé la Manche et l'Atlantique pour se joindre à nous remportèrent chez eux le doux souvenir de leurs brillants succès.

Le Congrès vote au début de la séance des remerciements aux villes de Berlin, Danzig, Breslau, Cassel et Lemberg qui envoient des adresses de sympathie et d'adhésion par l'intermédiaire de M. Bodenstedt, membre allemand du Congrès.

M. Benjamin Laroche propose d'ajouter à la seconde résolution un paragraphe recommandant aux gouvernements de France, d'Angleterre et des Etats-Unis de ne pas attendre la réciprocité et de donner l'exemple du désarmement.

M. Ad. Féline propose la résolution suivante:

"Considérant que presque toutes les guerres qui ont affligé l'Europe depuis 35 ans ont eu pour cause le droit que s'arrogent les gouvernements d'intervenir dans les débats intérieurs des peuples voisins; que cette intervention est aussi contraire à la morale et à la justice qu'à la paix; le Congrès propose en principe la non-intervention de l'étranger dans les débats intérieurs, comme devant être la première base du droit public européen. Il voue au mépris du monde entier les hommes qui appellent la guerre étrangère au sein de leur patrie."

On passe à la discussion de la seconde résolution du programme, ainsi conçue:

II. — Il est utile d'appeler l'attention de tous les gouvernements sur la nécessité d'entrer par une mesure générale et

simultanée, dans un système de désarmement, afin de réduire les charges des Etats et en même temps de faire disparaître une cause permanente d'inquiétude et d'irritation entre les peuples. — Le discours d'Athanase Coquerel mérite d'être reproduit ici:

"La question qui nous est soumise est celle d'un désarmement général, mais simultané et progressif, des nations de l'Europe. Avant de l'examiner, permettez-moi de donner cours à un profond sentiment de surprise et d'émotion qui, depuis deux jours, remplit tout mon esprit. Nous sommes réunis dans cette enceinte 7 à 800 citoyens de l'Angleterre, des Etats-Unis, dont plusieurs appartiennent aux législatures de ces grands pays, ils ont traversé ou l'Atlantique ou la Manche pour ouvrir un congrès de la paix parmi nous, c'est-à-dire au sein de la nation la plus guerrière du vieux continent, au sein de la cité qui contient les plus admirables monuments élevés à la gloire militaire . . . Certes, nos amis de l'Angleterre et de l'Union font ainsi un véritable acte de courage pour venir proposer à des Français un projet de paix permanente et universelle; il faut du courage pour parler aux peuples contre ce qu'ils aiment, et notre réputation est faite d'aimer la guerre.

"Ce courage, où les amis de la paix l'ont-ils puisé? Dans la foi. Ils ont la foi en leur idée et ils en savent la puissance; ils savent croire, et cette force de conviction leur a donné la force de traverser les mers et de venir faire entendre l'éloge de la paix à des oreilles si accoutumées à se laisser séduire par l'éloge et l'admiration de la guerre. Ils savent croire, et souffrez que je vous dise: C'est là ce qu'en France nous savons faire le moins; nous croyons peu et faiblement; nous ne croyons pas avec suite, avec fermeté, avec persévérance; nous n'avons pas assez foi à une idée, même quand elle nous paraît juste, en un principe qui nous paraît vrai; et, de cette faiblesse, de cette indécision de nos persuasions, il résulte que nous traitons les principes comme nos édifices publics: nous commençons et nous n'achevons pas . . . imitons le noble exemple qui nous est donné; ayons confiance en la pensée, nouvelle pour notre pays, mais en théorie et au fond irrésistible et inattaquable, que nous proclamons dans cette enceinte, et ne l'abandonnons plus. pensée, jetée en avant comme le grain qui s'échappe de la main du semeur, deviendra féconde, pourvu que nous lui fassions prendre racine, pourvu que nous suivions le sillon jusqu'au bout; et alors, avec le temps, le faible grain, longtemps invisible aux yeux prévenus des hommes, croîtra aux feux du soleil et deviendra cet arbre magnifique à l'ombre duquel toutes les nations se rassembleront en paix.

"L'un des ses moyens les plus sûrs de faire fructifier la pensée que le Congrès a pour but d'appuyer est celui qu'indique la question à l'ordre du jour: un désarmement général en Europe. L'histoire de notre pays fournit, à l'appui de cette clause des résolutions qui vous sont soumises, un argument et un précédent qui me paraissent d'une grande force. Nous avons inventé bien des choses en France, et, entre nous, nous avons inventé les armées permanentes. Ce qui fait une armée permanente, constituée, régulière, ce n'est pas seulement le courage des soldats, l'habileté des généraux, ni même l'esprit militaire de la nation; l'argent est, en bien des sens différents, le nerf de la guerre, et ce qui constitue une armée permanente, c'est la solde, la solde inscrite au rang des charges publiques, la solde devenue une dépense nationale. La solde est d'invention francaise. C'est sous le règne de Charles VII, aux Etats généraux d'Orléans, en 1439, que les premiers fonds destinés à retenir sous les drapeaux des troupes dès lors régulières, furent votés, et c'est de ce moment que datent dans l'histoire de l'Europe les armées permanentes . . . savez-vous quel est le vrai caractère de cette mesure?...

Je vous supplie de ne pas vous récrier au premier mot comme contre un paradoxe et de me laisser le temps d'achever ma pensée: cette mesure a été un premier désarmement.

Avant cette époque, tout le monde était soldat; tout serf était tenu de servir; tous les seigneurs féodaux, renfermés chacun dans son château fortifié, guerroyaient sans cesse les autres ou en s'alliant à l'étranger, et appelaient à prendre les armes à leur suite tous leurs vassaux; aussi la guerre se faisait toujours de province à province, de nation à nation, quelque-fois de race à race. Aujourd'hui elle ne se fait plus que d'armée à armée; aujourd'hui, la guerre, telle du moins que les peuples civilisés la conçoivent, la pratiquent, la permettent, laisse en dehors de ces nécessités terribles tout ce qui n'est point militaire. L'institution des armées permanentes a donc eu pour

effet de désarmer les nations; il s'agit maintenant d'entrer dans une voie nouvelle, de faire un grand pas de plus et de désarmer les armées.

"Ce progrès obtenu avec une prudente lenteur, ce progrès convenu entre les nations, amènerait-il le périlleux résultat de-laisser sans défense ou l'ordre intérieur ou les frontières? Nullement; progressif et simultané, le désarmement n'entraînerait aucune de ces conséquences funestes, et je ne crains pas de dire que la France est celle de toutes les nations qui peut le plus facilement braver les risques, s'il y en a, de cette grandemesure et les conjurer à temps.

(L'orateur prouve cette assertion par l'analyse du caractère français, et avec l'aide de l'histoire.) Il ajoute:

"Si donc (ce qu'à Dieu ne plaise et ce qu'il ne faut prévoir qu'en désespoir de cause!) le monde voulait réarmer, sortir du système de la paix, revenir au triste système de la guerre, remettre sur pied ces forces militaires immenses dont l'entretien l'écrase, et en appeler de nouveau au sort et au jugement des combats, la France, n'en doutez pas, retrouverait avant tous son armée et serait prête la première."

En terminant son discours, Athanase Coquerel rappelle les guerres de religion; il dit que l'on croyait alors à leur continuité, comme l'on croit aujourd'hui à l'impossibilité de l'établissement permanent de la paix: "On a marché dans la voie de la tolérance religieuse, de la liberté de conscience, ajoute l'orateur; pour vous le prouver, je n'ai besoin de citer ni le code de nos lois, ni les articles de la Constitution: il me suffit de jeter avec émotion un regard à mes côtés, et de vous dire qu'en ce moment c'est un ministre protestant qui vous parle devant un des plus dignes ecclésiastiques catholiques qui l'écoute."

Lorsque, au milieu des applaudissements, M. Coquerel se rassied, l'abbé Duguerry lui donne la main et la lui serre affectueusement. Un enthousiasme difficile à décrire éclate en cet instant dans l'auditoire.

Nous ne pouvons reproduire ici les discours de tous les orateurs: M. Suringar, vice-président du congrès de Bruxelles, voudrait voir des *ministères de la Paix* remplacer les ministères de la guerre des différents pays.

Francisque Bouvet ne partage pas l'avis d'A. Coquerel. "La France ne doit pas donner l'exemple du désarmement," ditil. Il voudrait que toutes les nations désarmassent en même temps. "La question posée aujourd'hui devant le congrès, dit Henri Vincent, est celle du désarmement général, et je suis charmé de pouvoir l'appuyer, car je crois que l'objet principal de ce congrès est de faire prédominer la force morale sur la force matérielle.

"Nous avons à combattre non-seulement l'opinion commune du genre humain, mais encore les enseignements apparents de l'histoire et les impressions laissées par la plupart des grandes institutions qui ont influé sur la vie passée des nations. Mais je sens que la diffusion des grands principes de morale est pour nous une garantie certaine du triomphe définitif de notre cause, et qu'à mesure que la civilisation s'étend et que les idées intelligentes se répandent parmi les masses du peuple, les appels à la force brutale tendent à diminuer de jour en jour. J'ai donc confiance en l'avenir, et je crois que la grande idée inaugurée dans ce Congrès doit un jour règner en souveraine dans tous les cœurs et pénétrer finalement dans la législation de tous les pays.

"O mes amis! s'écrie l'orateur, que faisons-nous lorsque nous maintenons l'existence des grandes armées dans nos pays civilisés? Non-seulement nous accablons les citoyens de taxes pesantes et oppressives, non-seulement nous embarrassons la diplomatie et la marche des gouvernements en entretenant des masses d'hommes dont les intérêts doivent, dans une certaine mesure, tendre constamment vers un appel aux armes; mais encore nous contribuons à nourrir la passion de la guerre et à enflammer l'imagination du public par l'appareil militaire que nous déployons sans cesse à ses yeux. Nous associons les plus tendres sentiments de la nature humaine à l'image des combats; nous nous accoutumons à mettre notre confiance dans nos armes et à les considérer comme la dernière raison des nations; nous familiarisons même la jeunesse avec cette philosophie grossière; bien plus, nous enflammons jusqu'aux ardentes imaginations des femmes, ces imaginations si vives, qui ne devraient jamais se reposer que sur ce qui est aimable, saint et généreux.

"Nous enflammons, dis-je, les ardentes imaginations de la portion la plus tendre et la plus aimable de l'espèce humaine, jusqu'à ce que les âmes soient imprégnées de cette philosophie sanglante, et que, peuples et gouvernants, soient également infectés d'une commune insanité. Il est temps de suivre une autre route, d'agir d'une autre manière sur le sentiment public et de le pénétrer enfin du véritable esprit de progrès; et nous y réussirons en appelant à notre aide la philosophie, la littérature, la poésie et toutes les saintes inspirations de la famille, qui viendront concourir au triomphe de notre cause par le désarmement général du monde civilisé.

"Et, mes amis, qu'on ne dise pas que je vous présente une idée utopique!¹) Quoi! est-ce que la fraternité humaine est une utopie? Est-ce une utopie de croire à l'esprit d'amour? Est-ce une utopie de croire à l'esprit d'équité? Est-ce une utopie de croire à la puissance de la science? Est-ce une utopie de croire à la puissance de l'éducation? Je dis que toutes ces choses détrôneront un jour la force brutale dans le monde; que nous verrons venir le temps où la parole fera tomber les baïonnettes, et où une once d'intelligence pèsera plus qu'une livre de poudre dans la balance des nations."

M. Jules Avigdor, chef d'une maison de banque à Nice, conseille l'agitation à l'instar de l'anti-corn-law-league; il compte sur les réformes des douanes, sur l'extension des voies de communication pour améliorer de sort de l'homme et le rendre paisible.

"Je suis un soldat de la paix! dit alors Emile de Girardin, et que ce nom ne vous étonne pas, messieurs, car entre le soldat de la guerre et le soldat de la paix il n'y a que la différence du chemin le plus court. On fait la guerre pour avoir la paix, et vous, qui voulez la paix, vous vous associez pour avoir la paix, pour l'avoir tout de suite.

"On vous disait tout à l'heure que la France ne pouvait pas prendre l'initiative du désarmement; alors je vous dirai que vous tournez dans un cercle vicieux; si l'on eût agi ainsi

^{&#}x27;) En 1848, 49, tous les amis de la paix se défendaient sans cesse d'être des utopistes; en effet c'est le mot utopie qu'on leur jetait alors continuellement à la tête.

pour l'esclavage, tenez pour certain qu'à l'heure qu'il est l'esclavage ne serait pas aboli. — Faisons donc tout ce qui est nécessaire pour mettre les gouvernements dans la nécessité de désarmer.

"Pour arriver à ce but, qu'y a-t-il à faire? Il y a à demander sans relâche l'abolition du recrutement. Le jour où vous demanderez cette abolition du service militaire, soyez certain que vous trouverez un vaste écho, et que vous aurez fait faire à la question un pas immense.

"La nécessité de la réduction des armées permanentes n'est contestée par personne et cependant nous entendons dire de toutes parts qu'on ne peut réduire les armées. Pourquoi donc? Est-ce que les armées permanentes ont existé de tout temps? Non, sous le règne de Henri IV, le chiffre de l'armée n'excédait pas 6700 hommes. Aujourd'hui, il semble, avec nos idées, qu'il y ait quelque chose d'inexplicable dans la gloire qui s'attache au règne de Henri IV, quand on le rapproche d'un effectif militaire aussi peu considérable.

"De nos jours même, il importe de se rendre compte du progrès des armements militaires.

"En 1818, quand l'écho du canon se faisait encore entendre, le chiffre de notre armée était de 240,000 hommes; on levait 40,000 hommes chaque année. Aujourd'hui (1849), trente-trois ans après la guerre, nous avons une armée de 400,000 hommes. Ainsi, plus nous nous éloignons de la période de la guerre, et plus notre effectif militaire augmente. ¹) Un tel système nous conduit à la banqueroute et perpétue la misère.

"Non, vous n'avez pas le droit de prendre l'argent du pauvre; non, non, vous n'avez pas le droit d'entretenir sous les armes une armée de tant d'hommes, sans aucun objet, sans aucun résultat, non pour défendre le pays, mais pour l'appauvrir.

"Mais, dit-on, la France ne peut pas désarmer si l'Europe ne réduit pas son effectif militaire. Si cette objection avait quelque valeur, la rétorme commerciale, dont l'auteur est ici, serait encore à faire. Cobden n'aurait pas sa réforme, et Robert Peel ne se serait pas acquis une gloire immortelle.

¹⁾ Que dirait Girardin aujourd'hui que la folie des armements arrive à son paroxysme! — Combien, par là, ses arguments gagnent en intensité et en force.

"Je suis d'avis que la France prenne l'initiative, qu'elle renonce la première à ces armées nombreuses, dont l'entretien mène à la ruine.

"C'est une causerie que je fais ici, ce n'est pas un discours, je ne suis pas orateur; excusez-moi de parler sans ordre.

J'insiste sur la nécessité de réduire l'armée, nécessité impérieuse pour tous les peuples. J'en excepterai deux, cependant, les Anglais et les Américains. Pourquoi ces deux peuples sont-ils plus prospères que les autres? Parce que l'Angleterre, comparativement plus riche que la France, supporte un poids plus faible, parce que les Etats-Unis se contentent d'un effectif de 8000 hommes armés, comme la France au temps d'Henri IV. Oui, c'est avec 8000 hommes que les Etats-Unis, que ce pays de liberté maintient l'ordre.

"Et, en effet, les armées nombreuses ne sont pas du tout une condition d'ordre; au contraire, l'ordre est menacé par les grandes armées.

"L'armée, je vous le dis, au lieu d'être une condition d'ordre, est une cause de perturbation.

"Je n'attaque ni le courage, ni le caractère de nos soldats; ce que j'attaque, c'est l'institution.

"Le jour où vous aurez obtenu la réduction de l'armé, la question extérieure sera tranchée, non-seulement pour la France, mais encore pour tous les pays.

"Quant à la question intérieure, les perfectionnements de la science la modifient et la tranchent chaque jour. Ne vous rendez-vous pas compte de l'influence des chemins de fer?

"La question des troupes nombreuses est-elle autre chose qu'une question de mobilisation? Mettez Lyon à quelques heures de Paris, et vous arriverez à cette conséquence qu'une armée de 100,000 hommes équivaut à un million d'hommes armés. C'est à peine, c'est à grand'peine si un régiment faisait autre fois 100 lieues en dix jours. En France, il pourra les faire en dix heures; en Angleterre et aux Etats-Unis, il peut les faire en six heures. Ainsi donc, la question est résolue à l'intérieur par les chemins de fer. Qu'on ne dise plus que l'armée est nécessaire pour maintenir l'ordre, pour empêcher les révolutions. Estce qu'il n'y avait pas 400,000 hommes sous les armes quand la

révolution a éclaté? Ce ne sont pas les armées qui empêchent l'explosion quand elle est dans l'atmosphère politique.

"Qu'on ne dise pas, je le répète, que les armées nombreuses sont nécessaires pour empêcher les révolutions; ce qui empêche les révolutions, c'est la bonne administration, c'est le bon emploi des deniers des contribuables, ce souverain moderne.

"Sont-elles plus nécessaires pour l'influence extérieure? La France veut-elle conquérir l'Europe? N'a-t-elle pas abdiqué la pensée des conquêtes? Si les hommes de son gouvernement ne rêvent pas la conquête du monde, à quoi bon cinq cent mille hommes? C'est faire vibrer un sentiment qu'on ne satisfait pas. C'est exciter le point d'honneur et le blesser en même temps. C'est un non-sens . . . Aujourd'hui, les révolutionnaires, ce sont les gouvernements. Les révolutionnaires ce sont ceux qui entretiennent des armées si nombreuses.

"Ce n'est pas sérieux!" s'écrie une voix dans l'auditoire.
"Ah! ce n'est pas sérieux? riposte Emile de Girardin¹) ce
n'est pas sérieux de prendre l'argent le plus clair à de pauvres
gens qui en ont si peu? Ce n'est pas sérieux d'aller arracher
des hommes à leur famille? Quoi, vous arrachez un homme à sa
profession, vous le tenez pendant des années sous les drapeaux,
et vous le rendez ensuite à la société sans aucun dédommagement! Quoi, vous arrachez le jeune Français de sa commune pour en faire un instrument de révolution, et vous dites
que ce n'est pas sérieux? Eh bien! moi, je vous le dis à mon
tour, s'il y a quelque chose qui soit sérieux au monde, c'est
cela. Vous ne savez donc pas tous les efforts que l'on fait pour
échapper à ce service militaire."

"Insistons sur cette nécessité du désarmement; faisons appel, non pas aux passions, mais aux idées, aux intérêts; ramenons tout aux chiffres, à la bourse du contribuable; c'est là le point sensible."

M. Ewart, membre du parlement, s'élève alors contre l'abus des armements. L'orateur déclare en terminant qu'il n'a pas une

^{&#}x27;) Nous croyons très utile, au moment où le désarmement est devenu une question de vie ou de mort pour les peuples, au moment où cette question prime toutes les autres dans l'esprit des amis de la paix, de nous étendre sur le discours d'antan du célèbre publiciste, ses paroles ne pouvant être trop sérieusement méditées par le lecteur.

grande confiance dans les unions diplomatiques, qu'il qualifie d'union sur le papier. C'est l'union des peuples qu'il faut cimenter, dit-il; après avoir cité le distique si connu de Béranger: Peuple formez une sainte alliance, Et donnez-vous la main—il rappelle que le poète écossais Burns avait dit de son côté:

Prions, prions pour qu'arrive bientôt, Comme il doit arriver, ce jour Où, sur toute la surface du monde, L'homme sera un frère pour l'homme.

Frédéric Bastiat, représentant du peuple, prend alorsla parole:

"Notre excellent et savant collègue Coquerel nous parlait. tout à l'heure de cette maladie cruelle dont la France est travaillée, le scepticisme. Elle est le fruit de nos révolutions sansissue, de nos entreprises sans résultats, et de ce torrent de projetsvisionnaires qui a envahi notre politique. J'espère que ce mal sera passager, et, en tous cas, je ne sais rien de plus propre à le guérir que le spectacle imposant que j'ai maintenant devant les veux; car si je considère le nombre et l'importance des hommesqui me font l'honneur de m'écouter, si je tiens compte qu'un grand nombre d'entre eux n'agissent pas en leur nom, mais au nom des villes et des provinces qui les ont délégués à ce congrès. je n'hésite pas à dire que la cause de la paix réunit aujourd'hui dans cette assemblée plus de force intellectuelle et morale, plusd'influence réelle qu'aucune autre cause quelconque n'en pourrait rassembler autour d'elle sur aucun point du globe. Oui, c'est là un grand et magnifique spectacle, et je ne crois pas que le soleil en ait jamais éclairé de semblable. Voici des hommes qui ont traversé l'Atlantique; d'autres ont abandonné en Angleterre de vastes entreprises; d'autres encore ont quitté le sol tremblant de l'Allemagne ou les paisibles terres de la Hollande et de la Belgique. Paris est leur rendez-vous. Et qu'y viennent-ils faire? Sont-ils attirés par la cupidité, la vanité ou la curiosité, ces trois moteurs auxquels ou a coutume d'attribuer les actions des fils d'Adam? Non, ils viennent, poussés par l'espoir de réaliser du bien pour l'humanité, les yeux bien ouverts sur les difficultés de l'entreprise, et sachant qu'ils ne travaillent pas pour eux-mêmes, mais au profit des générations futures. Hommes de dévouement

et de foi, soyez les bienvenus sur cette terre de France. La foi est contagieuse comme le scepticisme. Mon pays ne vous fera pas défaut; lui aussi apportera son tribut à votre généreuse entreprise."

L'orateur s'attache à développer cette pensée, que, dans l'état actuel des esprits en France et en Europe (en 1849, qu'on ne l'oublie pas), on ne peut compter sur l'ordre intérieur si l'on n'égalise pas les charges entre les citoyens. Il prouve que l'égalité des charges est incompatible avec certains impôts très productifs; que l'on ne saurait abolir les impôts que par le désarmement; d'où il conclut que le désarmement est la seule garantie de l'ordre intérieur aussi bien que de la paix extérieure.

"J'ai prononcé le mot désarmement, continue Bastiat; certes, c'est l'objet de nos vœux universels. Et cependant, par une de ces contradictions inexplicables du cœur humain, je suis sûr qu'il ne manque pas de personnes, tant en France qu'en Angleterre, qui le verraient réaliser avec peine. 1)

"Que deviendrait, disent-elles notre prépondérance? Consentirons-nous à perdre cette influence que nous avons acquise comme grande et puissante nation? O illusion fatale! Etrange interprétation des mots! Eh quoi? les grandes nations n'exercent-elles d'influence que par les canons et les baïonnettes? Est-ce que l'Angleterre ne doit pas son influence à son industrie, à son commerce, à sa richesse, à l'exercice de ses antiques et libres institutions? Est-ce qu'elle ne la doit pas surtout à ces gigantesques efforts que nous lui avons vu faire avec tant de per-sévérance et de sagacité, pour réaliser le triomphe de quelques grands principes, tels que la liberté de la presse, l'extension des franchises électorales, l'émancipation catholique, l'abolition de l'esclavage, la liberté du commerce?

"C'est par de tels exemples, j'ose le dire, que l'Angleterre exercera ce genre d'influence qui n'entraîne à sa suite ni désastres, ni haines, ni représailles, qui n'éveille d'autres sentiments que ceux de l'admiration et de la reconnaissance.

"Et quant à mon pays, je suis fier de le dire, il possède d'autres sources et de plus pures sources d'influence que celle des armes.

¹⁾ Hélas! quoi de changé depuis 50 ans? Est-il moins grand qu'alors, le nombre de ces personnes? Nous croyons donc nécessaire, aujourd'hui comme alors, de méditer les paroles de Bastiat.

"Que dis-je? celle-ci pourrait être contestée, si l'on pressait la question et si l'on mesurait l'influence aux résultats. ce qui ne peut être contesté, ce qu'on ne peut nous enlever, c'est l'universalité de notre langue, de nos historiens et de nos romanciers, le dévouement de nos patriotes. La France doit son influence à cette chaîne non interrompue de grands hommes qui commence à Montaigne, Descartes, Pascal, et, passant par Voltaire, Montesquieu, Rousseau, n'ira pas se perdre, grâce au Ciel, dans la tombe de Chateaubriand. Oh! que ma patrie ne craigne pas de perdre son influence tant que son sol sera capable de produire ce noble fruit qu'on nomme le génie, qu'on rencontre toujours du côté de la liberté et de la démocratie. en ce moment même, mes frères, vous qui êtes nés sous d'autres cieux et parlez une autre langue, ne voyez-vous pas toutes les illustrations de mon pays s'unir à vous pour le triomphe de la paix universelle? Ne sommes-nous pas présidés par ce grand et noble poète (Victor Hugo) qui a eu la gloire et le privilège d'entraîner toute une génération dans les voies d'une littérature rénovée? Ne déplorons-nous pas l'absence d'un autre poète orateur (Lamartine), à l'intelligence puissante, au noble cœur, qui, j'en suis sûr, regrette autant de ne pas pouvoir élever sa voix parmi nous, que nous regrettons de ne pas l'entendre? N'avons-nous pas emprunté à notre chansonnier ou plutôt à notre barde national (Béranger) notre touchante devise?

"Ne comptons-nous pas dans nos rangs cet infatigable et courageux publiciste (Emile de Girardin) qui n'a pas attendu votre présence ici pour mettre au service de la non-intervention absolue l'immense publicité qu'il a su créer et la grande influence dont il dispose? Et n'avons-nous pas, parmi nous, des ministres de la religion chrétienne? Au sein de cette illustre galerie, permettez-moi de réclamer une humble place pour mes frères en économie politique; car, messieurs, je crois sincèrement qu'aucune science n'apportera à la cause de la paix un contingent plus précieux. La religion et la morale ne cherchent pas si les intérêts humains sont entre eux harmoniques ou antagoniques. Elles disent aux hommes: "Vivez en paix, que cela vous soit profitable ou nuisible, car c'est votre devoir."

"L'économie politique intervient et ajoute: "Vivez en paix, car vos intérêts sont harmoniques, et l'antagonisme apparent qui vous met souvent les armes à la main est une grossière erreur. "Sans doute, ce serait un noble spectacle de voir les hommes réaliser la paix au dépens de leurs intérêts. Mais pour qui connaît la faiblesse de notre nature, il est consolant de penser que l'intérêt et le devoir ne sont pas des forces hostiles, et le cœur se repose avec confiance dans cette maxime: Cherchez d'abord la justice, le reste vous sera donné par surcroît." 1)

Après les économistes, leurs antagonistes, les socialistes, sont tous venus à la paix, ainsi que nous le montrerons dans la suite de ce travail; le champ pacifique réunit de plus en plus tous les partis honnêtes, tous les hommes convaincus, qui, s'ils ne sont pas d'accord sur d'autres points, font l'unanimité ainsi que le demandait Demenjarie sur un point. — C'est ainsi que l'humanité avancera sûrement dans la voie du progrès.

Richard Cobden commence alors la lecture en français de son discours; nous tenons à conserver ce document, qui, comme tout ce qui émane de cet homme de bien, ne doit pas être perdu pour les générations à venir:

"Je me joins de tout mon cœur au vœu exprimé par un des précédents orateurs en faveur d'une langue universelle; cependant je ne puis me défendre d'une crainte. Ne s'élèvera-t-il pas une terrible dispute, même parmi les amis de la paix, sur la question de savoir lequel prévaudra des mille dialectes qui se partagent le monde, et des océans d'encre ne seront-ils pas répandus avant que cette question préalable soit décidée?

"En attendant, laissons donc chacun jouir paisiblement de sa syntaxe et de son dictionnaire.

"Sous cette réserve, et me rappelant que je suis dans la capitale de la France, je m'en remets entièrement à l'urbanité traditionnelle d'un auditoire parisien, et je me hasarde à lui adresser quelques mots en français boiteux, plutôt que de me rendre coupable, même en matière de langage, d'un acte d'intervention étrangère.

"Après tout ce qui a été dit, et si bien dit, par les éloquents orateurs qui ont parlé avant moi, je ne crois pas devoir rien ajouter aux considérations générales qui vous ont été présentées.

¹⁾ C'est bien cette pensée que résume la devise que la Ligue du Bien Public a adoptée il y a 40 ans: Si vis pacem para justitiam.

Mais je désire appeler votre attention sur la manière dont les forces militaires ont été accrues par les gouvernements de France et d'Angleterre, dans un triste sentiment de rivalité et de défiance.

"Je ne parle ici que de ce qui concerne nos marines resspectives et la défense de nos côtes, car nous ne prétendons nullement vous égaler en ce qui touche l'armée de terre. Ne prenez pas l'alarme, monsieur le président, je n'enfreindrai pas cette sage disposition du règlement du Congrès qui interdit toute allusion à la politique du jour.

"Malheureusement, mes récriminations remontent à bien des années en arrière, impliquent plusieurs ministères, dans les deux pays, et les gouvernements actuels doivent être ici exonérés de toute responsabilité en ces matières.

"Pendant les 13 dernières années (de 1836 à 1849), nous n'avons cessé, des deux côtés du détroit, d'accroître notre marine, d'ajouter à la défense de nos côtes, de creuser de nouveaux bassins de construction et de nouveaux ports de refuge. La quille d'un vaisseau de ligne n'a pas été plutôt posée à Brest que le marteau commence à résonner à Portsmouth. (Que dirait Cobden aujourd'hui?!)

"Une nouvelle forge ne souffle pas à Cherbourg qu'aussitôt l'étincelle ne jaillisse d'une nouvelle enclume à Plymouth, et réciproquement. La conséquence a été que la dépense de nos marines s'est accrue de 50 pour cent en temps de paix!

"Ma première objection à ce système est sa suprême folie. Car, lorsque les deux pays augmentent dans la même proportion leurs forces navales, ni l'un ni l'autre ne gagne au changement, et le résultat est une perte sèche égale au montant de l'accroissement.

"Ma seconde objection s'adresse à son extrême hypocrisie! Car en même temps que ces armements grossissaient d'année en année sous nos yeux, nos cabinets respectifs ne cessaient d'échanger les assurances de la plus franche et cordiale amitié.

"S'il y avait quelque sincérité et quelque vérité au fond de ces démonstrations, où donc était la nécessité de tant de vaisseaux en mer et de tant de forts sur nos côtes? Un homme, à moins d'être fou, ne se revêt pas d'armes offensives et défensives au milieu de ses amis.

"Mais ma plus grande objection contre ces grands armements,.

c'est qu'ils tendent à exciter de dangereuses animosités entre les peuples, à perpétuer la crainte, la haine, le soupçon, passions qui, un jour ou l'autre, cherchent instinctivement leur satisfaction dans la guerre.

"Et c'est là le motif pour lequel le Congrès désire, dans les termes de la motion qui nous est soumise, amener les nations à un système de désarmement simultané.

"Et maintenant, comment atteindrons-nous ce résultat? Il y a un moyen, c'est d'enseigner à nos gouvernements respectifs ce petit problème arithmétique, que dans les temps passés du moins, ils semblent toujours avoir ignoré, à savoir, que si deux nations, en temps de paix, ont un armement donné, comme par exemple, six, elles ne seraient pas relativement moins fortes, en réduisant de part et d'autre cet armement à trois, ou même en désarmant complètement.

"Mais nous, contribuables de France ou d'Angleterre, nous reconnaîtrons au poids de nos poches qu'il y a une immense différence.

"Ne nous laissons cependant pas aller à l'illusion de croire que nous enseignerons facilement cette petite leçon d'arithmétique à nos gouvernants.

"Je parle d'après une longue expérience, quand je dis qu'il n'y a pas d'hommes plus durs à apprendre que les hommes de profession. — Ils sont en général si dominés par la routine et si pleins de leur propre mérite, qu'ils comprennent à grand'-peine qu'aucune sagesse puisse exister si ce n'est celle qui rayonne de leurs bureaux. Croyez-vous qu'ils prendront en grande considération les avis émanés de ce Congrès? Oh! bien au contraire, et, en ce moment même, j'en suis sûr, ils se rient de nous, nous traitent d'utopistes, de théoriciens et de rêveurs.

"Et pourtant, il y a dans les résultats de leur système, au point de vue financier, de quoi les rendre plus modestes. — Je m'adresse aux gouvernements de l'Europe et je leur demande: Pouvez-vous continuer votre système financier pendant dix ans encore? Tous, peut-être à une exception près, doivent répondre: Non.

"Donc, est-ce une chose si utopique de la part de ce Congrès d'attirer leur attention sur le gouffre qui, de leur aveu, est béant devant eux; de les avertir que le danger d'un désastre financier, qu'ils perdent de vue, est plus imminent que celuid'une invasion extérieure, contre laquelle ils se pourvoient avectant de diligence —?

"Ainsi, même à ce point de vue financier, le moins élevéde tous ceux qu'on peut faire valoir, vous êtes justifiés aux yeux du monde pour avoir fondé ce Congrès des nations. Certes, il était temps que l'opinion publique intervînt, et les hommes qui, dans ces temps difficiles, sont chargés du gouvernement des nations, devraient sincèrement vous remercier de ce que, en vous donnant la main par-dessus l'Atlantique et la Manche, vous avez facilité un désarmement également exigé par tous les principes d'humanité et de politique intelligente."

Victor Hugo met alors aux voix la résolution en discussion, laquelle est adoptée à l'unanimité en ces termes:

"II. — Il est utile d'appeler l'attention de tous les gouvernements sur la nécessité d'entrer, par une mesure générale et simultanée, dans un système de désarmement, afin de réduire les charges des Etats, et en même temps faire disparaître une cause permanente d'inquiétude et d'irritation entre les peuples."

Les résolutions III et IV sont réservées pour la séance du lendemain et les résolutions suivantes sont également adoptées à l'unanimité:

THE REPORT OF THE PARTY OF THE

- V. Le Congrès recommande à tous ses membres de travailler, dans leurs pays respectifs, à faire disparaître, et par une meilleure éducation de la jeunesse, et par toute autre voie, les préjugés politiques et les haines héréditaires qui ont été si souvent causes de guerres désastreuses.
- VI. Le Congrès adresse la même invitation à tous les ministres des cultes revêtus de la sainte mission de nourrir les sentiments de concorde parmi les hommes, ainsi qu'aux divers organes de la presse, qui agit si puissamment sur le développement de la civilisation.
- VII. Le Congrès fait des vœux pour le perfectionnement des voies de communication internationale, pour l'extension de la réforme postale,¹) pour la généralisation des mêmes

¹⁾ Dès cette époque (1849) Elihu Burritt demandait le *Pennypostage* (le prix du port de lettre fixé à 10 cts. pour le monde entier); noussommes arrivés à la carte-postale internationale, c'est déjà très bien.

types de poids, de mesures et de monnaies, pour la multiplication des Sociétés de la paix qui seraient appelées à correspondre entre elles. 1)

A la troisième et dernière séance du Congrès de la paix de 1849, l'affluence est plus considérable encore qu'aux séances antérieures. Les femmes sont en plus grand nombre que les jours précédents. L'entrée du Bureau est accueillie par de chauds applaudissements. C'est toujours Victor Hugo qui préside.

Cette séance est moins intéressante que les précédentes et nous ne voulons pas multiplier les citations que nous empruntons aux orateurs; pourtant nous tenons à citer le travail d'Elihu Burritt sur l'arbitrage. Alors que cette question préoccupe la plupart des amis de la paix, cette incursion dans le passé s'impose. Voici donc le travail du célèbre forgeron américain de Worcester:

(L'auteur commence par faire connaître une curieuse découverte bibliographique fait par G. Summer, jurisconsulte des Etats-Unis, chez un des marchands de vieux livres de Paris. Ce livre, publié en français, en 1622, est intitulé le Nouveau Cynée. Il ne donne aucun indice sur le nom de son auteur. Mais, quel que soit son nom, cet écrivain fut le créateur du plan qui est maintenant proposé à l'appréciation du Congrès.)

"Près d'un siècle, dit M. Burritt, avant que l'abbé de Saint-Pierre produisît les Essais qui de son temps furent qualifiés de Rêves d'un homme de bien, cet écrivain inconnu saisit et développa le système complet avec une force et une clarté qui n'ont d'égal que la philanthropie universelle dont son génie a été inspiré...

"Le système qu'il proposa était plus compréhensible dans plusieurs de ses opérations et de ses résultats que celui que les Amis de la paix tentent aujourd'hui de faire adopter par les gouvernements et les peuples du monde civilisé.

"D'abord, il recommandait que l'on choisît une ville dans laquelle chaque royaume du monde connu maintiendrait perpétuellement un ambassadeur ou représentant, afin que les différends qui s'élèveraient pussent être référés à l'Assemblée tout entière; les représentants des parties intéressées devaient porter les plaintes de leurs rois ou de leurs chefs devant cette assem-

^{&#}x27;) Ce désir se trouve actuellement réalisé par la création du Bureau international de la paix à Berne; bravo, nous marchons!

blée, et les autres députés décideraient la cause avec impartialité. Il propose le territoire de Venise comme résidence de cette Cour auguste de justice, afin de le rendre accessible aux députés des grandes nations d'Asie et d'Afrique, telles que la Chine, la Perse, la Tartarie, l'Ethiopie. Pour faciliter et étendre la correspondance amicale et les relations commerciales entre les peuples représentés dans ce Congrès, l'auteur proposait qu'il prescrivît encore de vastes travaux internationaux d'amélioration, tels que la réunion des mers et des fleuves par de grands canaux etc.

"Plus de deux cents ans ont passé depuis qu'il a adressé ces conseils à une postérité reculée. 1) Venus des deux côtés de l'Atlantique, parlant des langues différentes et vivant sous des gouvernements différents, nous sommes assemblés ici pour honorer le souvenir de cet ami de la paix et de l'humanité. Le projet qu'il élabora, nous le rapportons presque dans son intégralité originelle. Il a été soumis aux transformations des opinions et des conditions changeantes de la société; des écrivains habiles de différents pays en ont fait le thème de savantes dissertations; cependant il n'a souffert aucun changement fondamental. Les Amis de la paix en Amérique ont concentré presque tous leurs efforts sur son développement et sur son adoption: plus de cinq cents essais ont été écrits sur ce sujet et plus de cent meetings ont été tenus dans le but d'intéresser l'esprit public en sa faveur; des pétitions portant un grand nombre de signatures ont été adressées aux assemblées législatives de différents Etats, leur demandant d'inviter le gouvernement fédéral de Washington à proposer aux autres gouvernements du monde civilisé la convocation d'un Congrès des nations, qui établirait un Code bien défini de lois internationales et l'institution d'une haute Cour de justice pour interpréter et appliquer ces lois dans la solution de toutes les contestations internationales qui ne pourraient être résolues d'une manière satisfaisante par voie de négociation.

"Telle est donc la forme actuelle de cette proposition qui émana de cette capitale (Paris), il y a plus de deux siècles. Son auteur n'avait à consulter aucun ouvrage sur la loi internationale; Grotius, Puffendorf et Vattel n'avaient encore rien publié sur ce sujet. Le grand tribunal qu'il proposait était une

⁾ Donc actuellement plus de 250 ans!

cour permanente de justice composée des représentants de tous les royaumes ou gouvernements connus; la seule différence matérielle entre la forme originale de ce projet et celle qu'il a maintenant, n'est pas un changement, mais une addition.

"Les Amis de la paix d'Amérique, qui ont peut-être donné plus d'attention à cette mesure en particulier qu'à toute autre, ont cru indispensable à l'ordre et à la paix des nations, qu'il ne fût pas seulement établi une Cour de justice ou d'arbitrage, mais aussi un Code international bien défini, ayant autorité, et qui gouvernerait les décisions de ce tribunal en réglant les disputes qui lui seraient soumises, et ils ont jugé l'établissement d'un Code comme étant la première et la plus importante mesure à prendre pour l'organisation de la paix permanente et universelle. Ils sont soutenus dans cette conviction par le témoignage d'auteurs profonds et par l'expérience douloureuse faite par les nations encore souffrantes des animosités et des guerres désastreuses du passé.

"La loi des nations, dit Vattel, est autant au-dessus de la loi civile par son importance, que les affaires des nations et des souverains surpassent dans leurs conséquences celles des simples particuliers."

"Combien donc la loi des nations devrait-elle être complète et explicite! Combien devrait-elle être soigneuse de tous points; combien ces principes devraient-ils être fixes! Et pourtant, cela est étrange à dire, cette loi si importante n'a jamais été rédigée en forme de Code, ') et beaucoup de ses principes sont encore matière à discussion, et ont été fréquemment des occasions de guerre. Pour nous servir du langage d'un écrivain habile sur ce sujet, "nous n'avons pas de loi semblable, et ce qui se passe sous ce nom n'est que l'œuvre sans autorité d'individus irresponsables, vivant à des époques différentes et souvent en désaccord avec eux-mêmes." Ni Grotius ni ses commentataires n'ont fourni de Code international. Ils n'avaient pas l'autorité nécessaire, et ils nous ont seulement donné une compilation de précédents, d'opinions et d'arguments; leur courage est celui d'étu-

^{&#}x27;) On le voit, la question n'a rien perdu, hélas! de son actualité... sans y rien changer! Ce que disait Elihu Burritt en 1849, on peut le répéter actuellement,

diants, mais non de législateurs, et toute son autorité résultede la déférence accordée spontanément au génie, à l'érudition et à la sagesse de ses compilateurs.

"Ce n'est pas une loi, mais un argument; ce ne sont pas des décrets, mais des règles; ce n'est pas un Code, mais un traité; et les nations ont la liberté de l'adopter ou de le rejeter comme il leur plaît, soit qu'elles cèdent à la force de l'habitude ou à celle de l'opinion publique.

"La première œuvre prescrite à un Congrès des nations serait de reviser et de reconstruire le Code international actuel, comme il a été nommé, et ensuite de le soumettre, pour êtreratifié, aux différentes Assemblées nationales représentées au Congrès.

"Pour accomplir une œuvre de cette importance nous présumons que chaque nation enverreit au Congrès ses hommes d'Etat ou ses jurisconsultes les plus profonds, de sorte que toute la sagesse et toute l'expérience des législateurs du siècle seraient amenées à se concentrer dans ses délibérations. Les bases de la représentation et le mode suivant lequel les différents délégués des nations seraient élus sont des détails que l'on a pensé devoir réserver à un état plus avancé du projet. Mais seulement pour fournir la proposition avec tous ses éléments, supposons qu'un délégué pourrait être nommé par chaque million d'habitants d'un pays; si toutes les nations du monde civilisé consentaient à cet arrangement, nous pourrions donc avoir une assemblée d'environ trois cents membres, dont trente-six peut-être représenteraient la France; trente la Grande-Bretagne, et vingt les Etats-Unis. (Se reporter à la population de ces pays en 1849.)

"Ces bases étant adoptées, une telle représentation serait suffisamment populaire, si elle était appuyée pas les Assemblées législatives des différents gouvernements constitutionnels; et quand même quelques monarchies absolues enverraient des délégués au Congrès, leurs votes et leurs voix ne modifieraient point le caractère populaire et la constitution de l'Assemblée: car un tel Congrès représenterait le principe du suffrage universel appliqué aux nations, à peu près de la même manière qu'il est appliqué aux individus sous un gouvernement de forme républicaine ou constitutionnelle. Les votes que la Russie, par

exemple, aurait droit de donner seraient soumis à la condition rigide du principe démocratique.

"Ils n'auraient pas plus d'influence sur la solution d'une question que le même nombre de votes exprimés par les Etats-Unis, ou la plus petite république.

"Un peuple possédant le suffrage universel ou même limité n'aurait donc rien à craindre même de l'admission d'un ou de deux pouvoirs despotiques dans une telle assemblée, car ceux-ci y constitueraient inévitablement une petite minorité incapable d'en modifier les décisions.

"D'ailleurs, la tâche prescrite au Congrès serait si spéciale, et les matières si naturelles et abondantes, que l'on ne serait point exposé à traiter des sujets étrangers à la discussion. L'Assemblée ne serait nullement obligée de se lancer dans un champ inexploré de théories diverses; sa première, sa grande œuvre serait seulement de reviser un système de principes, de précédents, de maximes et d'opinions qui auraient déjà acquis le nom et même une partie de l'autorité d'un code international. Tout ce que Grotius, Puffendorf, Vattel et d'autres hommes de grande érudition ont produit, serait dans les mains de ses membres.

"L'expérience des siècles passés et les nécessités présentes et à venir de la Société des nations pourraient guider leurs délibérations: de plus, chaque pas qu'ils feraient serait dirigé par la sagesse collective des nations qu'ils représenteraient.

"Par exemple, le Congrès pourrait être en session en même temps que les différentes Assemblées nationales par lesquelles il aurait été constitué, afin que ses décisions fussent ratifiées une à une. Supposons qu'il puisse se réunir dans quelque ville convenable de Suisse ou sur quelque autre territoire neutre et libre de toute influence locale propre à influer sur ses conclusions; il procéderait immédiatement à la revision et à l'adoption du Code international, article par article et clause par clause; aussi il pourrait être transmis aux Assemblées législatives en session à Londres, à Paris, à Francfort 1), à Washington et dans les autres capitales. Au bout de six mois, peut-être, le dernier paragraphe serait élaboré et ratifié par toutes les Assemblées nationales qui seraient représentées au congrès.

¹) On se rappelle qu'en 1849, il y avait la diète de Francfortsur-Mein.

"Nous aurions alors un Code sagement créé, rédigé, sanctionné et solennisé par tout le prestige moral et l'autorité la plus imposante que puisse donner la législation humaine.

"Choisis par les représentants des peuples, les délégués composant cette Assemblée législative la plus sublime qui se soit jamais réunie sur la terre, soumettraient leurs délibérations à l'Assemblée nationale de leurs pays respectifs pour être revues, amendées et adoptées par elles. Ici encore les peuples prennent part à l'établissement de ce Code, ils ajoutent le sceau de leur suffrage à ses statuts et il devient la loi commune des nations.

En arrivant à ce résultat nous aurions fait le premier grand pas vers l'organisation de la paix dans la Société des nations: nous aurions établi une base sur laquelle leurs relations pourraient être réglées par des principes de justice et d'équité clairement définis et solennement reconnus. Alors il y aurait encore un pas à faire d'une égale importance: ce serait de constituer le tribunal international permanent qui fasse interpréter et appliquer ce Code dans la solution des questions soumises à ses décisions. Le Congrès, entrant dans la seconde partie de ses travaux, tracerait le plan pour l'établissement de cette haute Cour des nations, et ce plan serait adopté de la même manière que le Code lui-même. Supposons qu'il prescrive la nomination de deux juges temporaires ou à vie, par le gouvernement ou le pouvoir législatif de chaque nation représentée au Congrès: ce nombre nous est suggéré par la Constitution du Sénat des Etats-Unis, composé de deux délégués élus par l'Assemblée législative de chaque Etat grand ou petit. Si l'on pense que ce tribunal doive remplacer immédiatement le Congrès, nous supposerons que celui-ci continuerait pourtant ses séances jusqu'à ce que les juges fussent nommés.

"Les deux grands objets pour lesquels il était convoqué étant accomplis, il s'occuperait de questions moins importantes jusqu'à la réunion de ces juges et l'ouverture de la Cour suprême. Par exemple, il rédigerait un plan pour établir pour tout le monde civilisé l'uniformité de poids, de mesures, de monnaie, de la taxe des lettres, et créer d'autres facilités pour les relations sociales et commerciales des nations, les préparant ainsi à entretenir entre elles les rapports qui existeraient entre les membres d'une vaste et paisible communauté.

"Nous atteignons à la grande fin de notre système. La haute Cour des nations est ouverte avec toute la solennité convenable. Nous supposons que chaque nation a élu deux de ses hommes les plus profonds et les plus éminents pour la représenter à la place qui lui est assignée dans cette grande assemblée: occupant la plus sublime position à laquelle le suffrage du genre humain puisse les élever, ils agiraient, nous le présumons, avec le sentiment de la dignité et de la responsabilité de leur haute mission. Constituant la plus haute Cour d'appel, après le tribunal de l'Eternelle Justice, ils essaieraient d'assimiler autant que possible leurs décisions à celles de l'Eternelle Sagesse.

"Ici donc nous complétons l'enchaînement des lois et de l'ordre universels, nous organisons un système qui doit réunir les grands cercles de l'humanité et régler les rapports mutuels des nations par les mêmes principes de justice et d'équité qui gouvernent les relations des plus petites communautés. Nous établissons un ordre social par lequel les grands peuples, sans déposer une seule prérogative de leur souveraineté légitime, consentent à être assujétis à la loi commune des particuliers; car notre système, s'il était adopté, ne retrancherait rien à l'indépendance des différents Etats. Ni le Congrès, ni la haute Cour des nations, ne prétendraient exercer aucune juridiction sur les affaires intérieures d'un pays, ni mettre directement en œuvre aucune influence politique contre ses institutions. Il ne serait pas destiné non plus à réunir les divers pays du monde civilisé en une confédération politique semblable à celle des Etats-Unis d'Amérique.

"Le grand tribunal international que nous proposons ne serait pas comme la Cour suprême des Etats-Unis, à laquelle, non seulement les trente petites républiques, mais encore chaque habitant du territoire de l'Union, a droit d'en appeler pour tous les cas qui ne peuvent être jugés par les autorités inférieures.

"Les diverses nations pourraient toujours conserver toutes les prérogatives de leur mutuelle indépendance; même si des difficultés venaient à s'élever entre elles, elles devraient chercher à les résoudre, comme avant, par voie de négociations. Mais si cet expédient ne suffisait pas pour les amener à un accord honorable et satisfaisant, elles référeraient alors le sujet de la contestation à l'arbitrage de la haute Cour que, de concert avec les autres nations, elles ont constituée dans ce but.

"L'existence d'une telle Cour d'appel faciliterait inévitablement la solution de ces différends au moyen de la négociation, qui maintenant est souvent embarassée et entravée par sa dangereuse connexité avec l'appel aux armes.

"Toutes les fois qu'une difficulté s'élèverait entre deux pays, le dernier recours des parties, après que la négociation aurait échoué, ne serait plus le terrible jugement du champ de bataille, mais la décision calme, impartiale et pacifique du haut tribunal des peuples. Et quand une fois l'idée de la guerre aurait été déracinée de l'esprit des nations par l'idée d'une administration de justice et d'équité, les appareils guerriers et toutes les menées que la guerre exige et crée, disparaîtraient graduellement de la société internationale. Les différents pays s'habitueraient bientôt à référer leurs causes à cette haute Cour avec autant de confiance que les divers Etats de l'Union américaine soumettent maintenant leurs sujets de contestation à la décision de la Cour suprême des Etats-Unis.

"On lit souvent sur la liste des causes portées devant cette cour "New-York contre la Virginie, ou Pensylvanie contre Ohio", et bien que le verdict pèse lourdement sur l'une des parties, il arrive rarement qu'il soulève un murmure.

"Nous pourrions voir de la même manière, parmi les décisions du tribunal international, la cause de la France contre l'Angleterre, du Danemark contre la Prusse, du Mexique contre les Etats-Unis.

"On objecte que les peuples et les gouvernements ne sont pas encore préparés à un état de la société semblable à celui que nous voudrions établir, et que dans leurs dispositions actuelles ils ne consentiraient pas à soumettre leurs différends à un tel tribunal; qu'il n'y aurait aucun pouvoir militaire capable de les forcer à obéir à l'autorité de ces décisions, et que toutes les nations civilisées ne pourraient pas être amenées à consentir à cet arrangement.

"Nous leur répondrons seulement que nous ne sommes pas forcés de faire reposer les moyens pratiques de notre projet sur la disposition ou l'état actuel des gouvernements et des peuples; l'édifice de la société internationale que nous voudrions élever doit être l'ouvrage de plusieurs années d'un travail continuel¹); c'est pierre à pierre que le temple de la paix universelle doit être construit, et quand la dernière sera posée et que tout sera préparé pour en ouvrir les portes à la fraternisation des peuples, alors ils seront prêts à se donner la main et à former une sainte alliance pour bannir de leur communauté la guerre avec sa longue suite de haines et de misères.

"Les moyens que nous nous proposons d'employer tendraient à disposer l'esprit public dans le monde entier à adopter avec bonheur cette condition de fraternité que notre système organiserait.

"Ces moyens seraient une série de congrès semblables à celui qui est réuni en ce moment dans cette enceinte.

"Que nous faut-il pour nous rendre capables d'organiser la paix permanente au moyen d'une haute Cour des nations? Il nous faut d'abord la sympathie et l'appui de l'esprit public, puis il nous faut l'adhésion des gouvernements et l'adoption, par eux, d'un système universellement demandé par l'opinion publique."

(1849. 24 août.)

Nous reviendrons sur ce congrès; nous ne voulons pas, pour l'instant, nous perdre dans trop de détails, craignant de fatiguer ceux qui liraient ces lignes, mais nous ne résistons pas au plaisir de citer encore le discours par lequel Victor Hugo a clos ces assises de la paix:

"Nous allons nous séparer, dit le poète, mais nous resterons unis de cœur (oui! oui!). Nous avons désormais une pensée commune, messieurs, et, une commune pensée, c'est en quelque sorte une commune patrie.

"Oui, à dater de ce jour, nous tous qui sommes ici, nous sommes compatriotes! — (Je me souviens des applaudissements qui accueillirent ces paroles; on eût pu croire qu'ils ne s'arrêteraient pas!)

"Vous avez pendant trois jours délibéré, discuté, approfondi, avec sagesse et dignité, de graves questions, et, à propos de ces questions, les plus hautes que puisse agiter l'humanité, vous avez pratiqué noblement les grandes mœurs des peuples libres.

¹⁾ Hélas! Elihu Burritt ne savait pas en 1849 que deux ans plus tard Napoléon III ferait tellement reculer l'Europe que ces *quelques* années deviendraient un demi-siècle!

"Vous avez donné aux gouvernements des conseils amisqu'ils entendront, n'en doutez pas! Des voix éloquentes se sont élevées parmi vous, de généreux appels ont été faits à tous les sentiments magnanimes de l'homme et du peuple, vous avez déposé dans les esprits, en dépit des préjugés et des inimitiés internationales, le germe impérissable de la paix universelle.

"Savez-vous ce que nous voyons, savez-vous ce que nous avons sous les yeux depuis trois jours? C'est l'Angleterre serrant la main de la France, c'est l'Amérique serrant la main de l'Europe, et quant à moi, je ne sache rien de plus grand et de plus beau!

"Retournez maintenant dans vos foyers, rentrez dans vos pays le cœur plein de joie; dites-y que vous venez de chez vos compatriotes de France! dites-y que vous y avez jeté les bases de la paix du monde, répandez partout cette bonne nouvelle, et semez partout cette grande pensée!

"Ce matin, à l'ouverture de cette séance, au moment où un respectable orateur chrétien tenait vos âmes palpitantes sous la grande et pénétrante éloquence de l'homme cordial et du prêtre fraternel, 1) en ce moment-là, quelqu'un, un des membres de cette Assemblée, dont j'ignore le nom, lui a rappelé que le jour où nous sommes, le 24 août, est l'anniversaire de la Saint-Barthélemy. Le prêtre catholique a détourné sa tête vénérable et a repoussé ce lamentable souvenir. Eh bien, ce souvenir, je l'accepte, moi! Oui, je l'accepte.

"Oui, cela est vrai, il y a deux cent soixante-dix-sept années, à pareil jour, Paris, ce Paris où vous êtes, s'éveillait épouvanté; au milieu de la nuit, une cloche qu'on appelait la cloche d'argent, tintait au Palais de Justice, les catholiques couraient aux armes, les protestants étaient surpris dans leur sommeil, et un guet-apens, un massacre, un crime où étaient mêlées toutes les haines, haines religieuses, haines civiles, haines politiques, un crime abominable s'accomplissait. Eh bien! aujour-d'hui, dans ce même jour, dans cette même ville, Dieu donne rendez-vous à toutes ces haines et leur ordonne de se convertir en amour! Dieu retire à ce funèbre anniversaire sa signification sinistre; où il y avait une tache de sang il met un rayon de lumière; à la place de l'idée de vengeance, de fanatisme et de

^{&#}x27;) Victor Hugo fait allusion ici au discours de l'Abbé Duguerry, curéde la Madeleine.

guerre, il met l'idée de réconciliation, de tolérance et de paix; et grâce à lui, par sa volonté, grâce aux progrès qu'il amène et qu'il commande, précisément à cette date fatale du 24 août, et pour ainsi dire presqu'à l'ombre de cette tour encore debout qui a sonné la Saint-Barthélemy, non-seulement Anglais et Français, Italiens et Allemands, Européens et Américains, mais ceux qu'on nommait les papistes et ceux qu'on nommait huguenots, se reconnaissent frères, et s'unissent dans un étroit et désormais indissoluble embrassement!"

(A ce moment, le pasteur Athanase Coquerel et l'abbé Duguerry assis à la droite et à la gauche de Victor Hugo, émus, se levèrent et, joignant l'action à la parole du président, les bras tendus, s'embrassèrent derrière le fauteuil de Victor Hugo.

— On ne peut se figurer quel fut l'enthousiasme des assistants; jamais je n'ai entendu de plus frénétiques applaudissements.

"Osez maintenant nier le progrès! continue l'orateur, mais sachez-le bien, celui qui nie le progrès est un impie, celui qui nie le progrès nie la Providence, car providence et progrès, c'est la même chose, et le progrès n'est qu'un des noms humains du Dieu éternel! (Bravo, bravo!)

"Frères, j'accepte ces acclamations, et je les offre aux générations futures. Oui! que ce jour soit un jour mémorable, qu'il marque la fin de l'effusion du sang humain, qu'il marque la fin des massacres et des guerres, qu'il inaugure le commencement de la concorde et de la paix du mende, et qu'on dise: Le 24 août 1572 s'efface et disparaît, sous le 24 août 1849!..."

DEUXIÈME PARTIE.

"Le passé, c'est la lampe qui éclaire l'avenir. Il y a des gens toujours prêts à souffler dessus pour l'éteindre." (Almanach de la question sociale. 1895. Page 144.)

I.

Si nous avons insisté sur les congrès de la paix de 1848 et 1849, c'est qu'alors seulement furent posés les premiers jalons de la cause de la paix, cause qui n'avait trouvé des avocats, avant cette époque, qu'en Amérique et en Angleterre, car la Société de morale chrétienne, qui en 1841 constitua un comité de la paix, n'eut d'action, on le comprendra facilement, que dans un milieu religieux restreint. Avant d'en finir complètement avec ces premiers congrès, nous tenons à citer le passage suivant du Journal des Economistes du 15 septembre 1849 et à donner ensuite en exemple à nos contemporains une tentative de voyage collectif de propagande pacifique qui fut pour ainsi dire une annexe du Congrès, tentative que nous voudrions voir renouveler de nos jours:

"Le lendemain de la séance de clôture du Congrès de la paix, les membres de ce Congrès ont été invités à la soirée du ministre des affaires étrangères, et le lundi suivant on a fait jouer tout exprès pour eux les grandes eaux de Versailles et de St-Cloud. Cobden et John Scoble ont été invités aussi à un dîner chez Hippolyte Passy (oncle de Frédéric Passy), ministre des finances, avec quelques membres de la Société d'économie politique.

"Enfin Emile de Girardin a terminé ces fêtes en donnant une somptueuse soirée aux Amis de la paix. Chez de Tocqueville, ministre des affaires étrangères, et chez Emile de Girardin, la variété et le laisser-aller des toilettes formaient un assez piquant contraste avec le formalisme accoutumé et un peu banal des réceptions et des soirées ordinaires.

"A Versailles, un déjeûner improvisé a été donné par les délégués anglais aux délégués américains dans la fameuse salle du Jeu de Paume. M. Cobden, qui présidait, a dit à ses compatriotes, aux délégués des Etats-Unis, du Canada et des autres pays, combien ils avaient tous à se réjouir de la manière flatteuse dont ils avaient été reçus en France par la population et par le gouvernement, ainsi que du succès obtenu par le Congrès."

Nous tenons à noter ici les orateurs qui successivement prirent la parole les 22, 23 et 24 août 1849; on trouvera leurs discours dans les journaux du temps, surtout dans La Presse, le Journal des Economistes de Paris, The Herald of Peace de Londres etc. etc.

De notre côté, dans nos feuilles volantes "Petits plaidoyers et Correspondance cosmopolite", nous donnerons quelques-uns des passages des principaux discours qu'il ne nous a pas été possible de citer dans la première partie de ce travail.

Voici donc la liste des principaux orateurs: Gueroult, consul de France, Hippolyte Peut, le révérend Asa Mahan, Jean Journet, Henri Vincent, Auguste Guyard, Richard Cobden, Athanase Coquerel, Joseph Garnier, Suringar, Francisque Bouvet, Jules Avigdor, Emile de Girardin, Ewart, Frédéric Bastiat, Joseph Sturge, Henry Richard, l'abbé Duguerry, Amasa Walker, Frédéric Bodenstett, Billecocq, Charles Hindley, Edward Miall, William Brown, Gustave d'Eichthal, le révérend Thomas Pyne, Féline, Visschers, Durkee, J. W. C. Pennington, Joseph Brotherton, J. B. Smith, le Dr. Ritchie, Elihu Burritt.

Comme l'année précédente après le premier Congrès de la paix tenu à Bruxelles, les amis de la paix d'Angleterre voulurent rendre compte, dans de grands meetings, du Congrès tenu à Paris, et montrer à une députation de Français l'esprit des populations au delà de la Manche.

A ce sujet des invitations réitérées furent adressées aux membres du bureau et du Comité d'organisation du Congrès de Paris, ainsi qu'à tous ceux qui étaient jaloux de juger par euxmêmes des sentiments de nos voisins. La situation politique était alors fort tendue, et plusieurs des personnes spécialement invitées, tels que Victor Hugo, Coquerel, Francisque Bouvet, tous trois représentants du peuple, et Emile de Girardin, obligé de rester à son poste de journaliste, ne purent se rendre en Angleterre. Michel Chevalier, à ce moment éloigné de Paris, de Cormenin, retenu par le Conseil d'Etat, l'abbé Deguerry, empêché par ses devoirs religieux et Lamartine, souffrant d'une affection rhumatismale, ne furent pas du voyage. La députation, réduite à de minimes proportions, se composa donc seulement d'Horace Say et de son fils Léon Say, alors bien jeune encore, de Frédéric Bastiat, de Joseph Garnier, de Guillaumin, dir: du Journal des Economistes, de Guillemin et de Denis Potonié. — D'autres Français ont pu constater avec quel enthousiasme cette députation fut reçue en Angleterre.

A Birmingham, à Manchester, se trouvaient dans l'auditoire des différents meetings des Français (industriels, artistes, ouvriers), qui, ne pouvant plus vivre en France, avaient porté leurs talents et leur industrie dans des parages à l'abri de la tempête.

Le meeting de Londres eut lieu le 30 octobre au soir, dans la grande salle d'Exeter-Hall. La foule des assistants était serrée et compacte; on peut l'évaluer à six mille citoyens de toutes les classes de la société.

Un millier de personnes avaient pris place sur la plateforme. Des femmes en très grand nombre se trouvaient dans la
salle. A six heures et demie, la députation française et d'autres
étrangers de marque furent introduits par les membres du bureau,
au milieu des plus vives acclamations. L'assemblée entière était
debout, agitant les chapeaux et les mouchoirs en faisant retentir
la salle de hurrahs. — Waterloo, tu semblais oublié ce jour là!...

A côté d'Ewart, membre du parlement et président du meeting, prirent place Richard Cobden, Samuel Gurney, le général Klapka, le célèbre défenseur de Comorn, Horace Say, Frédéric Bastiat, Denis Potonié, Joseph Garnier, Benjamin Smith, Joseph Sturge de Birmingham, le président Mahan de l'Ohio, etc.

Après une chaleureuse allocution d'Ewart et le rapport d'Henri Richard, William Brock, Samuel Gurney, le banquier quaker bien connu, Cobden, Bastiat, Say, Potonié, Garnier et Mahan, prirent successivement la parole et provoquèrent d'enthou-

siastes applaudissements. Des remerciements furent ensuite votés par acclamations à Dufaure, de Tocqueville et Lacrosse, ministres de France (en août, lors du Congrès), pour leur urbanité envers les amis de la paix anglais et américains qui avaient traversé la Manche et l'Atlantique.

Le meeting n'a laissé passer aucune occasion de témoigner sa sympathie pour les Français, et Ewart en parlant de la France, ayant laissé échapper ce lapsus, *royaume*, se reprit aussitôt et dit: La grande République française. Les applaudissements éclatèrent avec frénésie.

Un autre trait des mœurs anglaises a caractérisé cette première journée. Nous voulons parler de l'apparition sur l'estrade de Samuel Gurney. En Angleterre, la démocratie n'est pas comprise tout à fait comme dans d'autre pays, et ce n'est jamais sans produire sur le public une vive impression qu'une cause nouvellement agitée rallie à elle une de ces vieilles renommées acquises par toute une vie de travail et de vertus.

Quelques jours avant le meeting du 30 octobre, Gurney avait publié une lettre par laquelle il déclarait que tout prêt d'argent fait à des gouvernements, pour dépenses de guerre, était immoral, et qu'en outre, on ne pouvait avancer des fonds, pour cette destination, aux Etats obérés de l'Europe, sans les exposer et s'exposer soi-même à une catastrophe inévitable.

Cette lettre avait fortement impressionné, à Londres, le monde financier.

En voyant se lever Samuel Gurney, cet homme respectable, vieilli dans les affaires, on pouvait croire qu'il allait traiter la question de la guerre et du désarmement au point de vue financier. Mais il ne présenta que des raisons philosophiques, et laissa même entendre qu'il verrait avec peine l'association de la paix invoquer en faveur de sa cause des considérations d'un ordre moins élevé.

Richard Cobden, prenant alors la parole, égaya l'auditoire en rappelant d'une part la comédie jouée deux ans auparavant par des partisans de la guerre, qui dénoncèrent une future invasion des Français en Angleterre et provoquèrent de nouveaux armements, et d'autre part l'audace des amis de la paix qui, à la première nouvelle du danger, vinrent tendre une main fraternelle à ce peuple belliqueux et terrible dont on les menaçait.

Il est curieux de constater que le passage suivant de ce discours de Cobden, discours prononcé en 1849, est toujours d'actualité:

"Quand nous fûmes au Congrès de la paix, à Bruxelles, en 1848, je constatai qu'il y avait alors deux millions d'hommesarmés à la solde des différents gouvernements de l'Europe. Et qu'est-il arrivé? C'est que, malgré ces myriades de baïonnettes, les révolutions ont agité le continent avec une telle violence, qu'il n'est pas un trône qui n'ait été plus ou moins ébranlé. Quelques-uns reprennent leur assiette; mais, au lieu de remplacer par un nouveau système celui qui leur a si complètement fait défaut, ils se sont mis à accroître de nouveau leurs armées, de telle sorte que là où il n'y avait que trois soldats, il y en a maintenant quatre. Je me suis souvent mis l'esprit à la torture pour deviner quels sont les motifs qui portent les anciens gouvernements de l'Europe à adopter un procédé siabsurde. Je ne puis m'en rendre compte, à moins qu'ils n'aient pour but d'appeler sur leur pays une suprême confusion, une banqueroute irrémédiable!"

Après le discours de Cobden, interrompu souvent par lesbravos et les applaudissements enthousiastes de la foule d'Exeter-Hall, la parole fut donnée aux membres de la députation française, Frédéric Bastiat, Horace Say, Denis Potonié et Joseph. Garnier.

Il faut noter, pour se rendre compte des sentiments de l'assistance, que toutes les fois que les noms de la Russie et de l'Autriche, qui ont si tristement fait appel à la sanglante voie des batailles, ou que celui du *Times*, qui s'est fait, à cette époque, l'écho des traîneurs de sabre anglicans, sortaient de la bouche des orateurs, des grognements étaient poussés dans toutes les profondeurs de la salle. Le général Klapka et ses compagnons, victimes de la force brutale, ont, au contraire, à divers reprises, été l'objet d'ovations sympathiques et touchantes.

Arrivée le lendemain à Birmingham, la députation tint son second meeting dans l'immense et magnifique salle de l'Hôtel-de-ville.

Le vénérable Joseph Sturge le présida. — Son nom est cher au delà de la Manche, car Sturge est un de ceux qui ont le plus contribué à l'abolition de l'esclavage. Les bancs avaient été enlevés pour donner plus d'accès à la foule empressée. Plus de sept mille personnes, parmi lesquelles quatre ou cinq mille ouvriers, la plupart en costume de travail, restèrent debout pendant quatre heures, écoutant avec la plus religieuse attention des discours où, assurément, rien n'était calculé pour émouvoir la fibre patriotique et populaire. Ces mots de gloire, de victoire, de lauriers et de guerriers, avec lesquels on est toujours sûr d'arracher aux masses de tristes applaudissements, avaient fait place à la pensée de concorde, de paix et de fraternité des peuples. Un témoin de cette imposante fête de la justice internationale dit: "Il serait impossible de rendre l'émotion que j'éprouvai, quand, à l'entrée de la députation française, la voix mâle et vigoureuse de la grande cité ouvrière a fait retentir des acclamations formidables, qui ébranlaient les voûtes du vaste édifice de la municipalité industrielle."

L'allocution de Angel James mérite d'être conservée; se tournant du côté du banc où siégeaient les membres de la députation française, il s'écria:

"Soyez les bienvenus, étrangers, car vous êtes des messagers de paix, et il n'est donné à personne de soutenir un plus beau caractère, de se vouer à une plus noble mission: elle ajoutera un lustre incomparable à votre réputation, quelle que soit celle que vous avez pu acquérir par d'autres travaux. Soyez les bienvenus dans cette bonne ville de Birmingham, pour qui ce n'est pas une petite gloire de seconder la propagande pacifique, alors qu'un si grand nombre de ses enfants consacre son travail à fabriquer des instruments de guerre. Par votre influence, avec votre concours, cette grande calamité ne tardera pas à cesser. Sans doute, vous ne serez pas reçus par lord Palmerston à Downing street, comme vous l'êtes ce soir par notre population ouvrière, mais que du moins l'esprit qui anime cette assemblée serve à serrer les liens de l'amité qui devrait toujours unir les nations."

Dans cette séance, après un discours élevé d'Henri Richard, Frédéric Bastiat, Horace Say, Joseph Garnier et Denis Potonié prirent la parole et comme à Londres, furent accueillis avec des acclamations et des applaudissements unanimes. Le meeting allait se séparer lorsque, sur la proposition du docteur Baldwin, il fut voté et exécuté Three cheers for the French Friends

then presents. Alors s'éleva de tous les points de l'édifice une longue et immense acclamation.

Rappelons, pour faire comprendre la portée de ces manifestations pacifiques, que Birmingham a été de tout temps un grand centre d'énergie morale et d'activité politique. C'est Birmingham qui s'est placé à la tête du mouvement qui a amené en Angleterre la réforme électorale, cette clef de toutes les réformes. "L'opinion, dit Pascal, est la reine du monde." Il faut que cette opinion ait des moyens légaux de prévaloir. C'est Birmingham qui a donné ces moyens à l'Angleterre. C'est à ses persévérants efforts que la classe industrielle et laborieuse doit de trouver accès au parlement et de neutraliser l'esprit belliqueux et brouillon de l'aristocratie britannique.

Nous voudrions voir reprendre ces tournées des voyageurs de la paix, nous voudrions après plus de 40 ans entendre Birmingham les acclamer de nouveau; nous voudrions que ces bandes de pacifiques promenant leurs convictions par le monde ne fussent plus seulement des Français, mais des amis de la paix de tous les pays, enflammant ces braves et honnêtes ouvriers de Birmingham dont nous nous rappelons avoir vu des silhouettes sympathiques dans notre jeunesse; puis ces prédicateurs pacifiques promèneraient pour ainsi dire des congrès ambulants du nord au sud de l'Europe comme de l'ouest à l'est. — C'est ce désir qui nous fait insister sur le voyage de 1849 de nos quelques compatriotes.

Pour laisser à notre travail un cachet de vérité nous reproduisons ci-après le récit de la visite des délégués français à Manchester d'après le *Journal des Economistes* du 15 novembre 1849:

"Le lendemain, jeudi, les délégués français, après avoir reçu une touchante hospitalité au sein des gracieuses et patriarcales familles de MM. Joseph Surge, Charles Sturge et Allbright, après avoir visité l'Exposition des produits de l'industrie des comtés du nord organisée à Birmingham, prenaient le chemin de Manchester pour aller le soir même assister au meeting de cette ville. Il n'est guère possible de décrire l'impression que l'on éprouve lorsqu'on est en face de huit mille personnes, toutes sous l'influence d'une pensée commune, toutes animées du même enthousiasme réfléchi, si l'on peut associer ces deux expressions;

et l'émotion est à son comble quand on vient à songer que ces puissantes démonstrations ont pour objet de réaliser du bien pour l'humanité. Pourquoi faut-il que l'un de nos grands écrivains, un de nos plus puissants journalistes (Emile de Girardin), n'ait pu assister à ce spectacle! Il en aurait parlé sans doute de manière à faire taire les sceptiques et les railleurs, car on n'en peut être témoin sans y puiser une foi inébranlable dans le progrès et dans l'avenir de la civilisation. La réunion avait lieu dans l'édifice construit, il ya quelques années, par l'Association de la liberté commerciale, le plus vaste qu'il y ait probablement au monde pour les assemblées publiques, et dans lequel notre jeune et regretté ami Alcide Fonteyraud 1) avait été électrisé par l'admirable spectacle qu'il nous racontait en octobre 1845. On aurait pu se croire transporté aux jours de la lutte contre le monopole, (The anti-corn-law-league.) C'était, certes, de bon augure, car ceux qui ont su arracher à l'oligarchie britannique le privilège de spéculer sur la faim, sauront bien lui arracher le privilège de spéculer sur la guerre. N'y a-t-il pas, d'ailleurs, une connexité étroite entre la liberté de commerce et la paix? En effet, la légitimité de cette liberté est fondée sur ce principe, que la prospérité d'un peuple est proportionnelle à la prospérité de tous les autres peuples. On peut contester cette vérité économique, mais alors on est fatalement entraîné vers les idées d'antagonisme international, de lutte et de guerre. Que si on l'admet, on doit reconnaître qu'elle est la base la plus logique de la paix et de la fraternité universelle.

"Manchester ne fait donc aujourd'hui (1849) que continuer son œuvre. Il tire les conséquences de son principe, et c'est sans doute la raison de l'incroyable ardeur dont nous avons été témoins.

"L'illustre président de *l'Anti-corn-law-league*, celui qui a tant contribué à ce glorieux succès, par son dévouement, son énergie et ses capacités administratives, Georges Wilson, fut appelé au fauteuil. John Bright prit place à côté de lui. Richard Cobden manquait encore; il eût complété cet admirable trio de manufacturiers qui ont, par sept ans d'efforts, de courage et

^{&#}x27;) Un jour ou l'autre nous reparlerons de ce vaillant champion de la bonne cause, parti tout jeune pour l'au-delà; si la mort l'avait épargné, que de services il eût rendus comme pacifique ardent!

d'éloquence, soutenu et entraîné l'armée pacifique qui a renversé la loi des céréales, la plus grande citadelle de l'aristocratie britannique. Sur l'immense plate-forme, derrière et aux côtés du président, étaient assis les notabilités de la ville et plusieurs industriels accourus des comtés voisins. Un chiffre en dira plus que bien des paroles; il y avait là, sur cette plate-forme, les chefs de maisons valant plus de deux cent cinquante millions!

"La séance fut ouverte par un discours de Wilson, explicatif, historique et plein d'aimables compliments pour la France et pour chacun des visiteurs présents. Massey lut les lettres d'excuse et d'adhésion, et Edmond Fry, de la Société de la paix de Londres, raconta ce qui s'était passé au Congrès de Paris, dans un discours qui fut, à diverses reprises, couvert d'applaudissements, ainsi qu'une allocution originale et spirituelle d'Archibald Prentice.

"Puis la parole fut donnée à John Bright. Accueilli, ainsi que l'avait été Cobden à Londres, Bright, qui a à peine quarante ans (que l'on n'oublie pas qu'il s'agit de 1849), comme Wilson, et qui, comme lui, est doué d'une franche et prévenante physionomie, tint longtemps l'auditoire sous le charme de sa parole. Dans le courant de son discours, il entama une sorte de dialogue avec le public: "Voilà ces Français qu'on voudrait vous faire considérer comme des ennemis naturels. (Shame! Shame!). - Voulez-vous leur faire la guerre? (Never! never!) - Les regardez-vous comme des frères? (Aye! aye!)." Après ces interjections multipliées par huit mille voix: "Eh bien! s'écrie John Bright, poussons donc, en l'honneur de la France, ces triples salves de hurrahs, tels qu'ils savent sortir des poitrines du Lancastèr; et alors se renouvelèrent, avec un degré de plus, les scènes d'enthousiasme de Town-Hall à Birmingham, la veille, et d'Exeter-Hall à Londres, l'avant-veille, et que nous renoncons à décrire 1).

"Cependant, après toutes les émotions, l'auditoire sut encore montrer aux Français qui prirent la parole une flatteuse approbation et une énergique sympathie.

¹⁾ Que l'on ne nous reproche pas d'entrer dans de trop longs détails. Des trois grandes journées de cette campagne pacifique, nous voudrions graver le souvenir dans la mémoire du lecteur et nous regrettons seulement, malgré nos efforts pour leur conserver leur cachet, de ne pouvoir rendre la noblesse et l'originalité qu'elles revêtirent.

"Chacun d'eux, avant de commencer son discours, fut salué par trois immenses vivats (hip! hip! hurrah!), commandés par le président Wilson et qualifiés par lui de "three hearty national cheers". Le même honneur fut fait ensuite aux autres Français, qu'un des membres du bureau eut la délicatesse de désigner au meeting en leur touchant la main.

"Les orateurs français s'étaient aguerris depuis le meeting de Londres. Horace Say, Fr. Bastiat, Denis Potonié prirent successivement la parole; ce dernier fit avec esprit l'énumération des difficultés que les Françaises ont à porter des bas anglais prohibés; il rattacha naturellement l'objet des efforts des amis de la paix aux grands résultats qu'on peut attendre de la grande exposition cosmopolite à Hyde-Park en 1851. Enfin l'allocution de Joseph Garnier, qui s'était heureusement inspiré des discours de Wilson et de Bright, eut le double honneur d'être comprise par plusieurs assistants familarisés avec notre langue française et d'être applaudie en original et sur l'habile traduction de M. Scoble. La fin de ses paroles fut surtout bien vivement acclamée:

"En assistant à ce magnifique spectacle, dont le souvenir sera un des plus beaux de ma vie, dit l'orateur, un regret profond, cependant, traverse ma joie. C'est surtout en ce moment que je sens combien il est malheureux pour notre cause, que l'un de nos trois grands poètes nationaux de France, qui sont aussi des amis et des apôtres de la paix, Béranger (applaudissements), Victor Hugo (applaudissements), Lamartine (applaudissements); je constate combien il est malheureux que l'un de ces génies ne soit pas ici pour comprendre les sentiments rayonnant de huit mille cœurs qui battent dans cette assemblée, et concentrer, pour ainsi dire, ces millions d'étincelles électriques, dans une de ces odes magnifiques qui remplaceraient bientôt, j'en suis certain, les chants un peu sauvages et trop barbares pour notre époque, disons-le tout haut, le Rule Britania des trois royaumes et la Marseillaise de la République française!" (Bravos prolongés).

"Un discours de M. Mahan, président du collège d'Oberlin, dans l'Ohio, termina cette remarquable séance, pendant laquelle on avait encore entendu M. Harvey, filateur et alderman de Manchester, et le révérend docteur Beard. Mahan est un des orateurs américains que l'on a entendus à Paris, et qui ont

frappé le public parisien par une vigoureuse nature, par la simplicité de leur costume, la couleur brunie de leur teint, la facilité d'élocution, l'originalité des gestes, et un mouvement tout particulier de translation et de circonvolution en parlant, pour s'adresser successivement aux auditeurs de droite, de gauche, de devant et de derrière. Lorsque Mahan a dit, aux meeting de Manchester: "J am an American man," il nous a semblé entendre le fameux: "Romanus sum civis," tant il y avait de fierté et de simplicité à la fois dans le geste et dans la voix pénétrante de l'orateur, qui a fait, aux habitants de Manchester, une longue et remarquable harangue, très applaudie.

"Les mêmes "hearty national cheers," qui avaient été poussés par l'assemblée en l'honneur des "French friends," ont été poussés par l'assemblée en l'honneur de "l'American man."

"Il était minuit quand le meeting se sépara au milieu de la plus vive émotion."

II.

Jamais je n'oublierai le *Congrès de la Paix* de 1850 à Francfort sur le Mein, il me rappelle un des plus beaux jours que je passai de ma vie.

Nous étions 7 délégués français, dont je suis le seul survivant; mes six compagnons de route étaient Athanase Coquerel fils, de Cormenin (Timon), Joseph Garnier, Emile de Girardin, Guillaumin, directeur de la Librairie des Economistes, et Ernest Lacan.

La Compagnie du Nord nous fit la gracieuseté de ne nous prendre que demi-place comme à des bébés de moins de sept ans. — En ce temps là on passait par Bruxelles pour se rendre à Cologne, où nous avions donné rendez-vous à nos amis anglais et américains que nous étions heureux de retrouver après une séparation d'un an.

Hélas! nous ne partions que sept de Paris, au lieu de neuf que nous devions être; Frédéric Bastiat avait manqué à l'appel, ainsi que son dévoué Pylade, Paillottet; le premier, très malade déjà du mal qui devait l'emporter, était, accompagné de son inséparable ami, parti pour Rome sur l'avis des médecins.

A Cologne deux bateaux à vapeur furent mis généreusement à notre disposition pour remonter le Rhin jusqu'à Mayence et gaiement, toute la joyeuse bande cosmopolite s'embarqua sur les confortables steamers. — Autour de soi on entendait parler anglais, français, hollandais, allemand, flamand, italien, véritable réunion polyglotte; on eût dit les travailleurs de la Tour de Babel en tournée.

J'avais précédemment descendu ce beau fleuve bordé de ses collines surmontées de ses bourgs demantelés, de ses rochers et de ses verdoyants vignobles échelonnés sur les côtes; avec quel plaisir, au milieu de ces hommes et de ces femmes sympathiques, je refaisais le voyage!

Je songeai alors à préparer un petit discours disant que ces ruines crénelées, qui faisaient un si bel effet sur le ciel brillant, donnaient un spectacle consolant aux amis de la paix, puisque, aujourd'hui, elles avaient cessé d'être une menace pour les burgraves voisins et puisque le touriste pouvait maintenant se promener en paix à leur pied, remplacées qu'elles étaient par de riants et 'gais villages, dont les premières maisons semblaient baigner dans les eaux du fleuve.

En ce temps de rapines et de barbarie, les aigles voraces restaient dans leur aire, prêts à se jeter sur leur proie; la terreur régnait partout, en brandissant l'oriflamme de la guerre de voisin à voisin; aujourd'hui, la paix, le calme, la joie se miraient dans les eaux paisibles et transparentes du beau fleuve, les farouches incursions des seigneurs voraces et sanguinaires étant remplacées par les tranquilles et curieuses excursions des touristes de toutes nations, qui apportaient leur enthousiaste admiration pour ce beau pays et aussi leurs bienfaisants dollars, livres sterling, louis ou frédérics d'or aux habitants qui les accueillaient le sourire aux lèvres.

Quels charmants souvenirs m'a laissés ce délicieux voyage fait en compagnie de ce que Gœthe a appelé "Die Wahl-Verwandtschaft" la famille de choix! — En remontant le Rhin sur ces bateaux à vapeur, en voyant se dérouler devant nous ces frais, gais et paisibles paysages du Rheingau, des bouffées bienfaisantes de pensées de paix montaient du cœur au cerveau, remplissaient tout l'être d'aise et semblaient prédire aux amis

de la paix qu'ils n'accompliraient pas une œuvre inutile en se réunissant à Francfort en un imposant congrès.

N'y avait-il pas là un spectacle des plus fortifiants, une promesse pour l'avenir, puisque les armures d'antan étaient reléguées dans les musées, puisque les riverains qui avaient dû s'enfermer derrière les sombres murailles crénelées de là haut, pouvaient maintenant s'ébattre gaîment sur les rives verdoyantes du Rhin? Oui, le temps viendra où ce qui est arrivé aux Bourgs rhénans arrivera aux forteresses des diverses nations.

Mon petit speech terminé, trop timide (j'étais bien jeune), je n'osai jamais durant le Congrès demander la parole; hélas, pauvre délégué de la paix, j'ai agi en cela comme la plupart de nos députés, qui, durant toute une session n'ouvrent pas la bouche et se contentent de voter!

Plus tard, j'eus la satisfaction de trouver dans un discours de Richard Cobden la même idée que celle de mon petit travail, exprimée par le célèbre leader anglais.

J'ai dit deux mots à ce sujet dans la première partie de cet historique.

Les amis de la paix furent reçus par les Francfortois de la façon la plus charmante et beaucoup furent hébergés par les bourgeois de la ville, qui tenaient à prouver leur zèle pour les idées pacifiques en se montrant gracieux pour les délégués.

C'est ainsi qu'Ernest Lacan et moi nous demeurâmes pendant la durée du Congrès chez un riche serrurier, dont j'ai gardé le meilleur souvenir.

Les séances eurent lieu dans la vaste enceinte de Pauls-kirche, là où peu de temps auparavant s'était réuni le parlement allemand après la révolution de 1848, révolution qui eut son écho à Berlin au mois de mars de cette même année d'agitation, ainsi qu'à Vienne. — Hélas! Francfort était encore morne et abattue en 1850 de la crise par laquelle la ville avait passé, et ses habitants reprenaient un peu de leur animation au souffle d'humanité et d'espoir en des temps meilleurs, que leur apportaient les progressistes humanitaires de tous les pays qui tenaient leur assemblée dans leur chère ville.

Nous ne reproduirons pas les discours qui furent prononcés à Francfort; on le comprendra, ce ne pouvait être qu'une répétition variée des harangues du congrès de Paris de 1849, harangues

dont nous avons donné une analyse détaillée dans la première partie de ce travail.

On en était alors à la phase théorique du mouvement de la paix: il s'agissait surtout d'établir par l'exposé des principes les bases pacifiques du parti, de se compter, de s'affermir chacun dans ses propres convictions en entendant l'écho de sa pensée sortir de la bouche de tous ces convaincus, qui en différentes langues apportaient de tous les pays la conviction commune que les hommes sont créés pour s'aimer et non pour s'entredétruire

A un an d'intervalle, les amis de la paix ne pouvaient encore prendre l'allure pratique que nous nous efforcerons cinquante ans plus tard d'adopter dans nos futures assises.

Une question capitale qui n'avait pas encore été abordée fut mise à l'ordre du jour du congrès de 1850: c'est la question du duel, et, ceci prouve combien le progrès avance lentement, ce n'est, à notre connaissance, qu'au congrès d'Anvers de 1894 que cette question fut remise sur le tapis.

Lorsqu'on va de la place de la Mairie, vers Paris, en quittant le bois pour aller à la place de la Nation (ancienne place du trône), en suivant l'avenue Victor Hugo, on remarque après avoir passé devant la gare de St-Mandé, sur la gauche au N° 5 de l'avenue, un petit pavillon d'un étage seulement, n'ayant qu'une seule fenêtre; c'est là qu'est mort dans d'affreuses souffrances, les intestins perforés par la balle du pistolet du duelliste, le malheureux Armand Carrel.

La voix altérée par l'émotion, des larmes faisant briller ses yeux, Emile de Girardin monta à la tribune du congrès de Francfort de 1850 et, devant un auditoire nombreux, pressé dans la vaste enceinte de Paulskirche, il fit le plus beau discours contre le duel qui se puisse imaginer. — Lui, qui n'était pas orateur, qui parlait pour dire d'utiles choses sans grande éloquence, il s'éleva à une réelle hauteur de persuasion pour ainsi dire magnétiquement communicative:

"Oui, hélas, s'exclama-t-il, j'ai tué Armand Carrel, ce héros de la plume, ce modeste biographe de Paul-Louis Courier, ce défenseur de nos libertés, qui, souvent, a su s'élever aussi haut que son maître, le pamphlétaire incomparable; oui, c'est moi, qui d'une balle brutale ai annulé cette noble existence, ai réduit à néant cette belle intelligence! Oh! qu'au prix de ma

vie, je voudrais raminer ces cendres à jamais froides, que je maudis ces larmes de sang impuissantes que je ne puis retenir!

"Messieurs, je le jure ici par tout ce qui m'est cher; jamais, jamais, rien ne pourra me faire retourner sur le terrain, vous l'entendez, c'est un serment sacré que je vous fais à tous!..."

On comprendra facilement l'enthousiasme que souleva ce sincère discours, et lorsque Athanase Coquerel qui parlait l'anglais et l'allemand aussi bien que le français eut rendu en ces deux langues le discours de Girardin, pour la deuxième, puis pour la troisième fois les applaudissements retentirent mêlés de hurrah! allemands, de hip! hip! anglais et de bravo! bravissimo! italiens.

Le long du Mein existait en ce temps-là un charmant jardin restaurant nommé *Mainlust*, c'est là que gaiement, une fois le Congrès terminé, nous *banquetâmes*, *toastâmes* en faveur de la paix du monde et de la fraternité universelle.

Qu'ils sont doux et tristes en même temps ces souvenirs de jeunesse: doux car ces réunions annuelles d'amis de la justice et de la paix mettent l'espoir au cœur; tristes, car lorsque, après si longtemps on se les remémore, on songe combien avance lentement le progrès!

Certes, les banquets ont cela de bon qu'ils rompent la glace entre les hommes qui se sont réunis en une idée commune, qui sont venus de tous les coins du globe à un congrès afin de proclamer les vérités qui leur sont chères, afin de prêcher leurs doctrines, afin de répandre leurs principes, mais si casser une croûte lie les hommes, à plus forte raison les excursions, les voyages faits en commun par ces mêmes hommes les attachent les uns aux autres par des liens d'amitié et d'estime; les bons ont toujours grand avantage à se mieux connaître, et quoi de plus favorable au développement de l'amitié que cette vie d'intimité qu'amènent les rapports constants entre excursionistes?

C'est à Wiesbaden et à Francfort-sur-Mein, que quelques années auparavant mon père m'avait envoyé pour apprendre l'allemand; je ne cessais de chanter les louanges de ces ravissantes contrées qui s'étendent de la Forêt Noire à Coblenz; les bords du Mein, du Rhin, du Necker n'avaient pas de secrets pour moi; j'étais donc un suffisant cicerone et je sautais de joie à l'idée d'aller à Heidelberg, à Wiesbaden, à Schlangenbad etc. avec mes nouveaux amis.

Emile de Girardin était retourné à sa *Presse*, Ernest Lacan à son rond de cuir, Athanase Coquerel à ses prêches; ce furent Joseph Garnier, M. de Cormenin, Richard Cobden, Elihu Barritt, Henry Richard et tutti-quanti qui entreprirent ces délicieuses tournées aux environs de Francfort, tournées que je n'oublierai de ma vie.

Ces jours ensoleillés de ma prime jeunesse sont pour moi un frais et charmant souvenir, comme un sain parfum qui a conservé dans ma mémoire toute sa douceur et tout son charme.

Cobden et sa gaité expansive, vive et un peu sérieuse, de Cormenin, le doyen de la bande, avec sa bonne figure au sourire fin et un tantinet ironique, Joseph Garnier et son tout petit peu de pédantisme bon enfant, avec son sourire perpétuel quelque peu protecteur derrière ses lunettes, qu'il repoussait sur son nez à chaque instant, Guillaumin, petit et fier d'être l'éditeur de Messieurs les Economistes, à faire croire qu'il avait écrit les volumes lui-même, tout cela formait un ensemble sympathique, agrémenté de si légers tout petits ridicules qui, loin de faire tache, servaient à faire ressortir les qualités de tous ces hommes d'élite, heureux, on le voyait, de n'avoir plus à poser devant un auditoire, de se sentir les coudes en respirant enfin à l'aise, dans l'intimité du sans gêne de la famille de choix (Wahlverwandtschaft).

Aujourd'hui, ils sont morts, tous ces hommes, et si le spiritualisme n'est pas un vain mot, leurs âmes se réjouissent de nous voir chaque jour en rangs plus serrés continuer leur œuvre, prêcher la paix, travailler pour elle en cherchant à faire prédominer la justice, et nous tendre les mains par dessus les frontières, ces barrières d'invention humaine, dont la nature ne veut pas et que l'esprit humain en grandissant renversera, comme un adolescent repousse les soldats de plomb qui ont amusé son enfance.

TROISIÈME PARTIE.

I.

Lorsque l'Empire fut proclamé en France, le mouvement pacifique européen fut frappé de stagnation; Napoléon III avait prononcé les fameuses paroles: "L'empire c'est la Paix" (il le fallait bien pour devenir empereur), et bientôt commencèrent les guerres de l'Italie, de Crimée, et le canon ne cessa plus de tonner qu'à de courts intervalles jusqu'aux journées de Sedan, au râle de la défense nationale et au traité de Francfort.

Où étaient-ils alors, tous les beaux travaux des hommes qui, avant cette époque, avaient fait la guerre à la guerre? — La mode était aux clairons et l'on riait des amis de la paix, qu'on ridiculisait et qu'on renvoyait à leur petit turlututu pacifique, comme disait élégamment le Moniteur Universel de Paul Dalloz, journal qui, après sa décadence à la fin de l'Empire, avait néanmoins conservé sa suprématie chauvine et sa clientèle bourgeoise.

Ce ne fut que vers 1858, 1859, que, me trouvant alors à Berlin, je tentai de réveiller le mouvement pacifique en créant la Ligue du bien public.

Je passai un été à Rudersdorf, au bord d'un petit lac où j'avais pour voisin Rudolf Virchow. Je l'entretins de mon projet, qu'il approuva fort, et je lançai en trois langues (allemand, anglais et français) la circulaire dont un extrait suit, circulaire que j'adressai aux hommes les plus connus et les plus autorisés, les engageant à travailler en commun à l'œuvre de la paix:

"Combattre les monopoles et les spoliations; démontrer les avantages de toutes les libertés; prêcher la paix, tel est notre but.

"Ce vaste projet serait bien ambitieux si nous ne comptions sur le concours des progressistes de tous les pays. Une lettre par an de chacun de nos correspondants suffirait pour alimenter notre publication, véritable correspondance polyglotte, continuant les travaux des congrès de la paix malheureusement interrompus.

"Nous n'aurions pas la hardiesse de vous importuner si nous demandions pour nous, mais si nous désirons le concours de votre talent, c'est pour le bien des compatriotes du cosmopolite, du genre humain, et plus encore pour le bien de nos descendants, car, quant à nous, nous ne jouirons pas encore de ce temps de justice et de paix que nous nous efforçons de préparer. — Trop d'ignorance, de préjugés et d'injustices restent à déraciner!

"Mais qu'importe? armés de la persuasion, continuons à combattre non les hommes, mais leurs erreurs."

Lorsque je revins à Paris en 1863, ma tentative pour fonder la Ligue du bien public avait pris une certaine consistance.

Bien des gens avaient haussé les épaules et je dus réitérer mes appels sans me laisser aller au découragement pendant trois ou quatre ans avant d'obtenir un résultat sensible.

Quelques journaux, parmi lesquels l'Illustrierte Zeitung de Leipzig, mentionnèrent seuls mes efforts.

Je proposais, dans l'appel dont je viens de citer quelques passages, de fonder un journal "Le Cosmopolite", revue mensuelle en français, anglais et allemand.

Frédéric Passy, le 9 novembre 1863 m'écrivit de Nice une lettre chaleureuse, que l'on trouvera plus loin. — Je ne le connaissais pas encore, il épousa la cause de la Ligue et lorsque nous nous rencontrâmes à Paris, il fit des sacrifices pour publier avec Joseph Collet et moi le *Courrier International* de Londres, qui répandait nos idées en anglais et en français.

Ce fut le prélude de la création de la Ligue de la paix, dont il devait devenir le fondateur en 1867.

Il serait trop long d'énumerer les nombreuses lettres que m'écrivirent des hommes éminents de tous les pays, tels de Richard Cobden, Victor Hugo, Schulze-Delitzsch, Ch. François Gabba, John Prince-Smith, Fézandié, Zamoyski, Eugène Pelletan, Gusart, Joseph Card, Chemalé, Gautier, Matessi, Eumorfopulo, Seinguerlet, Patrice Laroque, Henri Richard, John Noble etc. etc., ces deux derniers m'envoyèrent 30 livres sterling, dont 10 livres provenaient du comité des Amis de la Paix de Londres, afin de me mettre à même de publier deux brochures sous le nom de Correspondance Cosmopolite, contenant les adhésions à la Ligue.

Le 10 juillet 1864 Giuseppe Garibaldi m'écrivit d'Ischia-Casa-micciola la lettre suivante:

,Votre entreprise est sainte. Les difficultés qui l'entourent augmentent le devoir de tous les amis de la fraternité des peuples, de l'encourager de leur parole et de l'aider de tous leurs efforts. Si mon nom peut vous être utile, il est à vous et à la cause à laquelle nous nous sommes consacrés."

Cette lettre fut pour moi comme une clé qui m'ouvrit les colonnes des journaux italiens. Elle y fut publiée nombre de fois, ainsi que la traduction de mes appels et des lettres que j'avais reçues. Le 4 juin 1864, l'*Economiste Belge* publia la lettre suivante, que j'avais adressée à Gustave de Molinari, lettre dont je crois utile de reproduire un extrait, détaillant à peu près mon projet:

".... Mon ambition est grande; je voudrais voir se développer une ligue européenne ou plutôt universelle, dont la mission serait de répandre et de vulgariser les vérités qui nousmèneront à notre but, Ligue fédérale des peuples, Ligue du bien public, vous voyez que mon *Cosmopolite* n'est qu'un des côtés, un des moyens de la tentative que j'ai rêvée.

"Pourquoi ce qui est vrai ici serait-il faux là; croyez-vous que si l'Anti-Corn-Law-League, au lieu de répandre 9 millions 26 mille brochures et adresses, pesant 200 mille kilogrammes, en une seule année (1843), avait dépensé les 12 millions de francs que lui a coûtés la victoire par la diffusion des vérités acquises en poudre et en fusils pour combattre les protectionnistes derrière des barricades, croyez-vous qu'au lieu de remporter la victoire qui couronna six années de travaux glorieux, elle n'eût pas été étouffée en six mois?

"Et nous n'aurions pas une des plus grandes leçons destemps modernes, la plus belle victoire de la persuasion.

"Cette leçon sera-t-elle perdue? Est-il vrai que l'on ne repousse la force que par la force? Je crois au contraire que l'on ne repousse sûrement la force que par la persuasion et que si l'Europe faisait pour la justice et la paix ce que l'Angleterre a fait pour le Libre-échange, nous arriverions à un résultat certain. En effet, quel résultat comptez-vous obtenir en opposant la force à la force, partisans des grands et prompts moyens,

qui voulez faire la première raison des peuples de la dernière raison des rois?

"Voici trois puissances qui représentent l'absolutisme en Europe. La Russie a porté son actif de force armée de 750 mille à plus d'un million d'hommes '); la Prusse compte en temps de paix 400 mille hommes, et l'Autriche 550 mille; si ces deux dernières augmentaient leur force armée dans la même proportion que la première, elles offriraient à elles trois un chiffre de près de deux millions et demi d'hommes, contre lesquels vous iriez vous heurter; mais ce principe que vous iriez combattre là-bas, avez-vous besoin d'aller si loin pour le chercher? Regardez d'un peu plus près, peuple quel que soit votre nom.

"Est-ce-que vous ne trouvez pas un peu chez vous, sous une forme ou sous une autre, cet absolutisme dont la démocratie moderne ne veut plus? Et ces millions d'hommes que vous iriez combattre, est-ce bien à eux que vous en voulez?

"Telle est la puissance des infernales machines appelées armées permanentes, que chaque homme qui tombe est un partisan futur (et peut-être actuel) de vos nobles aspirations, qu'il soit Russe, ou Prussien, ou Autrichien, car derrière cette dénomination adjective se cache l'homme.

"Que vous faut-il faire? de la publicité. Que nos rangs grossissent.

"... Bientôt notre opinion pèsera dans la balance des peuples. A nos phalanges pacifiques s'uniront tous les hommes de cœur, quand ils entendront notre mot de ralliement: humanité, et quand ils verront sur notre drapeau: justice et liberté!"

De 1863 à 1865, j'eus la satisfaction de voir les documents de la Ligue reproduits et traduits par des centaines de journaux en neuf langues au moins en Europe et en Amérique. Ces publications contribuèrent beaucoup à la création de Sociétés et de Ligues dans différents pays, ainsi que l'attestent les lettres que j'ai reçues alors pour me nommer membre honoraire de toutes ces sociétés, parmi lesquelles la Ligue de l'Enseignement en Belgique, la Ligue de la paix et de la liberté, la Ligue de l'Enseignement en France, la Ligue contre la conscription en Belgique etc. etc.

¹⁾ Combien ces chiffres et les suivants ont été dépassés depuis que cette lettre a été écrite!

Citons parmi les journaux qui ont répondu à nos appels, les premiers qui ont dès cette époque ranimé le mouvement pacifique en Europe:

Le guide du commerce 1); — L'Economiste Belge; — Le Progrès par la Science et la Paix de Bruxelles. — L'Indipendente de Naples, La Rivista Contemporanea de Turin, l'English Leader et le Herald of Peace de Londres, le Commercial Advertiser de New-York, Le Gymnaste Belge d'Anvers, Le Journal politique de la semaine, Le Courrier Français, Le Pilote de la Somme (Abbeville), le Progrès de Lyon, la Mutualité, le Journal des Initiés, l'Annuaire philosophique de L. A. Martin, la Presse, Het Vrije Woord (Anvers), le Financial Reformer (Liverpool), The Bond of Brotherhood d'Elihu Burrit, Le Courrier international (Joseph Collet) et la Chaine d'Union de Londres, Der Arbeitgeber, de Franz Wirth (Francfort), l'Amsterdamsche Courant, La Gaceta Economista d'Alonso de Beraza (Madrid), la Gaceta del Comercio de Santander, La Jeven Asturas d'Oviedo, el Diaro mercantil de Valence, el Obero de Barcelone, Der Bund de Berne, Le Journal de l'Association internationale des Travailleurs de Genève, etc. etc., tous journaux qui reproduisirent mes appels et mes articles.

Un comité central de la Ligue universelle du bien public se forma à Anvers le 14 avril 1866. — Sous le régime impérial on ne pouvait songer à la France.

Le comité d'initiative était composé d'Alfred Jal, professeur, Eugène Dumoulin, rédacteur en chef du journal l'*Escaut* et Vicart, correcteur du même journal.

Le minimum de la cotisation était fixé à 1 franc; le N° de la *Mutualité* du 15 mai 1866 a publié le règlement du comité central provisoire d'Anvers.

Vers la fin de l'année 1866, le comité d'Anvers mit à exécution le projet primitif de publier mensuellement le Cosmopolite, mais malheureusement les abonnés français ne purent guère recevoir cette revue, que le gouvernement de Napoléon III empêcha presque constamment d'entrer en France. Peu de temps

¹⁾ Nous indiquons les journaux qui suivent d'autant plus volontiers qu'en dehors de leur qualité de précurseurs, ils offrent dans leurs collections aux chercheurs à venir des documents précieux sur le mouvement pacifique de la 2e moitié du XIXe siècle.

après, des comités locaux de la Ligue se formèrent à Catane, à Naples et dans différentes autres localités. Nous lisons à ce sujet dans le N° du 15 septembre 1866 de la *Mutualité* de Paris:

"On nous écrit de Berne qu'il se prépare dans cette ville une traduction de la *Correspondance cosmopolite*, afin de répandre parmi les populations de la Suisse allemande les principes que défend la Ligue.

"A Naples, le comité de la Ligue du Bien Public projette aussi d'éditer la Correspondance cosmopolite en italien, aussitôt qu'il sera assez riche pour se permettre ce luxe. Le comité anversois de la Ligue se propose pour le mois de novembre de provoquer des conférences sur les principes adoptés. Le comité à ajouté l'abolition de la peine de mort à son programme."

Du N° du 15 août de 1866 (Mutualité) nous extrayons le passage suivant: "Quelques partisans de la Ligue universelle du bien public se sont réunis aux Vendanges de Bergerac à Ménilmontant, afin de fêter en famille le séjour à Paris de M. Charles Nauroy, correspondant du comité d'Anvers de la Ligue dans le département de la Gironde.

Plusieurs toasts ont été portés: Aux correspondants de la Ligue en province et à l'étranger, A la coopération universelle, A la justice etc. Nous avons remarqué MM. Delorme, Pierre Denis, du Courrier français, Fribourg, Horn, de l'Avenir national, Edmond Potonié, André Rousselle et Jules Vinçard de l'Economiste français et de la Mutualité. MM. Cuxac, Louis Jourdan du Siècle, Perdonnet et Thirifocq avaient exprimé par lettres leurs regrets de n'avoir pu assister à ce banquet de famille. 1)

En 1867, deux Ligues ayant à peu près le même but, du moins en apparence, se fondèrent à Paris: ce furent La ligue de la Paix (transformée plus tard en Société des amis de la paix, puis en Société de l'Arbitrage, et la Ligue de la Paix et de la Liberté; la première fondée par Frédéric Passy, la seconde par Jules Barni, Alfred Naquet, Emile Accolas et d'autres.

¹⁾ Si nous entrons dans quelques détails qui sembleront peut-être insignifiants, c'est que nous tenons à signaler quelques uns des hommes influents d'alors qui furent les premiers à entrer dans le mouvement pacifique.

Ce fut alors que la Ligue de la Paix m'envoya une carte de membre fondateur, et que la Ligue de la Paix et de la Liberté me demanda les documents de la Ligue du bien public. Elle avait chargé Alfred Naquet de faire l'historique de la Ligue du bien public et je remis à cet effet à ce dernier tous les documents de la Ligue, qui malheureusement ont été perdus, probablement lorsque Naquet et Accolas ont été arrêtés sous l'Empire peu de temps après. Ce travail sur la Ligue n'a jamais été fait. L'Evening Star de Londres et l'Europe de Francfort s'émurent du silence fait par les nouvelles Ligues sur la Ligue du bien public, qui avait été leur berceau, et publièrent en 1867 en français et en anglais l'article suivant, que nous copions dans le Rationaliste de Genève du 23 janvier 1868, qui reproduisit ce document: "Nous lisons dans l'Evening Star:

"A propos de la Ligue de la Paix, ces dernières années, Edmond Potonié a beaucoup travaillé, voyageant en tous pays et écrivant sans relache à chacun, dans le but d'organiser une ligue dans ce genre. A notre connaissance certaine, c'est lui qui le premier a écrit la fameuse devise: "Guerre à la guerre", qui a été si souvent "le titre d'articles de la Liberté d'Emile de Girardin; il écrivit ensuite divers articles sur "Ce que coûte la guerre", dont l'un fut jugé digne par Victor Hugo d'être reproduit dans un passage du volume "W. Shakespeare". Enfin il a fondé une Ligue du bien public¹) et commencé vers 1866 la publication d'un journal le Cosmopolite, contenant des listes d'adhérents parmi lesquels se trouvent les noms les mieux connus.

"Or, la Ligue de la Paix ne diffère en rien de la Ligue du bien public; elle a le même but, le même programme, les mêmes adhérents.

"Comment se fait-il donc que le nom de celui qui a eu le premier l'idée n'a jamais été même prononcé? Devons-nous croire que l'ingratitude soit le seul signe par lequel la nouvelle Ligue puisse être distinguée de l'ancienne? Il suffit peut-être que l'attention publique soit attirée sur ces faits pour que cet oubli apparent soit réparé."

^{&#}x27;) Voir pour détails de la naissance de ces Ligues du bien public, de la paix etc., le No du Travailleur du 8 mai 1879, article signé Scribonius (M. Maître de Londres).

II.

Nous voici arrivé à un passage de notre historique pénible à écrire pour nous, car on peut dire que la Ligue du bien public a été le trait d'union entre le mouvement antérieur de la paix et l'agitation pacifique qui dura de 1865 à 1870 et fut repris après la guerre franco-allemande pour aller se développant de plus en plus jusqu'aujourd'hui. Or, ayant été l'instigateur de la dite Ligue, je me trouve forcément mêlé à ses agissements plus que je ne le désirerais pour parler ici de cette période avec toute liberté d'allure.

Il est si désagréable d'avoir à dire: J'ai fait ceci, j'ai fait cela... (le moi aime à se rendre tout petit) et pourtant il faut que je me fasse violence si je ne veux pas mettre la vérité sous le boisseau; ... je me contenterai donc d'être aussi laconique que possible.

Voici comment je signalai dans le Réveil de la Saintonge la différence qu'il y avait entre la Ligue universelle du bien public et la Ligue permanente de la paix. Dans l'article cité, cette différence a échappé à l'Evening Star:

"La Ligue de la paix a pour but exclusif la propagation des idées de paix indiquées dans sa déclaration; sa durée est indéfinie 1).

"La Ligue du bien public a pour but exclusif la propagation des idées de justice, émises par elle dans ses différentes publications et qui se résument comme suit: Plus d'armées permanentes, plus d'impôts indirects, plus de monopoles, toutes les libertés, séparation de l'Eglise et de l'Etat, instruction pour tous, solidarité humaine, égalité de l'homme et de la femme, arbitrage international, abolition de la peine de mort (inviolabilité de la vie humaine). De la justice découlera la paix ²). La Lique du bien public pourrait s'appeler Ligue de la justice, Ligue de la revendication.

¹⁾ Déclaration de l'Appel aux Amis de la Paix.

³) On le voit, la Ligue de la Paix et de la Liberté adopta à peu près le même programme que la Ligue du bien public.

"Sa durée est limitée par son but. Elle n'aura plus de raison d'être lorsqu'il n'y aura plus d'injustices à combattre. Hélas! elle court risque de durer longtemps."

"Vers 1859, lorsque nous lançâmes la première idée de cette Ligue, nous rencontrâmes des sympathies. Les adhésions nous vinrent de tous les pays. Des journaux en toutes langues reproduisirent nos appels... puis nous avons vu nos premiers adhérents fonder des ligues analogues à la Ligue du bien public, mais moins radicales 1). — Nous fûmes heureux de ces échos, nous applaudîmes à ces tentatives qui vont à moitié chemin. Elles aidèrent à la réalisation de notre rêve, mais bien que l'on nous ait reproché notre radicalisme, dussions-nous ne voir surgir de nos efforts qu'un nombre restreint de Ligueurs du bien public, nous maintiendrons nos prémisses: La paix ne peut découler que de la justice. 42)

Une lettre adressée par nous à l'Indépendant de la Drôme fera comprendre une autre différence notable qui existait entre la Ligue du bien public et la Société parisienne des amis de la paix d'alors:

"On nous demande sur quel terrain religieux se pose la Ligue universelle du bien public.

"Notre cause est la cause de la nouvelle Babel, cette Babel qui, au rebours de l'ancienne, tend par la diversité à l'harmonie, par la dissemblance à l'égalité, par la multiplicité à l'unité, et qui au dessus de toutes les patries, de tous les droits, de toutes les religions, proclame la patrie nouvelle, l'humanité, le droit commun, l'égalité, la religion nouvelle, la solidarité des hommes et des peuples.

"Comment cette solidarité des hommes et des peuples estelle possible tant que les hommes resteront parqués dans les

¹) On peut signaler parmi les différences de la Ligue du bien public avec d'autres Ligues, ce détail caractéristique que, sous l'Empire, on laissa la Ligue de la paix, par exemple, agir librement, tandis que l'on entravait constamment la Ligue du bien public dans sa propagande; ainsi le Progrès par la Science, le Cosmopolite, le Courrier international furent très souvent arrêtés à la frontière. Dans la même semaine, sur six numéros du Progrès par la Science, souvent cinq n'ont pu parvenir au lecteur français!

^{*)} Dans le volume Un peu plus tard, on trouvera des détails très exacts sur la Lique du bien public.

dogmes où les retient leur ignorance? Pouvons-nous être assez insensés pour penser arriver à notre but en respectant l'erreur, en ménageant la superstition? Nous avons inscrit sur notre drapeau: Liberté de conscience, mais que l'on nous comprenne bien: Ce que nous voulons c'est faire la lumière, c'est éclairer les intelligences; il faut que nos ligueurs acceptent les conséquences de nos prémisses. Autrement, qu'ils ne s'embarquent pas avec nous.

Nous préférons être moins nombreux et bien d'accord, que d'être beaucoup et désunis. Nous puisons notre force dans l'union et dans nos convictions bien arrêtées.

"Ce que nous voulons en créant notre Ligue du bien public, c'est ce que demande aussi M. E. Boutteville: Qu'il se forme une vaste association destinée à embrasser dans son sein l'humanité tout entière. — Il suffirait pour en être membre de confesser et de reconnaître que la morale indépendante de toute croyance religieuse procède essentiellement de la nature de l'homme et qu'elle contient en elle-même son principe et sa sanction.

"Cette société aurait pour but définitif ce que n'ont pu ni les conquérants par la force des armes, ni les législateurs par celle des lois, ni les fondateurs de religions par la puissance du dogme, de réaliser le rêve du sage, de Zénon en particulier, d'inaugurer cette république universelle dans laquelle tous les hommes, tous les peuples doivent un jour se confondre et se donner la main, libres, égaux et frères.

"Telles sont nos aspirations, tel est notre but. Nous voulons nous associer pour travailler et retravailler, semer et resemer la vraie science, appeler à l'œuvre les hommes formant ce peuple d'élite disséminé dans le monde, qui, constituant la nationalité du progrès, marchera à la conquête de la dignité humaine, cette redemptrice de l'avenir."

Peu de temps avant la guerre de 1870, comme secrétaire de la Ligue du bien public, j'adressai un appel aux Allemands, appel qui fut reproduit par la presse allemande et envoyé à beaucoup d'associations au delà du Rhin. Nous l'extrayons du Réveil de la Saintonge (de Saint-Jean d'Angély) du 8 juin 1870.

"A nos frères d'Allemagne,

Voici ce que vient de dire le général Douai au 55° de ligne et, ainsi que le fait observer le *Phare de la Loire*, cette allocution peut faire croire à un mot d'ordre parti d'en haut: "... Vous allez vous livrer à des travaux pleins d'intérêt et "qui vous donneront l'occasion de prouver votre instruction et "votre intelligence. Ces simulacres de guerre ne sont pas sans "importance. Ils peuvent, d'un jour à l'autre, devenir une sénrieuse réalité.

"N'avons-nous pas des voisins ambitieux et avides qui "brûlent de désir de franchir notre frontière? Ils assistent avec "joie au spectacle de nos agitations, ils se réjouissent des attaques "dont l'armée est l'objet dans la personne de son auguste chef. "Leurs convoitises grandissent, et dans leur arrogance ils disent: "Non, la France n'est plus une puissance!"

L'homme prudent assure sa maison avant l'incendie, il met dessus un paratonnerre avant que la foudre ne soit tombée; les peuples doivent avoir la sagesse de préparer leur paraguerre et ne pas attendre que l'épouvantable fléau ait commencé à ravager l'humanité, pour laisser éclater l'expression de leur horreur du meurtre, pour manifester leur réprobation! — Que cette réprobation générale vienne atteindre à temps encore ceux qui, abusant de mandats trop absolus, ne craignent pas de plonger les populations dans la désolation et la misère.

Frères de l'Allemagne, une question prime toutes les autres; Pas de guerre! tel est le cri qui doit s'échapper de toutes les poitrines de la Vistule à la Méditerranée et de la Mer Noire à l'Océan. Pas de guerre, si les peuples ne veulent pas retourner sur leurs pas; pas de guerre, s'ils veulent assurer le bien-être et la moralité de l'avenir!

Eh bien! ce cri, nous pouvons le pousser avec ensemble et précision: faisons cet appel à la raison, aux convictions de tous; servons-nous de cette force invincible, la persuasion! et, croyez-le, alors, seulement alors, on n'osera plus déclarer la guerre en vos noms, peuples européens!

Faites pour ainsi dire vos cahiers contre la guerre, motivez les raisons qui vous la font repousser; que chaque ville, que chaque village rédige son manifeste pacifique, que tous les adhérents signent "cette espèce de pétition à la conscience publique!" signez tous et partout!

Réunissons tous ces documents, publions-les à profusion; organisons la grande agitation pacifique contre la guerre, contre le meurtre, contre la force brutale: nos armes sont la plume et la parole. Que nos adhésions en masse aux idées de justice et de paix prouvent que le canon, "la dernière raison des rois", ne sera pas la première raison des peuples!

Paris, juin 1870.

EDMOND POTONIÉ.

III.

En 1868 le bruit de ma mort se répandit je ne sais comment. Des journaux anglais, américains, italiens publièrent même d'assez longues nécrologies, dans lesquelles on faisait selon l'habitude l'apologie de celui qui n'était plus. J'adressai, aussitôt que je connus ce bruit, la lettre suivante à la Libre-Conscience, dont j'étais un des rédacteurs:

"Paris, 16 juillet 1868.

"Cher monsieur et ami,

"Plusieurs journaux, le *Petit Jounal*, le *Temps*, l'Avenir National, le Siècle, etc., ont annoncé ma mort. C'est une erreur. Dieu merci, je me porte bien. Je vous saurais gré de démentir ce fait dans la Libre-Conscience."

Les journaux ne furent pas aussi empressés à annoncer ma résurrection qu'ils l'avaient été à annoncer ma mort.

M. H. Havard reprit l'idée de la Ligue du bien public dans un exposé qu'il fit un peu avant la guerre, dans l'Ecole Maçonnique de Nantes du 16 mai 1870. Comme beaucoup d'autres, il ne me croyait plus de ce monde, mais bientôt nous nous réunîmes et nous allions reprendre notre propagande quand la guerre éclata.

Les Allemands enserraient Paris, lorsqu'un italien, Sormani, vint me trouver et, me rappelant le siège de Milan, proposa de lancer ce que nous appelâmes les ballons propagandistes. Je réunis à la hâte quelques amis, partisans de la Ligue du bien public, et nous formâmes un nouveau comité de la Ligue.

Ce fut un spectacle sans précédent que de voir dans une ville assiégée des hommes s'occuper de la question de la paix. Vers la fin de 1870, une affiche, dont voici la teneur, s'étalait sur les murs de Paris:

LIGUE DU BIEN PUBLIC Société de propagande républicaine.

Réunion publique dimanche 9 octobre à 2 heures précices, rue d'Arras no 3 (Ve arrond^t).

Ordre du jour:

Communication du citoyen Agostino Sormani au sujet de la propagande à faire dans le camp prussien, au moyen de circulaires traduites en allemand et lancées par des ballons.

Propositions à l'assemblée des différentes rédactions à adopter.

Les organisateurs:

Cyrille Lamy, Edmond Potonié, Agostino Sormani.

PS. Nous prions les dames de vouloir bien honorer cette réunion de leur présence.

Cette séance fut brillante et nombreuse. Plusieurs appels aux assiégeants furent adoptés et publiés dans les journaux du siège, puis traduits et imprimés sur de petits bulletins que les ligueurs aéronautes devaient laisser tomber sur les Allemands au moment où le ballon passerait au dessus des troupes qui entouraient Paris. Les soldats auraient été en possession de ces écrits avant que les officiers eussent eu le temps de les leur arracher.

Ce projet a eu un commencement d'exécution.

L'appel de Victor Hugo fut emporté par Nadar (Tournachon) qui, de son ballon, le laissa tomber sur l'armée allemande. Déjà Sormani et moi, nous avions été trouver M^{me} Godard, seule à Paris alors, pour commander des ballons, quand l'ordre vint de Trochu, défendant la mise à exécution du projet, qui ne pouvait s'accorder naturellement en rien avec son fameux plan.

Voici l'appel que j'avais rédigé et qui fut couvert d'un grand nombre de signatures:

"Peuple allemand,

"Veux-tu que l'histoire te maudisse en te comparant aux Huns d'Attila, veux-tu être considéré comme une honteuse abjection du XIX° siècle, traîner tes chaînes ensanglantées au milieu de l'Europe?

"Veux-tu rester esclave? si tu le veux, continue à faire la guerre à la République Française; si tu ne le veux pas, repasse le Rhin et va briser tes chaînes en chassant tes rois; alors l'histoire te pardonnera peut-être de t'être souillé en te faisant depuis le 4 septembre le complice de Guillaume. Ton roi a dit qu'il faisait la guerre à un gouvernement et non à un peuple; s'il l'a oublié, souviens-toi et ne nous retire pas cette croyance que les peuples ont de l'honneur, quand nous avons cru que les rois et les empereurs seuls en manquaient."

Nous ne nous contentâmes pas de ce projet de ballons propagandistes et, comme secrétaire de la Ligue, par ballon ordinaire, en m'adressant à la presse, je fis une active propagande dans le même esprit en province et à l'étranger.

Les évènements dispersèrent les ligueurs, beaucoup furent tués pendant la guerre et la commune; d'autres furent déportés, et quant à tous les documents de cette phase de la Ligue, l'incendie du Palais de justice de Paris les anéantit.

Voici ce qui était arrivé.

Je ne connaissais pas personnellement Raoul Rigaut. Quelle calomnie a été répandue sur mon compte, je l'ai toujours ignoré. J'ai soupçonné une femme qui avait volé dans l'établissement que je dirigeais d'avoir voulu se venger de moi, parce que je l'avais mise à la porte; toujours est-il que Raoul Rigaut lança un mandat d'arrêt et fit faire une perquisition chez moi; il fit saisir tous les documents de la Ligue, qui, m'a-t-il été assuré, devaient m'être rendus après examen.

Ceci se passait le 18 avril 1871; les journaux de la commune des jours suivants, tels que les organes de Félix Pyat, Blanqui, Rochefort etc, protestèrent contre la violation de mon domicile, en déclarant que j'étais un très bon démocrate et que ces abus de pouvoir étaient déplorables

The sale of the sa

En 1876, me trouvant à Berlin, je ne pus qu'indirectement faire revivre la Ligue dans le Journal de Berlin, dans la Feuille d'Olivier et enfin dans le Cosmopolite.

Nous n'entrerons pas dans les détails de cette campagne; signalons seulement ce fait caractéristique.

L'Association libre allemande des mécaniciens dont l'adresse au meeting ouvrier de la paix du 25 août 1878 à Paris se trouve dans le *Cosmopolite* 1) avait réuni ses membres pour me recevoir.

J'eus la satisfaction, ayant dit dans un discours en allemand, devant un auditoire de 500 personnes, que l'annexion de l'Alsace-Lorraine étant une menace pour l'Europe et une charge pour l'Allemagne, le bien-être ne pourrait revenir au delà du Rhin que lorsque les Allemands se seraient détaché ce boulet du pied, j'eus, dis-je, la satisfaction d'être applaudi avec enthousiasme par l'assemblée entière. Mon auditoire était composé d'ingénieurs et d'ouvriers mécaniciens, donc des plus avancés travailleurs de Berlin, il est vrai, mais j'étais loin de m'attendre à ce résultat.

Encore une fois, que le lecteur me pardonne, ayant été, à cette époque, constamment mêlé aux agissements de la Ligue, d'avoir été obligé de trop parler de moi; heureusement que cette tâche ingrate de mon travail se termine ici.

IV.

Nous croyons qu'il n'est pas sans intérêt, au point de vue de l'historique du mouvement pacifique actuel, de donner quelques extraits de la Correspondance cosmopolite, ²) correspondance qui

¹⁾ Voici cette adresse:

[&]quot;Les membres de notre corporation voient (et saluent) avec joie votre tentative de remplacer la force brutale employée jusqu'à présent pour trancher les différends internationaux, par le réveil d'un vrai sentiment de la justice et la création d'un tribunal arbitral international. Ils se déclarent prêts à aider et à protéger de toutes leurs forces votre entreprise humanitaire.

[&]quot;Au nom et par décision de la corporation."

⁽Suivent les signatures.)

Relativement à la *Ligue du bien public* on pourra consulter avec fruit le roman *Un peu plus tard* d'Edm. Potonié-Pierre; voir principalement les chapitres II, VI et VII de la deuxième partie.

³) 2 Brochures parues vers 1865 – 66 et Revue intitulée: *La Mutualité*. Janvier à décembre 1866.

fut le point de départ du réveil de la propagande des amis de la paix.

Je reçus de Frédéric Passy la lettre suivante, qui prouve que dès 1863 cet infatigable ami de la paix était dévoué à notre cause. Après avoir paru dans la première brochure: "Correspondance cosmopolite," cette lettre fut reproduite par un grand nombre de journaux et traduite en anglais (Herald of Peace), en italien, en espagnol etc. (Commercial Advertiser de New-York, l' Economiste belge, Rivista contemporanea etc.)

Nice, 9 décembre 1863.

".... Je vous remercie, Monsieur, d'avoir songé à me compter parmi les personnes dont la collaboration vous paraît désirable, et je m'empresse d'ajouter que si, pour servir avec quelque utilité la cause à laquelle doit être consacré le Cosmopolite, la première condition est de comprendre la grandeur et l'importance de cette cause, cette condition au moins ne me fait pas défaut.

"Non seulement, en effet, je crois, comme vous, à un avenir où prévaudront davantage les sentiments équitables et sages, à un avenir de paix, de justice et de solidarité croissante et comprise; mais, comme vous aussi, pour préparer et assurer cet avenir, qui est désormais le grand intérêt commun de toutes les nations, je crois à la nécessité d'une action commune des hommes éclairés et dévoués de toutes les nations. Le temps est venu enfin, me semble-t-il, puis que, enfin, il y a une opinion publique du monde civilisé, de donner à cette opinion internationale un organe international comme elle, et de réunir manifestement aux yeux de tous en un faisceau chaque jour plus puissant tous ces désirs épars et affaiblis par leur dispersion, mais nombreux et ardents, de concorde, d'union et de respect mutuel. Si les peuples, comme vous le dites, hélas! au détriment de leur honneur et de leur prospérité, se laissent encore entraîner si souvent dans les voies décevantes de la spoliation et de la haine, c'est que chez chaque peuple la sagesse et la science sont le lot du petit nombre et les préjugés et les passions parlent plus haut qu'elles. Mais de peuple à peuple les préjugés et les passions se combattent et se neutralisent, tandis que chez tous la sagesse et la science tiennent le même langage. Que pourraient donc ces voix

discordantes et contradictoires à côté de l'imposant concert des voix de toute langue et de toute nation qui, sur la surface entière du globe, proclament incessamment l'utilité de la famille humaine et la convient à se confier d'un commun accord à la justice! Et pour former ce grand et magnifique concert, pour assurer à ces voix l'autorité qui leur manque trop encore, faut-il autre chose que les réunir? Pour montrer à ses adversaires et à elle-même combien est nombreuse et forte l'armée universelle de la cause du progrès commun, ne suffit-il pas de faire au grand jour le dénombrement de cette armée, et de donner à ses soldats qui s'ignorent l'occasion de se compter?

"C'est, Monsieur, ce résultat que, d'après vos énonciations, vous voudriez travailler à atteindre! c'est dans ce but que vous adressez à tous les hommes de bien, sans distinction, un même et public appel; cet appel sera-t-il tout d'abord entendu? Le bataillon sacré qui doit entreprendre et mener à bien la sainte croisade de la paix est-il prêt à se former à votre voix? Allonsnous voir enfin cette moderne Lique du bien public? Il serait téméraire peut-être de se flatter d'un tel succès, et vous-même ne semblez pas vous faire d'illusion sur la longueur de la tâche et sur la grandeur des obstacles à vaincre. N'est-ce rien déià. cependant, que la pensée d'un tel appel se soit présentée à bien des esprits, et qu'il soit possible de la faire entendre? Eussiezvous élevé la voix si, à bien des signes non trompeurs, vous n'aviez reconnu qu'elle n'expirerait pas sans écho? Ne vous lassez donc point de l'élever encore et de la faire retentir jusqu'aux extrémités de l'horizon. Et si réellement nous sommes dignes de commencer cette grande œuvre, si le Cosmopolite, en parcourant sa carrière, sait rester fidèle aux sages pensées, aux nobles aspirations, aux fermes convictions qui forment son programme, vous aurez, Monsieur, par votre généreuse initiative, rendu un signalé service au genre humain et donné raison, une fois de plus, à ces énergiques et pacifiques champions de l'initiative individuelle, qui attendent tout de l'effort volontaire et de l'Association libre

FRÉDÉRIC PASSY."

".... Je sympathise entièrement avec vos labeurs cosmopolites.

"J'ai lu avec un grand intérêt votre article Ce que coûte la guerre, et je suis bien aise de voir exposés en langue française des faits et des chiffres semblables . . . Nous devons continuer nos efforts dans le chemin du devoir, et en laisser le résultat à la bénédiction du Ciel

Milhurst, 4 janvier 1864.

RICHARD COBDEN."

— 1863. —

".... Vous ne vous trompez pas d'adresse: J'aime la paix du fond de mon cœur. Je veux faire avec vous et comme vous la guerre à la guerre; non seulement à la guerre étrangère, mais à la guerre civile; et pour cela vous prenez le bon moyen: c'est de répandre le bien-être par l'association et l'instruction. Vous avez évidemment le teu sacré; c'est le commencement de tout; vous avez aussi la jeunesse, que je vous envie, vous pouvez semer la paix et la liberté avec les lumières

JULES SIMON."

".... Je tiens à vous dire que toutes mes sympathies vous accompagnent dans vos utiles efforts pour la paix et pour le progrès

Guernesey, Avril 1864.

VICTOR HUGO."

J'extrais de la volumineuse correspondance cosmopolite que je reçus les passages suivants, qui, je le crois, ont un grand intérêt pour le lecteur soucieux de ne laisser perdre aucune idée utile.

Naturellement nos correspondants ne peuvent être d'accord entre eux et avec nous sur tous les points, mais nous devons respecter leurs convictions et donner leurs pensées telles quelles.

Voici le projet d'établissement d'un Tribunal international ou Cour suprême des nations, pour le règlement des différends internationaux, de John Noble, de Brighton, que l'auteur nous envoya en 1865 '): Ce fut le premier travail de ce genre publié en France.

¹⁾ Publié dans la première brochure: Correspondance cosmopolite (1866), pages 2, 3 et 4.

Quel pourrait être le plan de la constitution et des devoirs: de ce tribunal?

- 1º Il serait designé sous le titre de Tribunal international d'arbitrage, ou sous celui de Cour supréme des nations.
- 2º Il se composerait de deux représentants de chacune des nations qui reconnaîtraient sa juridiction, choisis parmi les hommes d'Etat les plus habiles et les plus expérimentés, et recevant une rétribution convenable.
- 3º Ces représentants seraient respectivement nommés par les divers gouvernements investis du pouvoir de déclarer la guerre et de conclure la paix.
- 4º Il se réunirait périodiquement à Paris, à Londres, ou successivement dans d'autres capitales, et serait pleinement autorisé à faire lui-même ses règlements de mesures intérieures.
- 5º Les membres de ce tribunal seraient nommés tous les ans, ou bien à de plus longs intervalles, et formeraient une courpermanente, qui s'assemblerait chaque fois que ses services deviendraient nécessaires.
- 6º Un des premiers travaux qui lui incomberaient serait évidemment la révision du droit international, auquel il devrait donner des bases plus satisfaisantes et plus généralement reconnues.
- 7º La juridiction de ce tribunal se bornerait aux relations des peuples entre eux; le principe de non-intervention dans les affaires intérieures serait rigoureusement observé. En outre, il n'interviendrait dans un différend que lorsque toutes les négociations pour un arrangement à l'amiable auraient échoué; dans ce cas, le gouvernement offensé ferait appel à son arbitrage, au lieu d'avoir recours à une déclaration de guerre.
- 8º Les séances de ce tribunal seraient publiques, et les questions qui lui seraient soumises seraient décidées à la majorité des juges présents.
- 9º Dans les diverses questions sur lesquelles il aurait à seprononcer, les représentants des nations intéressées ne siègeraient jamais en qualité de juges; ils rempliraient simplement le rôled'avocats de leurs gouvernements respectifs.
- 10° Chacune des nations qui se feraient représenter à cetribunal contribueraient pour une part proportionnelle aux dépenses générales de la Cour; quant aux émoluments des représentants, ils seraient payés par chacun des gouvernements.

11° Dans le cas où un Etat refuserait de se soumettre à une décision rendue par cette Cour, les autres puissances suspendraient aussitôt leurs relations diplomatiques avec lui. L'honneur de toutes les nations représentées au sein du tribunal serait engagé au maintien de son autorité. Tout acte de guerre commis contrairement à ses décrets serait considéré comme un acte de piraterie.

Nous croyons intéressant de donner quelques-uns des noms des amis de la paix de la première heure qui envoyèrent leur adhésion à la *Ligue du bien public*. Combien de ces ligueurs sont morts depuis 1866! — Nous n'avons pas la première liste d'adhérents, mais voici la seconde, publiée dans le N° du 7 décembre 1866 du *Cosmopolite* d'Anvers:

P. Allendt, Naples. — Jules Andrieux, Paris. — Comte Arrivabène. -- Bourgoudt, Paris. -- Boucheret, Rochefort en terre (Morbihan). — L. Bonyoud. — Henri Carle, Paris. — Martin Carlé, Figuères. — Chapitet, Lyon. — Paul Coq. — Chennevière, Paris. — Alexandre Delmar, New-York. — Alfred Darimon. — Irénée Dauthier. — J. G. de Vasson, Paris. — G. de Molinari, Bruxelles. — Angély Feutré, St-Imier (Isère). — Grégoire. — Dr. Lemaire. — A. J. Nieuwenhuis. — Henry Schmahl. — Alfred Suebet. - Alfred Suchet. - Paul Thouzery. - Thiboust. -Louis Thiébaut. — Jules Vinçard, Paris. — Jean Gries-Traut, Alger. — Looymans, Bruxelles. — Julien Launay, Rennes. — Longevin, Rennes. — Jean Macé, Beblenheim. — Eug. Mangé. Laroche Chalois (Dordogne). — John Noble, Brighton. — R. Peak, Hagelwood (Devonshire). — Timothée Riboli, Turin. — Germain Sarrut, Beaulieu (Loir et Cher). — William Stockes, Manchester. — Ed. Sève, Bruxelles. — Simon Stern, New-York. - Tupin, Rennes.

Voici encore quelques noms:

Julius Rupp, Königsberg. — Johannes Ronge, Francfort. Uhlich, Magdebourg. — Sachse, Halberstadt. — Balzer, Nordhausen. — Albrecht, Ulm. — K. G. Stollberg, Gotha. — Schulze-Delitzsch, Potsdam. — Ernest Dapples, Berne. — E. Chemalé. P. Gauthier. — Eugène Pelletan, Paris. — André Zamoyski, Varsovie. — Joseph Card, Genève. — Antonio Gusart, Barcelone. — A. E. Cherbuliez, Zurich. — H. Dussart. — Fezandié, New-York. — Rudolf Virchow. — John Prince-Smith,

Berlin. — Ch. François Gabba. — Henry Richard, Londres. — A. Audiganne. — Michel Chevalier. — Comte Foucher de Careil, Paris. — A. Picot, Rennes. — Dr. F. H. Silvestre, Paris. — Chupin, Lyon. — Joseph Vinot, Paris. — Henri Martin, Paris. Varlin. — A. Pardoux, Ambert. — François Gitteur, Anvers. — Père Gratry. — A. Eumorfopulo. — S. A. Matessi, Syra (Grèce). — Ch. M. Limousin, Paris. — etc. etc.

Genève, 9 avril 1866.1)

"... M. Perrot, du canton de Neuchâtel, major fédéral, vient de publier une brochure sur les armées permanentes et les armées de milices. Je vous recommande spécialement cette brochure, qui chasse de l'eau à votre moulin. Vous en ferez certainement usage pour votre correspondance cosmopolite. En attendant je vous en donne un extrait, qui contient des chiffrestrès intéressants.

M. Perrot reconnaît tous les mérites des armées permanentes, qui, par leur organisation, par leur homogéneité, l'esprit de corps etc., deviennent un instrument puissant dans la main d'un chef, surtout pour la guerre d'invasion; il donne pourtant la préférence aux armées de milices. Et voici comme il en parle:

Le soldat citoyen n'est pas une caste séparée de l'Etat. Il ne subit pas la transformation morale qui s'opère chez le soldat permanent. Il reste lui, tout entier, il est prêt à tout accorder aux chefs qui le lui demandent, à savoir toute la force de son intelligence mise au service de la patrie. Plus vous laisserez de place à l'initiative, plus aussi vous moissonnerez richement.

"Ce ne sont pas là des paroles à effet, lancées pour éblouir, c'est la conviction profonde d'un homme qui, partout où il tourne les regards, remarque que l'homme ne peut arriver à son plus grand développement qu'autant que, soumis aux règles existantes, il peut faire tout l'usage voulu de la force créatrice déposée dans la tête et le cœur de chacun de nous.

"Quels sont les pays qui produisent le plus? Ceux où l'individu n'est pas absorbé par la masse, ceux où chaque homme conserve sa valeur personnelle. Ce sont les pays du self government, c'est l'Angleterre malgré tous ses abus, c'est l'Amé-

¹⁾ Correspondance cosmopolite, page 22.

rique, qui en quatre ans, elle novice dans la carrière des armes, a écrasé la révolution la plus terrible des temps modernes; l'Amérique qui, par une armée créée à l'improviste, a accompli ce qu'aucune armée permanente n'aurait pu faire.

"C'est la Suisse enfin qui, malgré son tempérament ardent et ses passions politiques, se développe dans toutes les branches et gagne aujourd'hui l'affection et le respect du monde.

"Mais enfin, continue M. Perrot, quels sont les avantages que nous retirons de notre système de milices? Ils sont de différentes natures: statistiques et moraux. 1)

Le major général Perrot signale que les avantages que les Suisses tirent de leur système de milices, sont de différentes natures: statistiques²) et moraux.

"Avec notre système, ajoute-t-il, l'Europe obtiendrait une plus grande garantie pour la paix universelle; les guerres de conquêtes ne seraient plus possibles au même degré, car les soldats citoyens ont d'autres ambitions que celle de se faire un nom; les guerres pour la défense du territoire seraient beaucoup facilitées, car chaque homme combattrait pour ses foyers et sa famille.

"Mais les armées de milices offrent d'autres avantages encore. Elles deviennent une école pour la nation entière. Chaque soldat prend des goûts d'ordre, de simplicité, d'obéissance et de respect à l'autorité. Il apprend à vivre en commun avec ses concitoyens; les préjugés qu'il nourrissait peut-être en son cœur tendent à tomber. Il s'établit entre les parties du tout un lien commun d'intérêts: l'égoïsme de clocher tend à s'effacer et des liens d'affection sont cimentés peut-être pour toujours.

^{&#}x27;) Si nous insistons sur cette lettre, c'est que la Ligue du bien public, dès ses débuts, demanda le remplacement des armées permanentes par les milices nationales, et que pratiquement les ligueurs d'Anvers et parmi eux surtout M. Happel, professeur de gymnastique, parvinrent en fort peu de temps à enseigner le maniment des armes, mieux que l'on ne l'apprenait dans l'armée aux jeunes gens qui demandaient l'abolition de la conscription (voir le Gymnaste belge d'Anvers, 1865—66).

²) Les chiffres qu'il reproduit d'après Staempfli datant de 1866, nous ne croyons pas devoir les donner ici; les personnes qui voudraient les comparer avec la statistique des armées permanentes actuelles les trouveront dans la *Correspondance cosmopolite*, page 23.

"La Suisse ne peut pas oublier que c'est à son armée qu'elle doit en partie sa régénération, armée qui, aujourd'hui encore, poursuit son œuvre.

"Lorsque aux uns a incombé la tâche de rétablir l'ordre, aux autres celle de protéger une frontière qu'ils ne connaissent que de nom, les sacrifices que ces devoirs leur imposent sont une garantie qu'ils aimeront davantage le pays qu'ils défendent, et ceux qui auront été gardés n'oublieront pas non plus à quel prix.

"Si les armées permanentes ont, par leur organisation même, une plus grande homogénéité, si elles semblent posséder, par la gloire qu'elles offrent aux plus braves, un plus grand élément de forces 1), l'armée suisse, par son patriotisme et le mélange continuel qu'elle impose aux confédérés, a pour elle des gages de force plus puissants encore que ceux qui reposent sur des principes moins purs.

"Ce n'est pas seulement au point de vue moral que nous reconnaissons à la constitution militaire suisse sa force, c'est aussi au point de vue intellectuel. Le peuple tout entier instruit à la même école s'y forme et acquiert des connaissances qui lui seront toujours utiles. Si nous pouvions voir les fruits de l'instruction répandus dans le peuple Par ces écoles populaires, plus d'une voix qui blâme peut-être aujourd'hui ne trouverait pas assez d'éloges. C'est parce que nous avons vu les fruits de cette instruction que nous soutenons notre manière de voir.

"Qu'est-ce qui pourrait développer davantage la valeur patriotique, sinon le sentiment que c'est pour le pays que l'on s'impose tous ces sacrifices, que celui-ci appartient à chacun de nous, au pauvre comme au riche, au moins doué comme au plus intelligent, que c'est un dépôt confié au sang de chaque citoyen?

"Le devoir glorieux de le défendre incombe à tous, et il n'est point l'apanage d'une caste d'hommes mise à part. Il impose à tous les citoyens le privilège de l'honneur et du devoir,

^{&#}x27;) N'oublions pas que nous citons là les opinions d'un militaire de profession et que l'on comprendra sans peine que certains passages de son travail seraient pensés et dits autrement par nous, mais nous croyons devoir respecter scrupuleusement le texte en faveur de l'excellent pas fait en avant par le peuple suisse, en attendant l'abolition complète des armées permanentes.

parce que tous sont soldats. Il ne crée pas cette prédominence du militaire sur le civil, car tous sont militaires et citoyens."

Je crois devoir reproduire dans son entier la lettre suivante, que je reçus avec un vif plaisir:

"Le premier numéro du Cosmopolite m'a été remis par l'ami Gauthier; après en avoir pris connaissance nous nous empressons de vous adresser notre adhésion, car votre Ligue du bien public, c'est l'affirmation de la solidarité des peuples et la revendication des principes éternels de justice; c'est, sous une forme plus ample, la réalisation d'un projet qui nous occupe depuis longtemps, ¹) et à la réussite duquel nous avons consacré tous nos efforts. Nous avons un but commun; il est donc possible, utile et désirable de réunir en un vaste et solide faisceau tous les efforts individuels tentés jusqu'ici; et vous pouvez compter de notre part sur un concours actif et dévoué.

"Votre programme est aussi le nôtre:

Emanciper les peuples par la science;

Réclamer le droit commun et combattre les privilèges;

Mettre l'individu en libre possession de soi-même, afin de former, par la réunion d'individus libres, des groupes libres;

Transformer la guerre actuelle en une pratique avantageuse pour tous: la lutte pacifique des aptitudes et des intérêts sous la forme du travail.

"Les obstacles sont nombreux; mais nos moyens sont puissants!

"Notre drapeau enveloppe l'humanité tout entière et porte pour devise:

Revendication des principes de justice!

Liberté individuelle!

A service égal, produit égal!

Extinction de l'antagonisme international!

"Cependant, ne nous dissimulons pas les résistances intéressées; que le désir de vaincre ne nous fasse pas oublier le but; pas de fusion; pas de compromis!

"L'histoire est là pour nous guider dans la voie; l'homogénéité est le principal élément de succès. Mille . . . cent . . . dix bien unis et c'est assez! Ici, la bonne volonté ne suffit pas:

Association internationale des Travailleurs.

il faut avoir en soi l'idée et être complètement dégagé depréjugés, sous peine de faiblir à la tâche et de faire obstacle aux efforts combinés du groupe. C'est à la condition d'épurer ses soldats, comme Gédéon au passage du torrent, qu'on peut compter sur la victoire.

"Un principe une fois admis, marchons à la conquête des droits qu'il engendre, d'un pas lent, s'il le faut, mais ferme et égal. A ces conditions le monde est à nous; la révélation s'enfuit avec la politique; et la terre, dégagée des brouillards actuels, voit enfin s'élever à l'horizon, pour l'échauffer et l'éclairer, le soleil de justice.

Tout à vous et à la Ligue E. CHEMALÉ. P. GAUTHIER.

13 Avril 1866.4

La Ligue universelle du bien public et la Correspondance cosmopolite, qui en fut le premier résultat, peuvent être à bon droit considérées comme l'origine du mouvement actuel de la paix, car ce furent les premiers adhérents à la Ligue qui fondèrent les sociétés connexes d'antan; nous croyons donc d'autant plus utile de donner encore quelques extraits de lettres. On trouvera, agitées dans ce congrès par correspondance, des questions encore actuelles aujourd'hui; on y remarquera des conseils bons à suivre en tout temps et par toutes les sociétés. En outre, la Ligue poursuit plus que jamais sa campagne de propagande et appelle à elle des adhérents nouveaux. 1) Tout en faisant partie d'une autre société de la paix, on peut adhérer à la Ligue du bien public, du moment où l'on en admet les principes.

Ernest Dapples nous écrivit de Berne le 26 décembre 1865-(Corresp. Cosm. page 26):

"Votre Correspondance cosmopolite des amis de la justice et votre Ligue universelle du bien public renferment des idées justes et grandes.

"L'humanité dans son ensemble, et chaque peuple en particulier, peuvent profiter beaucoup des travaux d'une ligue recrutée

¹⁾ Adresser les adhésions au Secrétaire général: Edmond Potonié-Pierre à Fontenay-sous-bois près Paris. — Sur demande on recevra les statuts de la Ligue.

dans toutes les nations et arborant pour drapeau les grands principes de la paix, de la liberté et de la justice.

"Sans doute, cette même idée a déjà germé dans plus d'un cœur et dans plusieurs pays. Elle appartient à notre époque; elle est la résultante nécessaire du développement actuel de l'humanité; elle eût été impossible dans les anciennes sociétés barbares. Elle suffit pour caractériser toute la différence qui existe entre notre civilisation actuelle et les civilisations d'alors. Mais à vous, monsieur, appartient d'avoir donné un corps à cette idée, d'avoir posé le problème qui, à mon avis, sera résolu du moment où il aura été sérieusement posé au bon sens de l'opinion publique.

"Il est évident que les peuples et l'humanité, dans leur grande majorité, veulent la paix, la liberté, le libre-échange.

"Ces choses sont *possibles*; pour y arriver, il suffit de *vouloir*. Le principe de l'association est puissant; si une association se compose de la majeure partie de l'humanité, rien ne pourra lui résister.

"Pour être utile, il faut que votre idée se réalise sur une vaste échelle. Pour réunir la plus grande somme possible de sympathies, il faudrait, selon moi, pour commencer, ne poursuivre à la fois qu'un petit nombre de buts bien déterminés, bien précis, afin qu'ils puissent être plus vite atteints, et que les résultats obtenus puissent servir d'encouragement aux travaux subséquents.

"Posez une question, par exemple celle de l'abolition des armées permanentes, à laquelle se rattacherait comme corollaire la supression des douanes ou bien toute autre question d'importance générale, mais posez-la d'une manière impérieuse et ne quittez le champ de bataille que lorsqu'elle sera résolue. Provoquez une discussion générale dans la presse, provoquez des écrits spéciaux sur la matière, répandez-les par millions d'exemplaires, suivez en cela l'exemple cité par vous de l'Anticorn-law-league, provoquez des meetings, provoquez un pétitionnement universel, convoquez des congrès, installez des comités généraux et des sous-comités; créez, s'il le faut, un organe spécial; en un mot travaillez l'opinion publique sans relâche; exprimez-en pour votre cause tous les sentiments de justice, de

paix et de liberté qu'elle possède à l'état latent, et vous ferez de grandes choses. 1)

"Mais il faut la division du travail, il faut bien faire ce que l'on fait et ne pas trop entreprendre à la fois.

"Une grande réforme accomplie en amène d'autres; il faut délier le faisceau pour rompre les bâtons un à un.

"Telles sont mes vues au sujet du mode à suivre pour les travaux de la *Ligue du bien public*; je vous les communique en ami, avec le désir d'être utile à la cause que vous défendez.

V.

Hermopolis-Syra, 26 février 1866.

"A la suite de votre article dans le N° 92 du Financial Reformer de Liverpool, nous nous empressons de nous adresser à vous de la part du Conseil de la Société de la Liberté du Commerce.

"L'alliance générale pour le bien général est un projet qui fait beaucoup d'honneur à celui qui vient le premier le proposer. Son but est saint, et puisse l'humanité comprendre que la liberté absolue du commerce peut apporter beaucoup de bien au monde par la création d'intérêts mutuels et la fraternisation des peuples.

"Vous avez entrepris une grande œuvre, et vous avez à accomplir une grande tâche, c'est le perfectionnement du système social et économique.

"L'exemple de l'Anti-corn-law-league en Angleterre, et la victorieuse issue de la question premièrement émise par le

L'auteur de la lettre écrit, il y a 34 ans: Demandez l'abolition des armées permanentes et passez à une autre question quand vous aurez obtenu ce premier succès Hélas, aujourd'hui, nous en sommes encore à désirer ce que nous voulions en 1865.

^{&#}x27;) Ernest Dapples ne semble pas se douter que, pour réaliser la mise en pratique de son programme, il faudrait des millions et un concours de circonstances impossible à rencontrer dans le milieu apathique et indifférent dans lequel nous vivons! — Certes cela serait très heureux, si les peuples, s'occupant enfin de leurs propres affaires, répondaient aux appels des pionniers du progrès, mais quand en serons-nous là? —

persévérant Wilberforce ne peuvent-ils nous inspirer de la confiance? ne peuvent-ils pas nous encourager à notre œuvre?

"Nous avions à vaincre la même difficulté, mais à force de perséverance, nous voici enfin associés en une société puissante qui compte déjà plus 350 membres.

"Il est vrai que le but proposé par notre société n'embrasse pas le cercle que votre projet embrasse — il tend seulement à la liberté absolue du commerce, l'abolition des douanes

"Unissons nos efforts. Allions-nous. La voix du monde entier vaincra. L'intérêt des masses malheureusement assoupi, se relèvera bientôt, sans aucun doute. Que les peuples veuillent seulement débattre la question. Les débats ne dureront pas longtemps et la vérité triomphera. Veuillez nous aider. Votre réponse nous encouragera à la marche. — Vous en avez les moyens. — Vos paroles seront bien reçues par les Grecs

Le président: L. EUMORFOPULO. Le secrétaire: S. A. MATESSI,"

Paris, 14 octobre 1865.

"Merci à vous d'avoir bien voulu me communiquer votre lettre pour provoquer la fondation d'une Ligue universelle du bien public. Membre de l'Association internationale des travailleurs qui poursuit le même but, je ne puis sans manquer à mes principes refuser d'adhérer à l'œuvre dont vous prenez si heureusement l'initative.

"Oui, nous devons travailler à mettre un terme à ces égorgements périodiques où l'intérêt des peuples n'est même pas engagé.

"A cela d'ailleurs ne doit pas se borner notre action: un tel état de chose ne serait que neutre et passif, et nous devons faire plus. Nous devons appliquer nos efforts à rendre de plus en plus fréquents et faciles les rapports de tout genre entre les peuples, en créant entre eux une pacifique émulation à l'aide des expositions universelles et des autres concours internationaux, surtout en créant l'unité dans les moyens de rapports, poids, mesures, monnaies, et par dessus toutes choses par la création d'une langue internationale simple, facile à apprendre, qui per-

mettrait à tous les hommes de se comprendre sous quelque latitude et longitude que soit situé le lieu de leur naissance.

Veuillez compter parmi vos adhérents votre tout dévoué

Ch. M. LIMOUSIN, ouvrier imprimeur. 1)

VI.

C'est en 1867 que la Lique internationale de la paix et de la liberté prit naissance et en novembre de la même année elle publia en français, en allemand et en italien son numéro-spécimen des Etats-Unis d'Europe, feuille hebdomadaire, annonçait ce 1er No. Ce journal mensuel actuellement continue à paraître à Berne sous la direction d'Emile Arnaud, président de la Ligue de la paix et de la liberté.

Le comité de rédaction était alors composé de P. Jolissaint, Conseiller d'Etat, président;

G. Vogt, professeur, et F. Langhans, pasteur.

Il paraissait chez Rieder & Simmen à Berne.

Le rôle important qu'a joué depuis près de 30 ans cette modeste petite feuille nous fait une obligation de nous arrêter un instant à ses débuts.

Voici dans leur entier les décisions du Comité central permanent de la Ligue de la paix et de la liberté:

(Nº spécimen de Novembre 1867.)

LES ETATS-UNIS D'EUROPE.

Organe de la Ligue internationale de la paix et de la liberté.

Décision du Comité central permanent.

"1º La mission du journal est:

a) D'étudier, dans toutes les directions, la question de la paix, c'est-à-dire de rechercher quelles sont les formes politiques et les conditions économiques que nécessite une paix sérieuse et

Errata relatifs à cet article: lig. 2 au lieu d'Edouard Potonié, lire Edmond Potonié; lig. 38 au lieu de Gusert, lire Gusart; lig. 40 au lieu de Leinguerlet, lire Seinguerlet.

¹⁾ Lire les ligues qui sont consacrées à la Correspondance Cosmopolite (Congrès permanent par lettres), dans le Grand dictionnaire du XIXe siècle (Pierre Larousse), vol. 5, page 196.

durable, et d'examiner jusqu'à quel point l'état social et religieux actuel peut s'accorder avec l'établissement de cette paix.

Sur les questions sociale et religieuse le journal ne doit pas pratiquer un indifférentisme plat et craintif, parce que ces questions ont un rapport direct avec le principe d'une ligue de paix entre peuples; il traitera donc ces questions, de même que la question politique, en se plaçant au point de vue qui convient à l'organe de cette Ligue internationale.

Vivifié par un esprit libre et toujours ouvert aux meilleurs opinions, il n'exercera aucun terrorisme sur les convictions; il fera une large part à l'échange des idées et à l'entente sur les principes, mais il cherchera ses solutions sur le terrain de la liberté, de la justice économique et des institutions fédératives républicaines basées sur l'autonomie des provinces et des communes: il ne pourra ouvrir ses colonnes qu'aux convictions qui, dans cet ordre d'idées, sont conformes à celle de la Ligue.

- "b) Les questions à l'ordre du jour, en particulier celles qui fournissent matière à des conflits internationaux, seront traitées dans le sens des tendances de la Ligue; le journal fera ressortir et soutiendra dans ces questions les vrais intérêts des peuples. Il combattra, à cet égard, les préjugés, le nationalisme outré et toute politique égoïste sacrifiant à des intérêts privés les intérêts généraux de l'humanité. Il exprimera l'idée qu'il faut créer un nouveau droit international basé uniquement sur l'équité, quant aux rapports d'Etat à Etat, donnant à tous, au faible comme au fort, la même protection.
- "c) Il cherchera à gagner l'opinion publique aux tendances de la Ligue. Cette dernière apprécie comme elles le méritent les dissertations savantes pour les représentants et les amis de la science, mais elle veut agir sur les populations, et dès lors elle doit écarter de son organe tout ce qui n'est pas conçu dans des termes compréhensibles pour tous. Le journal ne s'adresse pas seulement aux lecteurs éclairés, mais aussi aux masses: il n'a aucun égard aux positions acquises et à des intérêts privilégiés: il doit au peuple la vérité, toute la vérité, quel que soit celui qu'elle frappe."

Ce document, qui est signé par le président du comité central parmenant G. Vogt et par le secrétaire Th. Beck, au nom du comité, et qui indique M. Jolissaint comme président

du comité de rédaction, contient, en outre, des détails d'organisation qu'il est inutile de citer ici, notre but étant uniquement d'indiquer les tendances des *Etats-Unis d'Europe* dès leursdébuts.

Suivent des articles de règlement desquels il ressort que Jolissaint est chargé, au début, de la rédaction des *Etats-Unis d'Europe*. Ce document est signé au nom du Comité central permanent par G. Vogt, président, et Th. Beck, secrétaire. La rédaction de la partie française du journal fut confiée, en 1868, à Mr. Elie Ducommun.

Dans le Nº spécimen de novembre 1867 des *Etats-Unis* d'Europe, nous lisons cette phrase que nous tenons à conserver: "A l'œuvre, soldats de la paix, champions de la liberté! Notre cliente est l'humanité, nos adversaires l'ignorance et l'oppression, notre juge l'opinion publique."

Ce que nos amis disaient, il y a plus de 30 ans, est toujours

d'actualité et nous répétons ces paroles avec plaisir.

Dans le N° 10 des *Etats-Unis d'Europe*, du 8 mars 1868, nous trouvons un article de Marie Gœgg, la dévouée trésorière de la *Ligue de la paix et de la liberté*, qui après les services qu'elle a rendus pendant tant d'années est morte dernièrement. M^{me}. Gægg proposait alors de créer une association internationale des femmes en connexion avec la Ligue de la paix et de la liberté.

On le voit, le progrès se fait bien lentement, puisque ce n'est que 27 ans plus tard que l'*Union internationale des femmes pour la paix* a pu prendre le brillant essor que l'on sait, et que la Ligue des femmes pour le désarmement s'est créée.

Le motto de la Ligue de la paix et de la liberté fut dès cette époque: Si vis pacem, para libertatem, et depuis, lorsqu'elle approuva la Ligue du bien public de dire: Si vis pacem, para justitiam, elle ajouta elle-même "justitiam" à son motto.

Nous voulons conserver ici les noms des membres du comité central de la ligue en 1870 (Etats-Unis d'Europe, janvier 1870. Troisième année):

Jules Barni, président; Amand Gægg, vice-président; John Rollanday, secr. gén. et trésorier; Charles Menn; Bosack-Hauke, Martin Bouchey, Jules Eytel, Marie Gægg, P. Jolissaint, Armand Leygue, C. Pernelle, Petit-Bertelé, Cesare Stefani, Michel Quick et J. Yung.

Dans le Nº de mars 1870, nous lisons: ". . . . j'espère que la question sociale sera plus que jamais à l'ordre du jour de

notre prochain congrès. André Rousselle." — Si nous citons cette phrase, c'est qu'aujourd'hui comme alors, là est le nœud gordien de la question de la paix; pour qu'il y ait enfin les Etats-Unis d'Europe et que l'arbitrage puisse fonctionner fructueusement, il faut la justice distributive dans chacun de ces Etats, donc la question sociale devrait être primordiale. Autrement comprise, la paix ne serait-elle pas synonyme de chaos? Car, partout la guerre civile resterait à l'état latent. Comprenez-le donc enfin, congressistes de tous pays!

Nous voyons vers cette époque Amand Gægg faire des voyages de propagande en Allemagne et Charles Lemonnier des conférences pacifiques en province. Dans le Nº de mai 1870, ce dernier commence une correspondance des plus intéressantes dans les Etats-Unis d'Europe; nous signalons ce fait, car, vu le rôle de Ch. Lemonnier dans l'œuvre de la Ligue de la paix et de la liberté, le dit fait n'est pas sans. importance. (Consulter la collection du journal.)

C'est également en 1867 que Frédéric Passy lança sa Ligue de la paix (devenue plus tard: Société des amis de la paix, puis Société de l'arbitrage). Frank et Passy furent les membres les plus actifs de cette ligue, comme président et secrétaire, Joseph Garnier, Martin Paschoud, le père Hyacinthe (alors dominicain blanc, redevenu plus tard Hyacinthe Loyson), Eschenauer, Jean Dollfus et tutti quanti donnèrent à cette ligue un puissant appui d'éloquence et certains d'entre eux d'argent. — L'association publia à diverses reprises sous forme de revue un bulletin. — La dernière édition de ce bulletin fut publiée par les soins du regretté, Henri Bellaire; c'est à ce dernier que l'on doit le premier relevé de tous les cas d'arbitrages qui se succédèrent depuis le commencement du siècle.

En 1868, F. Santallier, directeur du Journal du Havre, provoqua dans cette ville la création de l'Union de la paix, qui publia un journal pacifique fort bien rédigé. Nous trouvons dans les nos de l'Union de la paix des lettres et des articles de maints amis de la paix disparus pour la plupart; nous tenons à signaler au moins les principaux d'entre eux. Paul Lahure, du Havre, de la Codre, de Cæn, M^{me} veuve Pénault d'Alexandrie, Félix Faure, P. Kerdyk, J. Dero, J. M. Bielefeld, tous quatre du Havre; il serait trop long de citer tous les fondateurs et

adhérents. — Nommons encore quelques membres d'honneur: John Bright, Michel Chevalier, Auguste Couvreur, Arlès Dufour, le père Gratry, le grand rabbin Isidor, Justus Liebig, Joseph Pease, Henry Richard, Charles Summer, Dr G. Warrentrap, Aug. Visscher. — Parmi les loges adhérentes, nous trouvons: Aménité, Olivier Ecossais du Havre, Etoile du Progrès de Bordeaux, Vérité de Rouen, Amis bienfaisants et imitateurs d'Osiris réunis, Amis de l'humanité, Alliance fraternelle, Clémente amitié cosmopolite, Isis Montyon, Solidarité, Temple des amis de l'honneur français, Trinosophes de Bercy, toutes loges de Paris; Démophiles de Tours et Pyramides d'Egypte d'Alexandrie. — Que de noms amis ou retrouverait parmi les 1500 souscripteurs à l'Union de la paix 1).

F. Santalier mourut et de son Union il ne reste que le souvenir . . . mais on voit par ce qui précède que cette association ne devait pas être passée sous silence.

Nous espérons un jour pouvoir donner quelques extraits des travaux publiés dans le bulletin de l'*Union* par G. Hiltbrunner, F. Besnard, Fortoul, André, Rousselle, de la Codre, P. Lecoq de Boisbaudran, etc.

VII.

C'est au début de la Ligue de la paix et de la Liberté qu'eut lieu le congrès de Genève, présidé par Giuseppe Garibaldi. — Ces assises eurent beaucoup d'influence sur le mouvement pacifique, qui prit un grand essor; ces réunions, auxquelles prirent une part des plus actives Charles Lemonnier et d'autres rappelèrent par leur retentissement le congrès de 1849 de Paris.

Vers 1876—77, tandis que la question de la paix était représentée à Paris et à Genève par les Etats-Unis d'Europe et le Bulletin des amis de la paix, une feuille pacifique, La Feuille d'Olivier, parut à Berlin. — C'était pour ainsi dire le réveil d'un journal portant le même titre qu'Elihu-Burritt et Ernest Lacan avaient publié à Paris en 1849.

¹⁾ Voir le 2º bulletin de l'Union de la paix entre tous les peuples civilisés, no de mars 1868.

La Feuille d'Olivier, soutenue et propagée par Jean Dollfus, Besançon et les autres huit protestataires Alsaciens-Lorrains du Reichstag d'alors, fit surtout de la propagande en Alsace-Lorraine. (Rédacteur Edm. Potonié.)

La Ligue du bien public, peu de temps après, en 1878/79 et 1880, eut à Paris des réunions hebdomadaires très fréquentées, rue Daubenton, n° 21 (chez Edmond et Eugénie Potonié-Pierre); elle entreprit d'intéressantes conférences suivies de discussions contradictoires dans la Salle de l'hermitage et dans d'autres locaux du quartier.

Il est intéressant de suivre les sujets qu'elle aborda, s'occupant surtout de saper les causes de troubles et de guerre pour arriver à la paix par la persuasion.

Voici quelques-uns des noms que nous relevons sur les procèsverbaux. On verra que socialistes et économistes, spiritualistes et libres penseurs, hommes de toutes croyances, s'y côtoient fraternellement et cherchent la vérité en commun: J. B. Schacre, A. Wagner, Eugène Simon, Jules Giraud, Boulard, M^{me} Tynaire, Benoît Malon, Emile Gautier, Daynaud, Avronsard, J. J. Blanc, M^r et M^{me} Jules Delaporte, J. Guesde, Armand Lévy, Askinasi, Adhémar Lecler, Hipp. Devillers, M^{mes} Griess-Traut, Brossard, Tavernier, MM. Toubault, etc.; il serait trop long de continuer cette nomenclature. Ces séances étaient très suivies et les discussions animées et intéressantes.

Simultanément à ces assises régulières parurent les organes de la Ligue, Le Travailleur (directeur Th. Serre), puis Le Travailleur des villes et des campagnes, organes de la Ligue du bien public. — Reproduisons les lignes suivantes, qui indiquent les tendances de cette société de propagande:

"Nous défendons la cause de la nouvelle Babel, de cette Babel qui, au rebours de l'ancienne, tend par la diversité à l'harmonie, par la dissemblance à l'égalité, par la multiplicité à l'unité, et qui, au dessus de toutes les patries, de tous les droits, de toutes les religions, proclame la patrie nouvelle: l'humanité; le droit commun, l'égalité; la religion nouvelle: la solidarité des hommes et des peuples." (Ed. P.-P.)

Le but du journal et des réunions était d'arriver par la persuasion, par la loi de l'humanité proclamée par P. N. Domenjarie, à établir les points sur lesquels on pouvait tomber d'accord, afin d'éliminer toute cause de troubles et de guerres.

Les ligueurs votèrent et adoptèrent à l'unanimité les quatre articles suivants, qui furent ajoutés à ceux déjà existants des statuts:

- 1º Tout adhérent confesse et reconnaît que la morale doit être indépendante de tout dogme religieux, qu'elle procède essentiellement de la nature de l'homme et qu'elle contient en ellemême son principe et sa sanction.
- 2º Tout adhérent reconnaît la nécessité absolue des libertés d'association, de réunion, de presse, du gouvernement du peuple par le peuple, de la supression des armées permanentes et de leur remplacement par la nation armée. De plus, tout adhérent reconnaît que toutes les fonctions publiques doivent être soumises à l'élection du peuple et rétribuées.
- 3º Tout adhérent déclare prendre comme critérium de conduite ce principe: Solidarité des intérêts humains.
- 4º Tout adhérent doit admettre l'égalité des sexes devant les lois civiles et politiques. ¹)

Nous aurions, non des pages, mais des volumes à écrire, si après avoir essayé de rendre compte de la nouvelle impulsion donnée au mouvement pacifique de l'Europe centrale depuis plus de 50 ans, nous voulions aborder l'agitation pacifique actuelle. — Heureusement, les sociétés de la paix se propagent de plus en plus dans tous les pays; mais nos amis suivent ce mouvement et pour en résumer l'ensemble, on peut attendre; du reste nous sommes obligés de nous restreindre.

^{&#}x27;) Pour les détails: comptes-rendus et ordres du jour des séances, voir les journaux du temps: Le Radical de Marseille, 9 juin 1880, article sur la Ligue du Bien public de Ad. Royannez (beau-père de Clovis Hugues). Le Réveil social (5 juin 1880). Le Père Duchène. L'Echo Saintongeais. Le Prolétaire. La Réforme de Lyon (11 juillet 1880). Le Littoral. Le Citoyen. The Windted Press. L'Électeur républicain. Ni Dieu ni maître. Mirabeau de Verviers (1878). (Les martyrs du bien public). L'Express. La S'affetta. Le Phare de la Loire (1879). Le Réveil, Paris. Le Radical, Paris. Le Travailleur, 29 juin 1879. Le Mot d'ordre, Paris. La Justice, Paris, 8 mars 1882. L'Intransigeant, Paris. La Marseillaise, Paris. La Bataille, Paris, etc. etc. Si l'on nous dit que tous ces travaux ne semblent pas s'appliquer directement à la question de la paix, nous répondrons à cette critique que pour arriver à la paix il faut prendre la route qui y mène.

Ils sont bien nombreux déjà, les amis de la justice, de la liberté et de la paix!...

Notre vœu le plus ardent est que leur nombre aille toujours croissant dans une proportion géométrique, grâce à une propagande incessante des sociétés de la paix. Richard Cobden me disait, à l'instar du mot connu, ainsi je l'ai déjà dit: Faites de la propagande, encore de la propagande, toujours de la propagande!

A mon tour je répète ce sage conseil à tous les amis de la paix: Gagnons les masses à nos idées de justice, au principe de l'inviolabilité de la vie humaine.

Quand, frémissant d'horreur, on songe aux massacres d'Orient et aux dernières guerres, en y comprenant les guerres coloniales, combien on se dit qu'il faut se dépêcher d'agir sur les cerveaux et les cœurs des hommes, en prêchant la bonne parole qui préparera l'Idéal de demain!

EDMOND POTONIÉ.

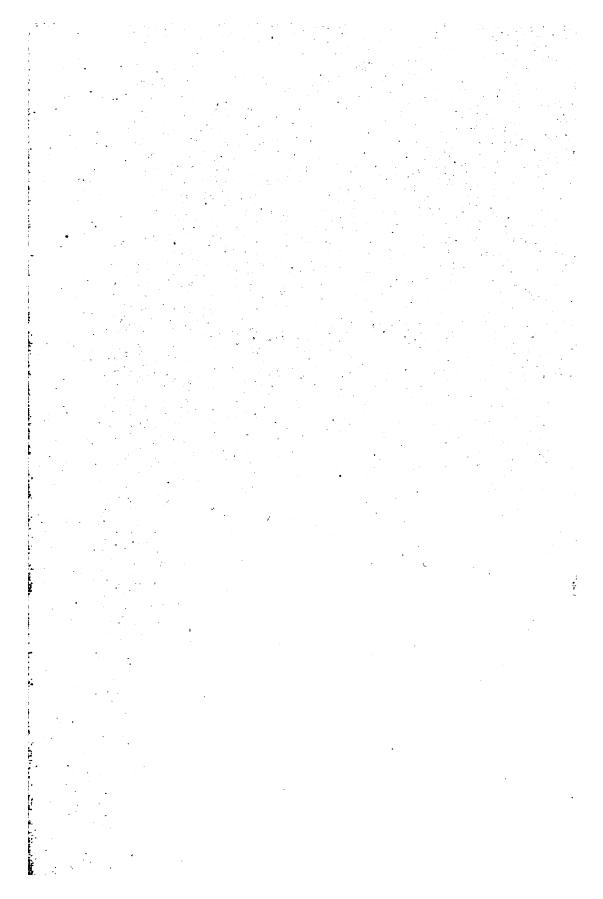
(Potonié-Pierre.)

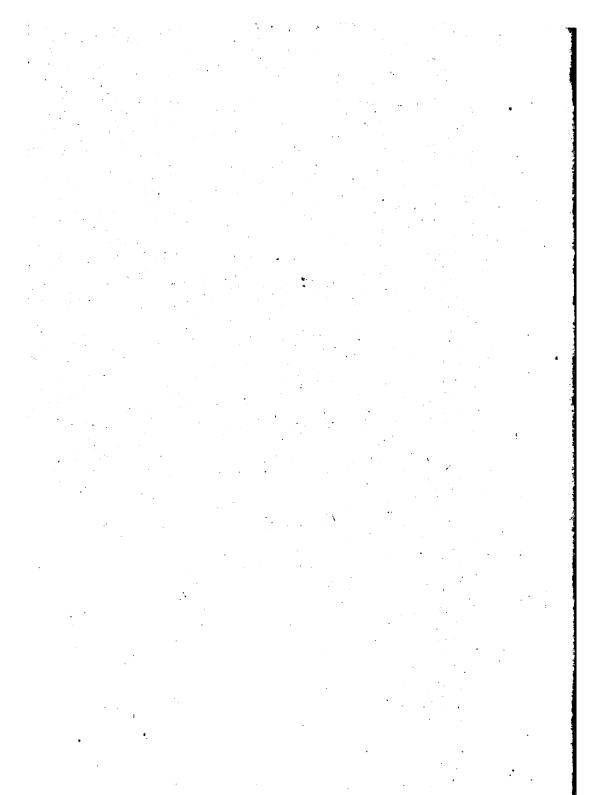


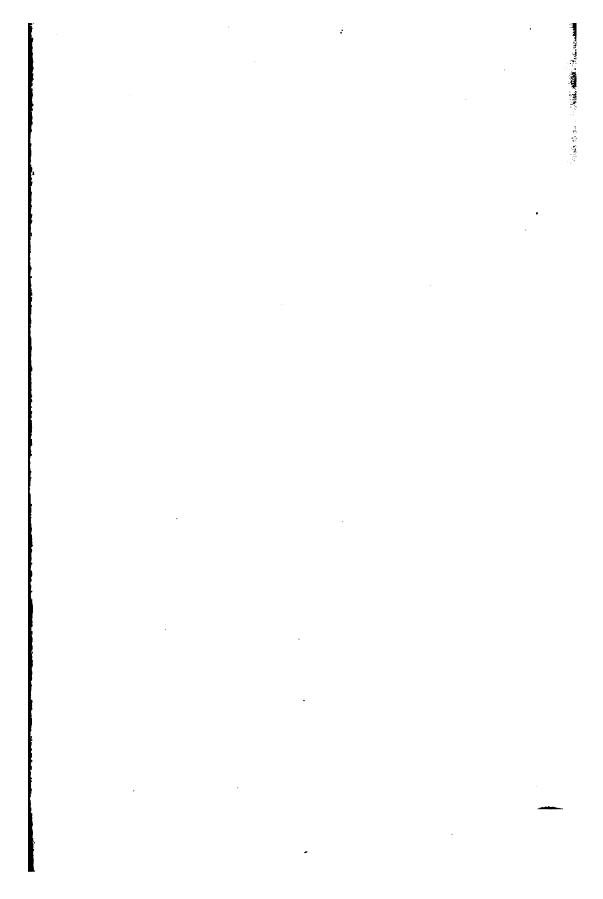


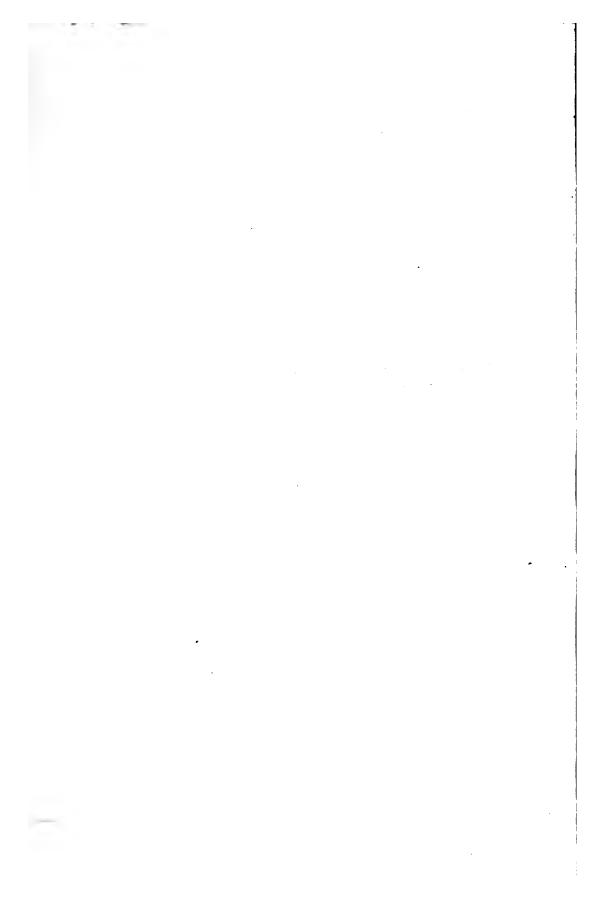
• .











This book should be returned to the Library on or before the last date stamped below.

A fine of five cents a day is incurred by retaining it beyond the specified time.

Please return promptly.

10V 7 52H